



CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU MUSÉE DU LUXEMBOURG

Parties au contrat

La présente convention de délégation de service public pour la gestion du Musée du Luxembourg est conclue entre :

- d'une part, l'ÉTAT-SÉNAT, 15 rue de Vaugirard 75291 Paris cedex 06, représenté par M. Gérard LARCHER, Président du Sénat, et M. Bernard LALANDE, Questeur délégué, agissant en exécution d'un arrêté n° 2019-183 du Bureau du Sénat du 20 juin 2019,

ci-après dénommé le Délégrant ou le Sénat,

- et, d'autre part, l'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES, établissement public à caractère industriel et commercial immatriculé au RCS de Paris sous le n° 692 041 585 00583, dont le siège est 254-256 rue de Bercy 75577 Paris Cedex 12, représentée par son Président, M. Chris DERCON, dûment habilité aux fins de signature du présent contrat,

ci-après dénommée le Délégataire.

Sauf indication contraire, le représentant du Délégrant désigné comme interlocuteur du Délégataire est, à la prise d'effet du présent contrat, le Secrétaire Général de la Questure ou toute autre personne désignée par lui.

Sauf indication contraire, le représentant du Délégataire désigné comme interlocuteur du Délégataire est, à la prise d'effet du présent contrat, le représentant légal de l'établissement public ou toute autre personne désignée par lui.

CD

	2
PRÉAMBULE.....	6
TITRE I – CARACTÉRISTIQUES DE LA DÉLÉGATION	6
Article 1.1 – Objet.....	6
1.1.1 – Généralités.....	6
1.1.2 – Activités de service public	6
1.1.3 – Activités complémentaires	7
Article 1.2 – Durée	7
Article 1.3 – Grands principes.....	7
1.3.1 – Autorisation d’occupation du domaine public	7
1.3.2 – Gestion personnelle	7
1.3.3 – Exclusivité.....	8
1.3.4 – Jouissance des biens	8
1.3.5 – Organisation de l’exploitation.....	8
1.3.6 – Responsabilité du Délégataire.....	8
1.3.7 – Responsabilité du Délégant	8
TITRE II – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE SERVICE PUBLIC	9
Article 2.1 – Continuité.....	9
Article 2.2 – Égalité des usagers devant le service public	9
Article 2.3 – Transparence	10
TITRE III – OBLIGATIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES ACTIVITÉS	10
Article 3.1 – Programmation des expositions	10
3.1.1 – Autorisation préalable du Délégant.....	10
3.1.2 – Comité de programmation du Musée du Luxembourg	11
Article 3.2 – Déroulement des expositions	11
3.2.1 – Engagements du Délégant.....	11
3.2.2 – Engagements du Délégataire.....	11
Article 3.3 – Site Internet du Musée du Luxembourg.....	12
Article 3.4 – Itinérance des expositions	12
Article 3.5 – Exploitation d’espaces de restauration et de réception	13
TITRE IV – CONDITIONS MATÉRIELLES DE L’EXPLOITATION	13
Article 4.1 – Biens remis au Délégataire.....	13
4.1.1 – Inventaires et états des biens	13
4.1.2 – Utilisation des biens	14
4.1.3 – Licence de débit de boissons.....	14
Article 4.2 – Surveillance – Sécurité.....	14
4.2.1 – Responsabilité du Délégataire.....	14
4.2.2 – Commission de sécurité	15
4.2.3 – Registre de sécurité	15





Article 4.3 – Classification des biens d’exploitation.....	16
4.3.2 – Biens de retour indemnisable	16
4.3.3 – Biens de reprise	17
4.3.4 – Biens propres	17
Article 4.4 – Communication	17
4.4.1 – Communication du Délégrant.....	17
4.4.2 – Communication du Délégataire pour l’exploitation du service délégué	18
Article 4.5 – Exploitation de l’image du Musée du Luxembourg, de ses dépendances et de marques liées	18
Article 4.6 – Contrats avec les tiers.....	19
4.6.1 – Généralités.....	19
4.6.2 – Contrats confiant des prestations à des tiers.....	19
4.6.3 – Contrats de mise à disposition de locaux	19
4.7.1 – Conditions et procédure	20
4.7.2 – Responsabilité du Délégataire.....	20
Article 4.8 – Cession du contrat de Délégation.....	21
4.8.1 – Définition	21
4.8.2 – Conditions	21
4.8.3 – Procédure.....	21
TITRE V – ENTRETIEN, MAINTENANCE, RENOUVELLEMENT ET AMÉLIORATIONS	22
Article 5.1 – Obligations générales des parties	22
5.1.1 – Obligations générales du Délégrant.....	22
5.1.2 – Obligations générales du Délégataire.....	22
5.1.3 – Définitions – Glossaire.....	22
5.1.4 – Exécution d’office	23
Article 5.2 – Entretien, propreté.....	23
5.2.1 – Principes	23
5.2.2 – Contrôle.....	24
Article 5.3 – Maintenance	24
5.3.1. – Définition - Répartition	24
5.3.2 – Contrôle.....	24
Article 5.4 – Renouvellement – Améliorations.....	25
5.4.1 – Domaine d’intervention du Délégataire	25
5.4.2 – Programme contractuel d’investissements	25
Article 5.5 – Contrôle des biens affectés à la Délégation	25

Ge

A1

CD

TITRE VI – PERSONNEL	26
Article 6.1 – Généralités.....	26
Article 6.2 – Organigramme fonctionnel	26
TITRE VII – CONDITIONS FINANCIERES DE L'EXPLOITATION	27
Article 7.1 – Principes généraux de l'équilibre contractuel	27
7.1.1 – Produits d'exploitation	27
7.1.2 – Charges d'exploitation	28
Article 7.2 – Financement des opérations de maintenance et de renouvellement.....	28
Article 7.3 – Tarifs des activités service public	29
7.3.1 – Fixation.....	29
7.3.2 – Majoration exceptionnelle du droit d'entrée	29
7.3.3. – Actualisation.....	29
Article 7.4 – Tarifs des activités complémentaires	29
Article 7.5 – Redevance	30
7.5.1 – Assiette, principes de calcul et d'actualisation.....	30
7.5.2 – Réduction de la redevance.....	31
Article 7.6 – Impôts, taxes et contributions	31
TITRE VIII – INFORMATION ET CONTRÔLE	31
Article 8.1 – Contrôle de l'exploitation	31
8.1.1 – Étendue du contrôle.....	31
8.1.2 – Modalités de contrôle	32
Article 8.2 – Rapport annuel du Délégataire.....	32
8.2.1 – Dispositions générales	32
8.2.2 – Période de référence	32
8.2.3 – Rapport financier.....	32
8.2.4 – Contrôle de la qualité du service	33
8.2.5 – Contrôle des conditions d'exécution du service public.....	33
Article 8.3 – Rapport annuel technique.....	34
Article 8.4 – Obligation générale d'information.....	35
Article 8.5 – Élection de domicile.....	35
TITRE IX – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES	35
Article 9.1 – Responsabilité	35
Article 9.2 – Assurances.....	36
TITRE X – CESSATION DE LA DÉLÉGATION.....	37
Article 10.1 – Cessation à l'échéance	37
Article 10.2 – Cessation anticipée.....	37
10.2.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général	37
10.2.2 – Déchéance	37
Article 10.3 – Conséquences de la fin de la Délégation.....	38

62
63
64

Article 10.4 – Sort des biens d’exploitation au terme du contrat	38
10.4.1 – Biens de retour gratuit	38
10.4.2 – Biens de retour indemnisable	38
10.4.3 – Biens de reprise	38
10.4.4 – Biens propres	38
10.4.5 – Indemnisation	38
Article 10.5 – Apurement des comptes	39
Article 10.6 – Continuité du service public en fin de contrat	39
10.6.1 – Organisation de la première exposition suivant le terme du contrat	39
10.6.2 – Autres stipulations	40
TITRE XI – MODIFICATION DE LA CONVENTION	40
Article 11.1 – Périmètre de la Délégation	40
Article 11.2 – Révision des conditions financières	41
11.2.1 – Cas de révision	41
11.2.2 – Modalités de mise en œuvre	41
TITRE XII – SANCTIONS – CONTESTATIONS	41
Article 12.1 – Sanctions	41
Article 12.1.1 – Sanctions pécuniaires : pénalités	41
Article 12.1.2 – Sanction coercitive	42
Article 12.1.3 – Sanction résolutoire : déchéance	43
Article 12.2 – Contestations	43
TITRE XIII – ANNEXES	44

GM

cd

PRÉAMBULE

L'histoire du Musée du Luxembourg, premier Musée de l'histoire de France ouvert au public en 1750, puis premier Musée d'art moderne à partir de 1818, a toujours été liée à celle du Palais du Luxembourg et du Sénat, qui décida, en 1884, la construction du bâtiment actuel.

Succédant au Ministère de la Culture, le Sénat a repris la gestion du Musée en 2000 avec la volonté de mettre en œuvre un ambitieux programme d'expositions. Le bâtiment, jusqu'alors affecté à ce ministère, lui a été affecté par la loi en 2003.

Depuis 2000, malgré l'absence de collections permanentes et une forte concurrence, le Musée du Luxembourg a su s'imposer comme l'un des principaux lieux d'expositions parisiens.

Pour garantir un rayonnement et un niveau d'excellence dans la production et l'organisation des expositions, le Sénat a choisi de faire appel à des professionnels du secteur, sélectionnés après publicité et mise en concurrence, et placés sous son contrôle dans le cadre d'une délégation de service public.

Ceci étant rappelé, il a été convenu ce qui suit.

TITRE I – CARACTÉRISTIQUES DE LA DÉLÉGATION

ARTICLE 1.1 – OBJET

1.1.1 – Généralités

Par le présent contrat (ci-après le Contrat, la Convention ou la Délégation), le Sénat confie au Déléataire, qui l'accepte, l'exploitation du Musée du Luxembourg et de ses dépendances, situés 19 rue de Vaugirard à Paris (75 006). Cette exploitation recouvre les activités de service public et les activités complémentaires énumérées ci-après.

1.1.2 – Activités de service public

Les activités de service public confiées au Déléataire consistent à :

- organiser au moins deux expositions temporaires par saison, de niveau national et international, ayant notamment pour thème la modernité au XX^{ème} siècle, la photographie et les artistes femmes.

Ces expositions contribueront nécessairement à la mise en œuvre d'une politique culturelle ambitieuse, organisée en vue de la connaissance, de l'éducation et du plaisir du public.

62
M
G

Chaque saison débute le 1^{er} septembre d'une année pour s'achever le 31 août de l'année suivante.

- mettre en œuvre des actions pédagogiques et des animations conformes à la politique des publics définie au présent contrat ;
- développer un service d'audioguide ou tout autre outil de médiation ;
- réaliser un catalogue pour chaque exposition ;
- développer un site Internet au contenu scientifique, pédagogique et commercial ;
- assurer l'exploitation technique des biens délégués, notamment l'entretien courant, la maintenance, les renouvellements et les améliorations, la sécurité et la mise aux normes, dans les conditions et limites fixées au titre V du présent contrat.

1.1.3 – Activités complémentaires

Le Déléataire peut également, dans le respect des réglementations en vigueur et des dispositions du présent contrat :

- exploiter un espace de vente de produits liés aux expositions, dans le Musée du Luxembourg ou ses dépendances et sur Internet ;
- organiser des visites privées des expositions en dehors de leurs heures d'ouverture au public ;
- aménager et exploiter les espaces de restauration et de réception mis à sa disposition ;
- exploiter, en dehors des périodes d'expositions et dans les conditions prévues par la charte des événements organisés au Musée du Luxembourg, jointe en annexe 9, les espaces mis à sa disposition.

ARTICLE 1.2 – DURÉE

Le présent contrat est conclu pour une période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 juillet 2026.

ARTICLE 1.3 – GRANDS PRINCIPES

1.3.1 – Autorisation d'occupation du domaine public

Le Déléataire est autorisé à utiliser les biens immobiliers et mobiliers, dépendances du domaine public, affectés au Sénat et propriété de l'État, mis à sa disposition pour l'exercice des activités de service public et les activités complémentaires visées au présent contrat.

1.3.2 – Gestion personnelle

Le Déléataire gère personnellement les biens mis à sa disposition, le service public et les activités complémentaires qui lui sont confiés, sous réserve des activités subdéléguées avec l'agrément du Déléant, conformément aux stipulations de l'article 4.7.

GL
RL

Par le présent contrat, le Délégrant accepte la demande du Délégataire de subdéléguer à une filiale *ad hoc*, ci-après « filiale d'exploitation », société par actions simplifiée ayant pour dénomination sociale « Rmn-Musée du Luxembourg » et détenue par la société « Rmn-GP Participations », société par actions simplifiée détenue par la Réunion des musées nationaux – Grand Palais :

- l'exploitation de la billetterie du droit d'entrée des expositions ;
- l'exploitation, à destination du public, des activités d'accueil et de médiation ;
- l'exploitation et la gestion des espaces de services ;
- l'exploitation technique du Musée du Luxembourg et de ses dépendances.

Le Délégataire s'engage à renoncer à l'utilisation de la dénomination sociale « Rmn-Musée du Luxembourg » dès qu'il aura cessé d'exploiter le Musée du Luxembourg.

Le Délégataire est seul responsable de l'exécution du présent contrat. Pour le bon suivi de cette exécution, le Délégataire désignera le « Directeur du Musée du Luxembourg » comme interlocuteur du Délégrant.

1.3.3 – Exclusivité

Le Délégataire détient le droit exclusif d'exercer les activités de service public et les activités complémentaires visées au présent contrat.

1.3.4 – Jouissance des biens

Le Délégataire jouit librement des biens mis à sa disposition, sous réserve du respect de leur destination et des restrictions que les clauses du présent contrat peuvent apporter.

Il ne peut se prévaloir ni d'un droit à la propriété commerciale, au sens de la législation sur les baux commerciaux, ni d'aucun droit réel sur les biens dont l'exploitation lui est déléguée et qui sont situés sur le domaine public.

1.3.5 – Organisation de l'exploitation

Le Délégataire dispose, sans préjudice du droit de contrôle reconnu au Délégrant, d'une liberté totale pour l'organisation de son exploitation, sous réserve du respect des obligations générales de service public et des restrictions que les clauses du présent contrat peuvent apporter.

1.3.6 – Responsabilité du Délégataire

Le Délégataire assume à ses risques et périls et sous sa seule responsabilité l'ensemble des activités visées au présent contrat.

1.3.7 – Responsabilité du Délégrant

Le Délégrant contrôle l'exercice par le Délégataire des activités visées au présent contrat.

fl
M

GD

TITRE II – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE SERVICE PUBLIC

ARTICLE 2.1 – CONTINUITÉ

Le Délégataire assure la continuité des activités de service public qui lui sont confiées.

Les jours et horaires hebdomadaires d'ouverture du Musée du Luxembourg et de ses dépendances au public sont arrêtés en accord avec le Délégant et ne peuvent faire l'objet de modification sans son approbation préalable. En cas de demande de modification du Délégataire, le Délégant dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de ladite demande pour faire connaître sa réponse. Passé ce délai, le silence du Délégant vaut refus.

En cas de demande du Délégataire portant sur des ouvertures exceptionnelles en soirée, au-delà des horaires habituels, notamment pour répondre au succès d'une exposition, le Délégant dispose d'un délai d'une semaine à compter de la réception de ladite demande pour faire connaître sa réponse. Passé ce délai, le silence du Délégant vaut refus.

Le Délégataire informe sans délai et par écrit le Délégant de toute interruption dans l'exploitation d'une activité de service public, en indiquant sa durée, les causes de la suspension ou de l'interruption, les mesures mises en œuvre pour assurer son rétablissement et le délai dans lequel ce dernier doit intervenir.

Le Délégataire fait son affaire des éventuelles réclamations qui seraient formulées par les usagers du Musée du Luxembourg.

Il n'est exonéré de sa responsabilité à l'égard du Délégant, en cas d'arrêt ou de suspension d'une activité de service public, que dans les hypothèses suivantes dont il lui appartient de rapporter la preuve matérielle :

- destruction totale des équipements ;
- événement présentant toutes les caractéristiques de la force majeure ;
- travaux réalisés par le Délégant sur le clos et le couvert faisant obstacle à la poursuite de l'activité.

ARTICLE 2.2 – ÉGALITÉ DES USAGERS DEVANT LE SERVICE PUBLIC

Le Délégataire respecte le principe d'égalité de traitement des usagers pour toutes les activités se déroulant dans le Musée du Luxembourg et ses dépendances.

Des différences de traitement sont possibles par catégorie d'usagers si l'intérêt du service public délégué les justifie ou si elles sont la conséquence nécessaire d'une réglementation et si leurs effets sont proportionnés aux différences objectives de situation. Le Délégataire rend compte au Délégant de ces différences de traitement dans le cadre du rapport prévu à l'article 8.2.


BL

AD

ARTICLE 2.3 – TRANSPARENCE

Le Délégataire communique en permanence au Délégant toutes les informations nécessaires à l'exercice de son pouvoir de contrôle, notamment tous les éléments permettant d'apprécier le respect des objectifs assignés au Délégataire, la qualité du service rendu aux usagers et l'équilibre économique de la Délégation.

TITRE III – OBLIGATIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES ACTIVITÉS

ARTICLE 3.1 – PROGRAMMATION DES EXPOSITIONS

3.1.1 – Autorisation préalable du Délégant

3.1.1.1 – Avant le 1^{er} juin de chaque année, le Délégataire soumet par écrit au Délégant, pour approbation, dans les conditions définies à l'article 3.1.1.2, un projet de programmation des expositions pour les deux années suivantes, précisant les thèmes et les dates envisagés.

Par le présent contrat, le Délégant accepte le choix des trois premières expositions proposées par le Délégataire :

- printemps 2020 : *Man Ray et la mode* ;
- automne 2020 : *Peintres femmes en Europe au XVIII^{ème} siècle* ;
- printemps 2021 : *Vivian Maier, une photographe révélée*.

3.1.1.2 – Chacune des expositions prévues au projet de programmation et toute mise à jour de celle-ci est soumise à l'approbation du Délégant. Celui-ci peut opposer un refus aux expositions ainsi proposées s'il estime qu'elles risquent de porter atteinte à son image ou que leur qualité scientifique est insuffisante, tout refus devant être justifié par écrit.

Pour faire connaître sa réponse au Délégataire, le Délégant dispose d'un délai de :

- sept semaines calendaires à compter de la réception de la programmation ;
- cinq semaines calendaires à compter de la réception de toute mise à jour de celle-ci.

Passé ces délais, le silence du Délégant vaut absence d'opposition.

Le pouvoir de contrôle ainsi reconnu au Délégant ne saurait en aucun cas lui être opposé par le Délégataire en cas de déséquilibre financier de l'exploitation lié à des orientations et choix de programmation.

La notification du présent contrat vaut absence d'opposition du Délégant au choix fait par le Délégataire de la première exposition programmée.



3.1.2 – Comité de programmation du Musée du Luxembourg

À l'initiative du Délégrant, il est créé un comité de programmation du Musée du Luxembourg composé :

- de représentants du Délégrant qu'il désigne ;
- de personnalités qualifiées également désignées par le Délégrant ;
- d'un représentant du Délégataire désigné par ce dernier.

Le comité de programmation est chargé d'analyser les projets de programmation des expositions présentées au Musée du Luxembourg. Il peut émettre des recommandations sur ladite programmation et sur toute activité de service public confiée au Délégataire.

Il se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour. Il est également convoqué par son président à la demande du Délégrant, du Délégataire ou de la majorité de ses membres qui, dans ce cas, proposent l'ordre du jour de la séance.

ARTICLE 3.2 – DÉROULEMENT DES EXPOSITIONS

3.2.1 – Engagements du Délégrant

Le Délégrant contribue à assurer la notoriété du Musée du Luxembourg :

- en prenant en charge, la veille ou le jour même de l'inauguration de chaque exposition temporaire, une réception et, le cas échéant, un dîner ou un déjeuner en l'honneur des personnalités ayant accepté de prêter des œuvres, étant précisé que les parties devront convenir ensemble d'un nombre maximum d'invités que le Délégataire pourra convier à cette réception et à ce dîner ;
- en invitant des personnalités à effectuer une visite du Musée et en leur remettant des catalogues de l'exposition ;
- en créant un lien entre le site Internet du Sénat et celui du Musée du Luxembourg.

3.2.2 – Engagements du Délégataire

Pour permettre au Délégrant de s'acquitter des engagements visés au 3.2.1, le Délégataire lui remet gracieusement, avant le début de chaque exposition temporaire :

- 500 catalogues de l'exposition ;
- 2 000 billets d'entrée ;
- 3 000 cartons d'invitation à répartir également entre les inaugurations ou vernissages de l'exposition organisés par le Délégataire.

Lors de chaque exposition temporaire, le Délégataire met par ailleurs gracieusement à la disposition du Délégrant, pour une soirée organisée en dehors des heures d'ouverture au public, l'ensemble des locaux du Musée du Luxembourg et de ses dépendances, ainsi que l'ensemble des personnels nécessaires au bon déroulement de cette manifestation : personnels chargés de la sécurité, de la boutique, conférenciers. La date de cette soirée et les effectifs des personnels mis à disposition sont fixés d'un commun accord au plus tard un mois avant le début de chaque exposition. Les frais de réception (traiteur, décoration) sont à la charge du Délégrant.

OL
M

CS

Le Délégué accorde une priorité de réservation des espaces de restauration et de réception au profit de la Présidence ou des groupes politiques du Sénat, à condition que la demande en soit formulée dans un délai permettant leur insertion dans la programmation de ces espaces. Le Délégué s'engage sur les tarifs dont il fait bénéficier le Sénat pour l'organisation de ces manifestations. Ces tarifs sont fixés en annexe 5 (grille tarifaire des activités complémentaires). Par dérogation à l'article 7.4, le Délégué ne peut pas modifier lesdits tarifs sans l'accord préalable et exprès du Délégué.

ARTICLE 3.3 – SITE INTERNET DU MUSÉE DU LUXEMBOURG

Le Délégué s'engage à développer un site Internet du Musée du Luxembourg au contenu scientifique, pédagogique et commercial.

Le Délégué s'assure que tous les programmes et bases de données développés spécifiquement (c'est-à-dire faisant l'objet de la création de code-source ou de paramétrages spécifiques) par des prestataires dans le cadre de la conception et de la réalisation du site Internet du Musée, ainsi que leur documentation, deviennent sa propriété exclusive afin d'être en mesure de rétrocéder ces droits au Délégué en fin de contrat.

Il communiquera au Délégué, en fin de contrat, l'ensemble des codes sources des développements spécifiques ainsi réalisés pour le site Internet.

Dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, les droits précités sur tout ou partie des réalisations fournies dans le cadre de la réalisation du site Internet ne pourraient être cédés, le Délégué en informerait le Délégué et ferait ses meilleurs efforts pour obtenir du ou des prestataires concernés, une licence d'exploitation la plus large possible pouvant bénéficier au Délégué au terme du contrat.

S'agissant des contenus du site Internet, et afin que le Sénat puisse constituer des pages d'archives consacrées aux expositions présentées au Musée du Luxembourg pendant la durée du présent contrat, le Délégué s'engage à fournir au Délégué l'ensemble des éléments conçus spécifiquement pour les expositions et sur lesquels il détient l'ensemble des droits et, *a minima*, une fiche descriptive de chacune des expositions présentées au Musée du Luxembourg, accompagnée du visuel de l'affiche de l'exposition.

Dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, le Délégué ne serait pas propriétaire des droits sur l'affiche, il en informerait le Délégué et ferait ses meilleurs efforts pour obtenir des titulaires des droits concernés une licence d'exploitation la plus large possible pouvant bénéficier au Délégué au terme du contrat.

ARTICLE 3.4 – ITINÉRANCE DES EXPOSITIONS

En cas d'itinérance d'une exposition, le Délégué privilégie sa présentation en premier lieu au Musée du Luxembourg et veille à ce que le Musée soit clairement annoncé comme ayant été le lieu initial de présentation.

Al
M
Q

Par itinérance des expositions, en France ou à l'étranger, on entend la présentation d'une exposition dans d'autres lieux que celui dans lequel elle a été initialement présentée. L'exposition est considérée comme étant la même quand elle est identique par son thème et par son esprit. Les listes d'œuvres peuvent varier en fonction des lieux.

Le Déléataire identifie les lieux concernés, produit, coproduit ou coorganise les expositions, suit leur présentation et communique au Sénat le nom de chaque établissement preneur, les caractéristiques de chaque exposition présentée dans ces lieux, ses résultats en termes de fréquentation ainsi que ses conséquences financières pour le Déléataire.

ARTICLE 3.5 – EXPLOITATION D'ESPACES DE RESTAURATION ET DE RÉCEPTION

L'espace de restauration construit sur le parvis du Musée du Luxembourg peut être exploité en dehors des périodes d'exposition.

En outre, les espaces de restauration et de réception mis à la disposition du Déléataire sont librement utilisés par ce dernier, en dehors des périodes d'exposition, pour l'organisation de manifestations ou réceptions dans les conditions prévues par la charte des événements organisés au Musée du Luxembourg, jointe en annexe 9.

Leur utilisation doit être compatible tant avec l'image du Musée du Luxembourg et de ses dépendances qu'avec celle du Délégant.

Les jours et horaires d'ouverture de ces espaces sont déterminés par le Déléataire, en accord avec le Délégant.

Le Déléataire prend à sa charge les travaux d'entretien et de maintenance des espaces susvisés, dans la limite des opérations dont il a la charge au titre de l'article 5.3.1 ci-dessous. Le Déléataire prend à sa charge les frais liés à la réalisation de travaux de rénovation et d'aménagement des structures susvisées prévus au programme contractuel d'investissements visé à l'article 5.4.2.

Il veille pour ce faire à obtenir, auprès des détenteurs de droits de propriété intellectuelle concernés, les autorisations nécessaires à leur réalisation.

TITRE IV – CONDITIONS MATÉRIELLES DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 4.1 – BIENS REMIS AU DÉLÉGATAIRE

4.1.1 – Inventaires et états des biens

Un inventaire et un état des biens immobiliers et mobiliers mis à la disposition du Déléataire par le Délégant sont établis contradictoirement entre les parties dans un délai maximum de trois mois après l'entrée en vigueur du présent contrat et lui sont annexés. Leur réalisation est à la charge du Délégant.

Le Déléataire est réputé connaître parfaitement les biens et les prendre dans l'état où ils se trouvent, sans recours possible contre le Délégant.

Avant le terme normal ou anticipé de la Délégation, un nouvel inventaire et un nouvel état contradictoires sont établis, à la charge du Délégataire – sauf si la résiliation anticipée intervient dans les conditions prévues à l'article 10.2.1, auquel cas ils sont à la charge du Délégant –, qui s'engage à restituer les biens immobiliers en l'état dans lequel ils ont été mis à sa disposition et les biens mobiliers en état d'usure normale.

Les modalités de retour au Délégant des biens de la Délégation sont précisées à l'article 10.4.

4.1.2 – Utilisation des biens

Le Délégataire est tenu d'utiliser les biens d'exploitation conformément à la réglementation en vigueur, présente et à venir, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Il est personnellement chargé de l'obtention de toutes les autorisations et de l'accomplissement de toutes les formalités requises à cet effet.

Le Délégataire peut consentir à des tiers, pour les besoins de son activité, à titre onéreux ou gratuit, toute convention de mise à disposition de locaux, dans le respect du service public, sous réserve de l'accord préalable et exprès du Délégant et que la date d'échéance de la convention de mise à disposition ne soit pas postérieure à celle du présent contrat.

Le projet de convention et ses éventuelles annexes doivent être communiqués au Délégant au moment de la demande.

Ces conventions ne peuvent conférer de droits à la propriété commerciale ni aucun droit réel.

Les éventuels projets d'avenants à ces conventions doivent être communiqués sans délai pour information au Délégant.

Par dérogation à ce qui précède, la conclusion de contrats de mise à disposition temporaire des espaces mis à disposition du Délégataire et d'avenants à ces contrats n'est pas subordonnée à l'accord préalable et exprès du Délégant. Le Délégataire est en revanche tenu de communiquer au Délégant, dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 8.2, un état descriptif et chiffré des contrats ainsi conclus, des personnes avec lesquelles ils ont été conclus et des manifestations organisées dans ces espaces.

Le Délégataire garde, en toutes circonstances, la responsabilité vis-à-vis du Délégant de la pleine et entière réalisation de ses obligations.

4.1.3 – Licence de débit de boissons

Le Délégataire est tenu d'assurer et d'organiser, en fin d'exécution du présent contrat, la transmission au futur exploitant qui lui sera désigné par le Délégant des licences IV qu'il détiendra, sous réserve des réglementations en vigueur.

ARTICLE 4.2 – SURVEILLANCE – SÉCURITÉ

4.2.1 – Responsabilité du Délégataire

Le Délégataire est responsable, en période d'exposition ou hors période d'exposition, de jour et de nuit, de la sécurité du bâtiment, du public et des œuvres qui peuvent s'y trouver ainsi que du maintien de l'ordre dans les locaux.

fe
m

Il installe et prend en charge l'exploitation et la maintenance d'un système de sécurité incendie et de protection contre les intrusions.

Le Déléгатaire s'engage à faire bénéficier le Déléгатant d'un report d'alarme de son système de sécurité incendie et de protection contre les intrusions au poste central de sécurité du Déléгатant et à contacter ledit poste central de sécurité en cas de tentative d'intrusion ou de départ d'incendie par l'intermédiaire de son personnel de sécurité ou, hors présence d'œuvres, de sa centrale de télésurveillance.

Le Déléгатaire assure, en présence d'œuvres, la présence d'un personnel de surveillance qualifié placé sous sa propre responsabilité. Il en fournit la liste nominative au Sénat avant le début du montage de la première exposition et communique sans délai les mises à jour successives.

Hors présence d'œuvres, le Musée du Luxembourg sera placé sous simple télésurveillance. Aussi, pour permettre une plus grande rapidité d'intervention, des consignes permettant une communication entre la centrale de télésurveillance du Déléгатaire et le poste central de sécurité du Déléгатant pourront être mises en place. Le Déléгатant pourra ainsi intervenir, s'il y a lieu, avant la centrale de télésurveillance ou, selon le cas, prévenir pour intervention la caserne de pompiers ou le commissariat de police. La responsabilité du Déléгатant ne saurait être engagée à ce titre.

4.2.2 – Commission de sécurité

Le Déléгатaire doit provoquer le passage de la commission de sécurité (sous-commission technique) de la préfecture de police selon la périodicité réglementaire en vigueur et en cas d'urgence, sous sa responsabilité. Il informe par écrit (courrier électronique) le Déléгатant de la date de passage de la commission, en respectant un préavis minimal de cinq jours. Sans délai, il lui communique les rapports de la commission et lui rend compte des mesures qu'il a prises pour tenir compte des avis de cette commission.

Il l'informe, par écrit et sans délai, de toute situation nécessitant une réunion d'urgence de la commission.

Toute exposition fait l'objet d'un dépôt de dossier à la préfecture de police. Le Déléгатaire missionne, en outre, un bureau de contrôle qui doit attester de la conformité des aménagements et installations au règlement de sécurité applicable aux établissements recevant du public et de l'exécution des mesures prescrites, le cas échéant, par la préfecture de police.

L'avis de la préfecture de police et le rapport de vérification du bureau de contrôle sont transmis sans délai et, en tout état de cause préalablement à l'ouverture du Musée au public, au Déléгатant.

4.2.3 – Registre de sécurité

Le Déléгатaire consigne sur un registre spécifique, dit registre de sécurité, les renseignements indispensables au bon fonctionnement du service de sécurité pour l'ensemble du Musée du Luxembourg et de ses dépendances.

Ce registre est tenu à la disposition de la commission de sécurité de la Préfecture de police et du Déléгатant, sur simple demande.

GL
M- CD

ARTICLE 4.3 – CLASSIFICATION DES BIENS D'EXPLOITATION

Les biens affectés à la Délégation, que ce soit à la prise d'effet ou en cours d'exécution du présent contrat, sont classés en quatre catégories.

Ce classement entraîne un sort différent des biens au terme du contrat, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

4.3.1 – Biens de retour gratuit

Les biens qui font partie intégrante de la Délégation, utilisés pour l'exploitation, sont qualifiés de biens de retour gratuit.

Ils comprennent :

- les biens attachés à la Délégation de service public et remis au Déléataire par le Délégrant au début de l'exécution du présent contrat, dont la liste figure en annexe 1 ;
- tous les biens acquis ou créés par le Déléataire en renouvellement ou en amélioration des biens qui lui ont été remis par le Délégrant ;
- et, d'une façon générale, tous les biens réputés immeubles par destination.

Ces acquisitions et renouvellements font l'objet d'un état descriptif précis et chiffré annexé chaque année aux documents financiers transmis au Délégrant dans le cadre du rapport annuel technique du Déléataire mentionné à l'article 8.3.

Un inventaire et un état contradictoires des biens de retour gratuit sont effectués, comme stipulé à l'article 4.1.1 :

- au moment de leur remise au Déléataire, dans un délai de trois mois après l'entrée en vigueur du présent contrat ;
- avant l'échéance normale ou la cessation anticipée de la Délégation.

4.3.2 – Biens de retour indemnisable

Sont qualifiés de biens de retour indemnisable, les biens autres que ceux mentionnés à l'article 4.3.1 et qui sont indispensables au fonctionnement et à l'exploitation des équipements et des activités confiés au Déléataire.

Ils sont constitués par :

- les biens, nouveaux ou en renouvellement, acquis ou créés par le Déléataire sur le compte d'exploitation de la Délégation, et dont la date d'échéance de la durée d'amortissement est postérieure à la date d'échéance du présent contrat, sous réserve de l'approbation préalable et expresse du Délégrant sur la nature, le montant et la durée d'amortissement de ces biens. Dans le cas où le Déléataire n'aurait pas recueilli l'approbation du Délégrant, les biens considérés seraient rattachés aux biens de retour gratuit ;
- les biens apportés à la Délégation par le Déléataire et financés par lui, sous réserve de l'accord exprès du Délégrant.

Handwritten signatures and initials:
 A stylized signature 'a' and the initials 'AL' followed by a small symbol.

Les biens de retour indemnisable font l'objet d'un état descriptif précis et chiffré annexé chaque année aux documents financiers transmis au Délégant dans le cadre du rapport annuel technique du Déléataire mentionné à l'article 8.3 et venant compléter l'inventaire initial prévu à l'article 4.1.1.

4.3.3 – Biens de reprise

Sont qualifiés de biens de reprise, les biens ne rentrant pas dans la catégorie des biens de retour et qui sont utilisés par le Déléataire pour l'exploitation du service délégué. Ils sont apportés par le Déléataire.

Le Délégant n'est pas tenu de s'en porter acquéreur à la fin du contrat. S'il manifeste la volonté de les acquérir, le Déléataire doit les lui céder.

4.3.4 – Biens propres

Sont qualifiés de biens propres, les biens à caractère mobilier acquis par le Déléataire pour les besoins de son activité et que le Délégant ne peut acquérir, s'il en manifeste la volonté, qu'avec l'accord du Déléataire.

ARTICLE 4.4 – COMMUNICATION

4.4.1 – Communication du Délégant

Le Déléataire peut utiliser gratuitement le logo du Musée du Luxembourg, exclusivement aux fins de promotion du Musée.

Le Déléataire peut, à ses frais, élaborer une nouvelle charte graphique et une nouvelle identité visuelle du Musée du Luxembourg, sous réserve de l'accord exprès et préalable du Délégant tant sur le principe de ces modifications que sur leurs résultats. Il s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits patrimoniaux d'auteur afférents à ces résultats, sans limitation de territoire et pour toute la durée légale de protection, et à les rétrocéder gratuitement au Délégant, ces résultats constituant des biens de retour gratuit.

Tous les produits dérivés conçus spécifiquement pour les expositions du Musée du Luxembourg, ainsi que les sacs, portent le logo du Musée du Luxembourg. Le Délégant peut s'opposer à la commercialisation de produits dérivés dont il considère qu'ils portent atteinte à son image.

Tous les supports matériels et immatériels de communication portent le logo du Sénat et celui du Musée du Luxembourg, les parties pouvant cependant convenir de ne pas faire figurer le logo du Sénat sur certains supports spécifiques.

Sur le site Internet du Musée du Luxembourg, un lien doit être établi avec le site Internet du Sénat.

Le Délégant fournit un texte de présentation de l'engagement du Sénat pour le Musée du Luxembourg. Ce texte doit figurer sur tous supports institutionnels visant à présenter les activités du Musée du Luxembourg et ses liens avec le Sénat, notamment dans le dossier de presse de chaque exposition.

Gl
m
as

Le catalogue de chaque exposition comprend :

- le logo du Musée du Luxembourg sur la couverture ;
- la présentation du Musée du Luxembourg ;
- et, s'il le souhaite, une préface signée du Président du Sénat.

Dans l'enceinte du Musée du Luxembourg, le Sénat, ses missions et l'histoire du lieu sont présentés sur un panneau ou tout autre support proposé par le Délégataire et accepté par le Délégant. Le texte de présentation est fourni par le Délégant.

4.4.2 – Communication du Délégataire pour l'exploitation du service délégué

4.4.2.1 – Pour la promotion des expositions, le Délégataire est autorisé à installer, sur les grilles du Jardin du Luxembourg, deux toiles tendues ou « bâches » de 2,50 x 6,30 m, l'une du côté gauche (en se situant face à l'entrée) de la porte Saint-Michel, l'autre à l'angle des rues Guynemer et de Vaugirard, et six panneaux de 1,80 x 1,20 m aux principales portes du jardin, selon le plan joint en annexe 2 au présent contrat.

Tout autre emplacement d'affichage ou de signalisation extérieur aux bâtiments permettant d'assurer l'information du public sur les manifestations et les activités en cours ou à venir au Musée du Luxembourg doit être soumis à l'agrément préalable du Délégant.

Les divers éléments visuels comportant une référence au Sénat doivent respecter la charte graphique de celui-ci, et être remis à jour selon son évolution.

4.4.2.2 – Le Délégataire pourra, sous réserve de l'accord du Délégant, apposer son propre logo sur les différents supports de communication des expositions ou sur les produits édités dans le cadre du contrat, par exemple pour indiquer sa qualité de producteur de l'exposition ou d'éditeur du catalogue.

ARTICLE 4.5 – EXPLOITATION DE L'IMAGE DU MUSÉE DU LUXEMBOURG, DE SES DÉPENDANCES ET DE MARQUES LIÉES

Afin d'assurer la continuité du service public, le Délégant autorise le Délégataire à utiliser à titre gratuit et exclusif, sans préjudice de son propre droit d'utilisation, l'ensemble des éléments distinctifs du Musée du Luxembourg et de ses dépendances ayant été utilisés dans le cadre de précédents contrats tels que dénomination commerciale, logo, charte graphique, marques, noms de domaine, sites web, reproductions photographiques ou audiovisuelles, etc., dans la mesure où le Délégant en serait propriétaire.

Cette utilisation est consentie à titre personnel et ne pourra ni être cédée par le Délégataire, ni être l'objet de contrat de sous-licence.

Aucun dépôt de marque ou de nom de domaine permettant d'identifier tout ou partie de l'équipement ou de ses activités ne pourra être fait par le Délégataire sans l'accord exprès du Délégant, qui pourra se réserver la propriété de tels marques ou noms de domaine et tous les droits attachés à cette propriété. Le Délégataire ne pourra alors prétendre à aucune indemnité.

Tous les éléments distinctifs du Musée du Luxembourg et de la Délégation, visés dans le présent article et mis à disposition du Délégataire par le Délégant, sont des biens de retour gratuit.

GL
M. *ap*

ARTICLE 4.6 – CONTRATS AVEC LES TIERS

4.6.1 – Généralités

Tous les contrats conclus par le Déléгатaire avec des tiers, quel que soit leur objet (mise à disposition d'espaces, prestations de services...), ne pourront en aucun cas excéder la durée du présent contrat et donc avoir une échéance postérieure à sa date d'échéance. Ils cesseront d'avoir effet de plein droit soit à l'expiration normale du présent contrat, soit à la date d'une éventuelle résiliation anticipée.

Toutefois, certains contrats, notamment de mise à disposition d'espaces et de prestations de services, contribuant à la continuité du service public et nécessaires à la préparation des activités et notamment des expositions au-delà la date d'échéance du présent contrat, pourront déroger à cette règle générale, sur autorisation préalable et expresse du Déléгатant.

Le Déléгатant disposera, pour se prononcer sur de tels projets de contrats proposés par le Déléгатaire, d'un délai d'un mois calendaire, délai reconductible une fois à sa demande.

Les contrats de mise à disposition d'espaces, avec ou sans prestations liées, conclus en application du présent article et ayant donné lieu à un versement d'acomptes, seront transférés avec l'intégralité des acomptes perçus par le Déléгатaire à la personne morale qui poursuivra l'exploitation du Musée du Luxembourg et de ses dépendances à l'échéance du présent contrat. En contrepartie, les frais éventuellement exposés à l'occasion de ces contrats, dûment justifiés par le précédent Déléгатaire, seront pris en charge dans le cadre du nouveau contrat.

Les contrats de prestations de services ou d'assurance, conclus par le Déléгатaire en application du présent article ou conformément aux stipulations de l'article 9.2, et dont l'exécution se poursuivra au-delà de l'échéance du présent contrat, seront à la charge du Déléгатaire *prorata temporis*.

4.6.2 – Contrats confiant des prestations à des tiers

Tous les contrats conclus par le Déléгатaire avec des tiers, ainsi que leurs avenants et annexes, seront transmis au Déléгатant dans le cadre du compte rendu annuel prévu à l'article 8.2.

4.6.3 – Contrats de mise à disposition de locaux

Les contrats de mise à disposition de tout ou partie des locaux seront transmis au Déléгатant avec leurs annexes et les éventuels avenants, pour l'information de celui-ci, sans délai après leur signature.

Les stipulations de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux contrats de mise à disposition temporaire des espaces. Le Déléгатaire s'engage cependant à conserver une copie de ces contrats et à les communiquer au Déléгатant à première demande.

bl
m

Article 4.7 – Subdélégation

4.7.1 – Conditions et procédure

Le Déléataire ne peut subdéléguer les activités visées au présent contrat à un tiers sans l'accord préalable et exprès du Délégant.

La demande du Déléataire doit :

- être accompagnée du projet de convention de subdélégation et de ses éventuelles annexes ;
- faire clairement ressortir l'activité que le Déléataire envisage de subdéléguer ;
- détailler les modalités de rémunération du subdélégataire ;
- reprendre toutes les obligations de service public et particulières imposées par le présent contrat ;
- imposer au subdélégataire un contrôle identique à celui du Déléataire selon les modalités prévues par le présent contrat.

Le dossier de demande d'autorisation doit permettre au Délégant d'apprécier si le candidat à la subdélégation présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la mission qu'il est envisagé de lui subdéléguer, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats à la présente Délégation de service public au stade de l'appel à candidature.

Le Déléataire s'interdit de consentir à son subdélégataire des droits autres que ceux résultant de la présente convention.

Le Délégant disposera, pour se prononcer, d'un délai de trois mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de la subdélégation qui devra être formulée par le Déléataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le Déléataire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus, le présent contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

Si la subdélégation est acceptée, tous les éléments d'information et documents communiqués par le subdélégataire, au titre de son contrôle, doivent être produits par le Déléataire dans son rapport annuel d'activité en consacrant un chapitre particulier à la mission subdéléguée.

4.7.2 – Responsabilité du Déléataire

En raison du caractère *intuitu personae* de la présente convention, même si la subdélégation est acceptée, le Déléataire demeure pleinement responsable, vis-à-vis tant du Délégant que des tiers, de la parfaite exécution du service délégué, dans les conditions prévues par la présente convention et conformément aux lois du service public. Ainsi, le Déléataire ne pourra se prévaloir d'aucune modification intervenant dans la personne de son subdélégataire ni d'aucune défaillance de ce dernier pour se soustraire à son obligation de parfaite exécution de la présente convention.

CL
BL
GD

Le Déléataire demeure pleinement responsable, vis-à-vis tant du Délégrant que des tiers, de tout dommage, de quelque nature que ce soit, qui trouverait son origine dans l'exécution ou l'inexécution de la présente convention. Le Déléataire garantit qu'il demeure directement responsable de tout acte ou agissement effectué par son subdéléataire ou l'un de ses prestataires en méconnaissance des obligations résultant de la présente convention.

ARTICLE 4.8 – CESSIION DU CONTRAT DE DÉLÉGATION

4.8.1 – Définition

Par cession de contrat, on entend tout remplacement du Déléataire par un tiers au contrat, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Déléataire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat initial tels que durée, prix, nature des prestations ou tarifs applicables aux usagers des équipements délégués. Le Déléataire doit informer sans délai le Délégrant de toute modification affectant son capital social, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession du contrat.

4.8.2 – Conditions

La cession de la Délégation ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du Délégrant, qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats à la présente Délégation de service public au stade de l'appel à candidature.

4.8.3 – Procédure

Le Délégrant disposera, pour se prononcer, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément de cession, qui devra être formulée par le Déléataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

Le Déléataire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Ge
Mc
aw

TITRE V – ENTRETIEN, MAINTENANCE, RENOUVELLEMENT ET AMÉLIORATIONS

ARTICLE 5.1 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

5.1.1 – Obligations générales du Délégant

Le Délégant prend à sa charge les travaux liés au maintien du clos et du couvert du Musée tels que définis à l'article 606 du code civil, y compris ceux concernant les ravalements extérieurs.

Le Délégant assume le financement et la conduite de ces travaux.

Pour satisfaire aux obligations du Délégant, les services compétents de celui-ci ou les personnes qu'ils désignent procèdent à autant de visites globales ou partielles des équipements que nécessaire afin de déterminer un programme de grosses réparations des équipements.

Le Délégant assure la mise en œuvre de ces travaux suivant un calendrier prévisionnel de réalisation arrêté en accord avec le Délégataire.

Le Délégataire supporte, sans y apporter d'obstacle et sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour préjudice autre que matériel, les travaux d'intérêt général entrepris par le Délégant.

Le Délégataire a la faculté de formuler des avis et des recommandations sur les travaux et opérations dont il n'a pas la charge.

5.1.2 – Obligations générales du Délégataire

Le Délégataire ne peut apporter aucune modification aux locaux et installations sans l'accord préalable du Délégant. En outre, toute modification se fera dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur, en particulier sur le plan de la sécurité.

5.1.3 – Définitions – Glossaire

Entretien

Par entretien, il faut entendre toutes les opérations permettant de maintenir l'équipement en parfait état de propreté, de fonctionnement, d'exploitation et de sécurité.

Ces opérations recouvrent toutes celles qui sont, au titre du droit commun, du ressort du locataire, ainsi que la surveillance et l'éclairage des biens (hors éclairage public).

Maintenance

Par maintenance, il faut entendre les niveaux 1, 2 et 3 de la maintenance suivant les dispositions décrites dans la norme Afnor NF X60-000, c'est-à-dire toutes les opérations permettant d'assurer le bon fonctionnement des installations et le maintien de leur niveau de service et de qualité.

GL
M
R

Cette maintenance est préventive ou corrective :

- préventive, c'est-à-dire effectuée selon des critères prédéterminés afin de réduire la probabilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu (contrôle, surveillance, maintenance préventive systématique ou conditionnelle) ;
- corrective, c'est-à-dire effectuée après défaillance.

Grosses opérations de maintenance

Sont regroupés sous cette appellation les niveaux 4 et 5 de la maintenance, tels que définis dans la norme précitée, c'est-à-dire les opérations importantes visant des pièces maîtresses dont le remplacement conditionne la préservation de l'investissement de base, assurant ainsi la pérennité de l'équipement et de ses installations sur le long terme.

Renouvellement

Il s'agit des opérations (travaux, acquisitions) permettant de renouveler un matériel existant ayant une destination précise, à l'identique ou avec amélioration, compte tenu de l'évolution dudit matériel et des techniques.

Améliorations - travaux neufs

Sont regroupées dans cette catégorie les opérations (travaux, acquisition) d'amélioration ou d'adaptation éventuelle des équipements à de nouvelles activités.

5.1.4 – Exécution d'office

En cas de non-respect des obligations d'entretien, de maintenance, de renouvellement et d'améliorations mises à la charge du Déléataire, le Délégant peut se substituer à celui-ci et faire procéder, aux frais et risques de ce dernier, à l'exécution d'office des travaux nécessaires en cas d'échec de la procédure amiable prévue au titre XII.

ARTICLE 5.2 – ENTRETIEN, PROPRETÉ

5.2.1 – Principes

Les charges des travaux d'entretien, y compris la surveillance et l'éclairage des biens, sont supportées par le Déléataire.

Les ouvrages, locaux, installations, équipements et matériels délégués doivent être entretenus par le Déléataire en parfait état de fonctionnement, d'exploitation, de sécurité et de propreté, de façon à respecter les prescriptions du présent contrat, à ne pas entraîner d'insuffisance, de suspension ou d'interruption de service et à ne pas compromettre la sécurité des usagers et la continuité des activités se déroulant au sein du Musée du Luxembourg et de ses dépendances.

Le nettoyage des abords extérieurs, inclus dans le périmètre de la Délégation, est assuré par le Déléataire.

Le Déléataire prend toutes dispositions pour que les opérations d'entretien soient réalisées conformément aux réglementations en vigueur, notamment les règles d'hygiène et les prescriptions environnementales en matière de traitement des déchets.

GL
RL

as

Au terme du présent contrat, à échéance normale ou anticipée pour toute autre cause, l'ensemble des biens de la Délégation doit être remis au Délégrant en parfait état de fonctionnement et de propreté.

5.2.2 – Contrôle

Le Délégrant effectue, chaque fois qu'il le souhaite, une visite technique complète et détaillée de l'ensemble des équipements, afin de s'assurer, notamment, de la qualité des prestations d'entretien.

ARTICLE 5.3 – MAINTENANCE

5.3.1. – Définition - Répartition

Sont de la responsabilité du Délégataire et à sa charge :

- les opérations de « Maintenance » telles que définies ci-dessus, correspondant aux niveaux 1, 2 et 3 de la norme Afnor NF X60-000 à laquelle il convient de se référer, à savoir toutes les opérations nécessaires au bon fonctionnement des équipements et au maintien de leur niveau de performance et de qualité ;
- les opérations de « Grosse maintenance » telles que définies ci-dessus relevant du niveau 4 de ladite norme, à savoir les opérations importantes visant des pièces ou organes majeurs des équipements. Le Délégataire sollicitera l'accord préalable du Délégrant avant toute opération de cet ordre.

Sont de la responsabilité du Délégrant et à sa charge les opérations de « Grosse maintenance » telles que définies ci-dessus relevant du niveau 5 de ladite norme, à savoir toutes les opérations importantes visant à la mise en conformité des équipements au regard de l'évolution de la réglementation ou à leur remplacement pour répondre à l'évolution des techniques.

Lorsque les opérations de maintenance incombant au Délégataire nécessitent des contrats d'entreprises spécifiques ou des avenants à de tels contrats, une copie desdits contrats avec leurs annexes et leurs avenants éventuels est adressée au Délégrant, dans le délai d'un mois à compter de leur signature.

5.3.2 – Contrôle

Lorsque les opérations de maintenance à la charge du Délégataire doivent réglementairement faire l'objet d'un contrôle technique par un organisme agréé, une copie du rapport établi par celui-ci est adressée au Délégrant, dans le délai d'un mois à compter de sa communication au Délégataire.

Le Délégrant peut confier à tout organisme agréé de son choix le contrôle des équipements confiés au Délégataire. Les frais afférents à ce contrôle sont à la charge du Délégataire.

AL
ML

ARTICLE 5.4 – RENOUELEMENT – AMÉLIORATIONS**5.4.1 – Domaine d'intervention du Déléataire**

Sans préjudice des stipulations prévues aux articles 5.1 et 5.3, la charge du renouvellement et de l'amélioration des équipements et systèmes techniques généraux, équipements et systèmes spécialisés, corps d'état secondaires, et aménagements extérieurs du Musée du Luxembourg et de ses dépendances incombe au Déléataire.

En application du présent article, le programme des travaux correspondants, à effectuer en plus du programme contractuel d'investissements ci-après défini, est arrêté d'une année sur l'autre d'un commun accord entre les parties.

Lorsque la nature de la charge sera amortissable, elle suivra à l'issue de la Délégation le régime des biens de retour gratuit ou indemnisable, en fonction de la durée de l'amortissement.

5.4.2 – Programme contractuel d'investissements

Le Déléataire s'engage à réaliser un programme prédéfini d'améliorations, de renouvellements et, éventuellement, de grosse maintenance.

Ces investissements sont financés par le Déléataire et inscrits au compte d'exploitation de la Délégation.

Ces investissements font l'objet d'un programme arrêté à six cent mille euros (600 000 €) hors taxes, qui doit être réalisé avant le 31 décembre 2020. Ces investissements seront amortis sur une durée de dix années et seront considérés, à l'issue de la Délégation, comme des biens de retour indemnisable.

En cas de fin anticipée du présent contrat, les parties se rapprocheront pour examiner les conséquences des investissements programmés, réalisés ou non, sur l'équilibre contractuel, étant précisé que les investissements réalisés à cette date avec l'accord du Délégant et non encore amortis d'un point de vue comptable à la date de résiliation, seront indemnisés par le Délégant à leur valeur nette comptable.

Le programme contractuel d'investissements sera précisé par le Déléataire dans les deux mois suivant la date de notification du présent contrat. Ainsi, la nature et le descriptif des investissements, la ventilation des coûts, les délais d'exécution, seront arrêtés sur proposition du Déléataire et après agrément du Délégant.

ARTICLE 5.5 – CONTRÔLE DES BIENS AFFECTÉS À LA DÉLÉGATION

Le Délégant dispose d'une faculté permanente de contrôle :

- de l'état des installations et équipements servant de supports au service délégué ;
- des travaux portant sur ces biens.

Pour cela, le Déléataire rend possible en permanence et sans aucune interruption pour quelque motif que ce soit, l'accès des personnes désignées par le Délégant aux installations et équipements.

GL
ML

Le Déléataire dispose d'un droit de regard sur les travaux dont il n'est pas lui-même maître d'ouvrage.

Ce droit comporte notamment la communication des projets d'exécution sur lesquels il donne son avis. Préalablement à la réception des travaux, le Déléataire fera, le cas échéant, ses observations au Délégant. Ce dernier n'est nullement tenu par un quelconque délai pour débiter ou réceptionner les travaux, sous réserve que ces travaux ne perturbent pas l'exploitation.

TITRE VI – PERSONNEL

ARTICLE 6.1 – GÉNÉRALITÉS

Le personnel nécessaire à l'exploitation des activités visées au présent contrat est recruté, rétribué et encadré par le Déléataire conformément au droit du travail.

Toute dépense supplémentaire concernant le personnel permanent et engagée au cours des deux dernières années précédant l'échéance du présent contrat sera soumise à l'autorisation préalable du Délégant.

Le Délégant permet aux personnels suivants du Déléataire ou de ses sous-traitants, dans la limite d'un maximum de dix-sept personnes par jour, d'accéder à son restaurant du personnel en libre-service situé au 36 rue de Vaugirard 75 006 Paris, au tarif applicable au personnel du Sénat : personnels de la société « Rmn-Musée du Luxembourg » et, en période d'exposition, personnels de surveillance et personnels chargés de l'accueil du public, de la billetterie et du vestiaire.

ARTICLE 6.2 – ORGANIGRAMME FONCTIONNEL

Dans un délai maximum de trois mois à compter de la prise d'effet du présent contrat, le Déléataire communique au Délégant :

- l'organigramme nominatif et fonctionnel du personnel permanent affecté aux activités visées au présent contrat ;
- les prévisions d'effectifs du personnel temporaire embauché pour l'exploitation de ces activités ainsi que leur traduction en équivalent temps plein par catégorie professionnelle ;
- la convention collective applicable au personnel.

BL

TITRE VII – CONDITIONS FINANCIÈRES DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 7.1 – PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'ÉQUILIBRE CONTRACTUEL

Le Délégataire exploite à ses risques et périls tous les locaux et installations du Musée du Luxembourg et de ses dépendances, existants au moment de la signature ou réalisés avec l'accord du Délégant durant l'application du présent contrat, et gère à ses risques et périls le service public délégué et toutes les activités complémentaires et accessoires.

Le compte d'exploitation prévisionnel établi pour la durée de la Délégation est joint en annexe 3.

7.1.1 – Produits d'exploitation

Le Délégataire recouvre l'ensemble des produits d'exploitation liés aux activités visées au présent contrat. Ces produits sont intégrés, dans leur totalité, au chiffre d'affaires du compte d'exploitation de la Délégation de service public.

Sans que la liste ci-après soit exhaustive ou limitative, les recettes suivantes doivent être intégrées dans leur totalité au chiffre d'affaires de la Délégation :

- les recettes liées à la billetterie (entrées des expositions, activités pédagogiques, visites guidées) ;
- les redevances versées par le prestataire assurant la gestion des audioguides ;
- les recettes liées à la boutique et à la vente de produits dérivés sur place, sur le site Internet ou dans d'autres points de vente, étant précisé dans ce cas qu'il convient de ne retenir que la part desdites recettes revenant à l'éditeur ;
- les redevances versées par le prestataire assurant les activités de restauration ;
- les recettes liées à la privatisation d'espaces (visites privées, organisation de réceptions...) ;
- les recettes nettes liées à l'itinérance d'expositions, tant en France qu'à l'étranger ;
- plus généralement, toutes recettes nettes liées à l'exploitation du Musée du Luxembourg.

Les recettes liées aux échanges de marchandises n'entrent pas dans le chiffre d'affaires de la Délégation servant de base pour le calcul de la redevance, à condition qu'elles ne représentent pas plus de 10 % du total des recettes. Au-delà de cette proportion, elles y sont intégrées. Dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 8.2, le Délégataire communique au Délégant un état descriptif détaillé des échanges de marchandises, de leur valorisation et des personnes avec lesquelles ils ont été réalisés.

62
14

CP

7.1.2 – Charges d'exploitation

Les charges liées aux activités visées au présent contrat, dans leur ensemble, sont supportées par le Déléataire.

Parmi celles-ci, peuvent notamment être citées, sans que la liste ci-après soit exhaustive ou limitative :

- les charges liées à l'emploi des personnels permanents ou temporaires nécessaires au fonctionnement du Musée du Luxembourg et de ses dépendances ;
- d'une façon générale, les charges liées à l'emploi de toute personne physique ou morale sollicitée par le Déléataire pour une activité ou une action entrant dans le champ de la Délégation ;
- les charges liées aux fluides ;
- les charges d'entretien des biens de la Délégation selon les stipulations de l'article 5.2 ;
- les charges de maintenance, dans la limite du champ d'intervention du Déléataire défini à l'article 5.3 ;
- les charges de réparation, de renouvellement et d'acquisition de tous types d'installations et de matériels liés aux missions déléguées, selon les stipulations de l'article 5.4, notamment en termes de scénographie, d'aménagement de la boutique et des aires d'accueil du public ;
- les frais de gardiennage et de sécurité pendant les expositions, montage et démontage compris ;
- les charges d'assurances et de transport ;
- les charges de fonctionnement administratif ;
- les charges de publicité, promotion et communication ;
- les contributions et taxes de toutes natures, à l'exclusion des impôts fonciers.

ARTICLE 7.2 – FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTENANCE ET DE RENOUVELLEMENT

Le Déléataire prend en charge, à ses risques et périls, la maintenance et le renouvellement des ouvrages et équipements, dans la limite des stipulations des articles 5.3 et 5.4.

Dans l'hypothèse où, pour couvrir les risques attachés à cette prise en charge, le Déléataire constituerait des provisions, le montant des provisions constituées sur la durée du contrat devra être en rapport avec le montant des opérations engagées.

Le Déléataire supporte seul les éventuels surcoûts liés aux opérations de maintenance et de renouvellement qui ne seraient pas couverts par les provisions. Les excédents éventuels constatés au terme du contrat seront dus au Déléant, comme stipulé à l'article 10.5.

62
M

ARTICLE 7.3 – TARIFS DES ACTIVITÉS SERVICE PUBLIC

7.3.1 – Fixation

Les conditions tarifaires (tarifs et régimes) des activités de service public visées au présent contrat sont soumises à l'agrément du Délégant.

La grille tarifaire applicable à l'entrée en vigueur du présent contrat est jointe en annexe 4.

Elle ne peut être modifiée, à l'initiative du Délégataire, qu'avec l'agrément préalable du Délégant, qui devra faire connaître sa réponse dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de modification.

Dans le cas où le Délégant déciderait, pour un motif d'intérêt général, de faire évoluer les conditions tarifaires, les stipulations de l'article 11.2.1 s'appliqueraient.

7.3.2 – Majoration exceptionnelle du droit d'entrée

Pour certaines expositions dont les coûts prévisionnels de production s'avèreraient exceptionnellement élevés, le Délégataire pourra proposer de majorer, à titre exceptionnel, le droit d'entrée à plein tarif, sous réserve de l'accord du Délégant.

En cas de désaccord du Délégant, le Délégataire se réserve la possibilité de retirer cette exposition de la programmation.

7.3.3. – Actualisation

Les tarifs mentionnés à l'article 7.3.1 pourront être actualisés chaque année, à l'initiative du Délégataire, et sous réserve de l'accord du Délégant. Le Délégant disposera de quinze jours pour se prononcer. Passé ce délai, le silence du Délégant vaudra absence d'opposition.

ARTICLE 7.4 – TARIFS DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

Le Délégataire fixe librement le tarif des activités complémentaires mentionnées au présent contrat.

Le Délégataire transmet, pour information, au Délégant les grilles tarifaires de toutes les activités complémentaires visées par le présent article, deux mois au plus tard avant le début de chaque exercice (soit avant le 1^{er} novembre) ou avant chaque modification des grilles tarifaires et des principes d'application de celles-ci.

Ces grilles tarifaires sont jointes en annexe 5.

Les droits acquittés par les usagers, quels qu'ils soient, pour toutes les activités complémentaires développées par le Délégataire sont des produits à intégrer au chiffre d'affaires du compte d'exploitation de la Délégation, dans les conditions de l'article 7.1.1.

Seul le Délégataire est habilité à encaisser ces produits.

Il met en œuvre tous les moyens permettant d'assurer la sincérité et l'exhaustivité des produits encaissés et de permettre au Délégant d'exercer son pouvoir de contrôle.

62
ML

GD

ARTICLE 7.5 – REDEVANCE

7.5.1 – Assiette, principes de calcul et d'actualisation

Le Déléataire s'acquitte, au titre de chaque année civile de la Délégation, d'une redevance auprès du Délégrant, en contrepartie :

- des avantages de toutes natures qui lui sont octroyés, notamment l'occupation et l'utilisation des dépendances du domaine public ;
- des charges de toutes natures, et notamment de contrôle, créées par la Délégation de service public et supportées par le Délégrant.

Cette redevance, de périodicité annuelle, comprend une part forfaitaire, qui constitue un minimum garanti, et une part variable, calculées comme suit.

Part forfaitaire

Le montant annuel de la part forfaitaire est initialement fixé à cent cinquante mille euros (150 000 €).

La part forfaitaire est exigible trimestriellement au plus tard les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Elle est calculée *prorata temporis*, en cas d'exercice d'une durée inférieure ou supérieure à une année.

Le dernier terme sera exigible à la date de la fin d'exécution du présent contrat et sera calculé *prorata temporis*.

La part forfaitaire est payable directement aux dates d'exigibilité auprès du Trésorier du Sénat, indépendamment de l'émission par le Sénat d'un avis de mise en recouvrement.

Le montant de cette part fait l'objet d'une réévaluation annuelle, calculée en fonction de la formule suivante :

Indice : INSEE 1764197 - Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 09.4.2 - Services culturels

Formule de révision :

T_n = valeur actualisée au 1^{er} janvier de l'année n

T_m = tarif de référence au 1^{er} janvier de l'entrée en vigueur de la convention

k = évolution de l'indice, avec $k = (\text{Indice } n / \text{Indice } m)$

$T_n = T_m \times k$

La part forfaitaire est actualisée chaque année, le 1^{er} septembre, si le résultat de la formule d'actualisation ainsi définie conduit à une augmentation ; à défaut, son montant reste inchangé.

Les indices pris en compte sont les derniers indices publiés au 1^{er} septembre de l'année n.

GL
ML

Part variable

La part variable, calculée par paliers et basée sur le chiffre d'affaires hors taxes généré par l'activité, est égale à :

- 8 % du chiffre d'affaires généré entre 7,10 et 7,25 millions d'euros ;
- 10 % du chiffre d'affaires entre 7,25 et 7,50 millions d'euros ;
- 15 % du chiffre d'affaires au-delà de 7,5 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires s'entend du chiffre d'affaires du compte d'exploitation de la Délégation de service public tel que défini à l'article 7.1.1.

La part variable est calculée par le Délégataire et justifiée par la production des comptes de la Délégation, attestés par un commissaire aux comptes ou, le cas échéant, l'Agent comptable du Délégataire et transmis au Délégant dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Elle est exigible dans sa totalité, déduction faite de la part fixe déjà réglée, le 1^{er} mars suivant la date de clôture de l'exercice au titre de laquelle elle est due, ou dans le délai de six mois qui suit l'échéance du contrat, en cas de résiliation anticipée ou au terme normal du contrat.

7.5.2 – Réduction de la redevance

En cas de fermeture totale du Musée du Luxembourg et de ses dépendances à l'initiative du Délégant ou avec son accord, le Délégataire est exonéré, pour la période de fermeture, de la part forfaitaire de la redevance *prorata temporis*.

ARTICLE 7.6 – IMPÔTS, TAXES ET CONTRIBUTIONS

Le Délégataire acquitte les impôts, contributions et taxes de toute nature, existants ou à venir, liés à la Délégation et dus par lui-même en tant que locataire, à l'exception des impôts fonciers.

Il fait son affaire des déclarations nécessaires auprès des centres des impôts compétents.

Le Délégataire effectuera auprès des services fiscaux compétents les démarches nécessaires pour obtenir le bénéfice du plafonnement à la valeur ajoutée produite de l'impôt dû au titre de la contribution économique territoriale.

TITRE VIII – INFORMATION ET CONTRÔLE

ARTICLE 8.1 – CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION

8.1.1 – Étendue du contrôle

Le Délégant exerce l'ensemble des pouvoirs de contrôle, d'autorisation préalable et de modification normalement dévolus au Délégant.

66
Rn

9

8.1.2 – Modalités de contrôle

Le Délégrant exerce son pouvoir de contrôle périodique sur tous les aspects notamment techniques, financiers, juridiques de la Délégation par l'analyse des documents fournis par le Délégataire.

Il peut exercer ponctuellement un contrôle sur pièces et sur place. Le Délégataire est alors tenu de laisser le libre accès, à tout moment et en tout lieu, aux personnes désignées par le Délégrant. À cet effet, elles peuvent se faire présenter toute pièce de comptabilité nécessaire à leurs vérifications. Elles peuvent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que le Musée du Luxembourg et ses dépendances sont gérés dans les conditions du présent contrat et que les intérêts contractuels du Délégrant sont sauvegardés.

ARTICLE 8.2 – RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

8.2.1 – Dispositions générales

Le Délégataire est soumis aux dispositions de l'article L. 3131-5 du code de la commande publique.

Conformément à ces dispositions, le Délégataire produit chaque année au Délégrant « *un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est concédée (...), ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* ».

Ainsi qu'il est dit à l'article R. 3131-2 du même code : « *le rapport prévu par l'article L. 3131-5 est produit chaque année (...) avant le 1^{er} juin* ».

Un modèle-type de rapport annuel, auquel le Délégataire doit se conformer, est joint en annexe 6.

8.2.2 – Période de référence

Le Délégataire adopte l'année civile comme référence pour la présente Délégation.

8.2.3 – Rapport financier

Le Délégataire met en place une comptabilité propre à la Délégation et retraçant toutes les opérations relatives à l'exécution de celle-ci.

Le Délégataire doit fournir les documents suivants :

- le compte rendu financier de l'exercice établi selon le modèle mentionné à l'article 8.2.1.

Ce document retrace l'ensemble des produits et des charges relatifs à l'exploitation du service délégué, pour chaque exposition et pour l'ensemble de l'exercice.

Le Délégataire tient à la disposition du Délégrant les pièces justificatives de manière à permettre le contrôle et la vérification de ses charges et produits, par nature d'activités.

Il peut être demandé au Délégataire de fournir des états comptables intermédiaires.

GL
BL

Le Déléataire précise, en outre, l'évolution des charges et produits de la Délégation, par nature, par rapport à l'exercice antérieur.

Les informations transmises, grâce à la mise en place d'une comptabilité analytique, doivent permettre de distinguer les frais de structure, leur clé de répartition, les frais variables et faire ressortir le coût de chaque activité ou, plus généralement, de chaque utilisation d'une partie de l'ouvrage.

- un état des provisions et des immobilisations ;
- un état récapitulatif des rémunérations versées aux sociétés liées, au titre de prestations d'assistance ;
- pour chaque exercice, le bilan, le compte de résultat et leurs annexes, certifiés par un commissaire aux comptes ou, le cas échéant, l'Agent comptable du Déléataire, s'il y lieu le rapport dudit commissaire aux comptes, la liasse fiscale, le grand livre général des comptes, la balance des fournisseurs, la balance des comptes, l'état des dotations aux amortissements, le livre de paie ;
- un descriptif des travaux d'entretien courant, de maintenance, de renouvellement et d'amélioration réalisés et inscrits au compte de la Délégation durant l'exercice écoulé et comprenant l'intitulé des travaux, le nom de l'entreprise et le prix facturé ;
- un descriptif des biens acquis et inscrits au compte de la Délégation durant l'exercice écoulé et comprenant leur intitulé, le nom du fournisseur et le prix facturé ;
- un état descriptif des sinistres, impayés et litiges survenus dans le courant de l'exercice et des dispositions prises pour la couverture des risques qui en découlent.

8.2.4 – Contrôle de la qualité du service

Le rapport comprend une analyse de la qualité du service qui doit permettre au Déléant d'appréhender la satisfaction des usagers auxquels le service est rendu, y compris pour les activités complémentaires.

Il doit se conformer aux indicateurs figurant dans le modèle de rapport joint en annexe 6, et peut prévoir tout autre indicateur.

Le Déléataire communique la fréquentation et les produits correspondants aux différentes activités visées au présent contrat, par catégorie de public et par catégorie tarifaire.

Le Déléataire communique également un état récapitulatif des jours, horaires et motifs de fermeture du Musée.

8.2.5 – Contrôle des conditions d'exécution du service public

Le Déléataire transmet également un compte rendu annexe présentant les conditions d'exécution du service public.

Y sont notamment indiquées les mesures prises par le Déléataire pour assurer le respect de ses obligations générales de service public définies dans le titre II du présent contrat.

Le Déléataire doit se conformer aux indicateurs figurant dans le modèle de rapport joint en annexe 6 et peut prévoir tout autre indicateur.

66
77

ARTICLE 8.3 – RAPPORT ANNUEL TECHNIQUE

En sus du rapport annuel du Délégataire décrit à l'article 8.2, le Délégataire transmettra chaque année au Délégant, en même temps que ledit rapport annuel, un rapport technique.

Ce rapport doit permettre au Délégant de suivre l'évolution de l'état de l'équipement et, en concertation avec le Délégataire, d'établir la programmation des différentes opérations d'entretien, de maintenance, de renouvellement et d'amélioration pour les exercices à venir.

Ainsi, le rapport annuel technique synthétise toutes les informations collectées au cours de l'exercice écoulé, notamment celles découlant des obligations du Délégataire stipulées au titre V.

Le Délégataire explicitera comment il a satisfait à ses obligations d'entretien, de maintenance et de renouvellement, en l'absence de plans de remise à niveau, de maintenance, d'entretien, d'aménagement, de modernisation et de renouvellement précis et indépendants du programme contractuel d'investissements.

De plus, le Délégataire fera état des principaux événements ayant affecté l'état des équipements et de leurs installations, comme, par exemple :

- pathologies connues (anciennes, nouvelles) ;
- sinistres ;
- perturbations liés à des phénomènes extérieurs ;
- remplacement de plusieurs biens ;
- nouvelles technologies apparues en cours d'année.

Le Délégataire indiquera les réponses techniques qu'il a apportées pour satisfaire aux principes d'adaptabilité et de mutabilité.

Il devra se conformer aux indicateurs suivants :

- études de réalisation, opérations préliminaires ;
- travaux d'adaptation ou de renouvellement avec indice d'usure, de vétusté, âge des installations et du parc, taux de renouvellement, taux d'entretien ou de maintenance ;
- extension géographique envisagée, extension du service, du réseau, déplacements d'ouvrages ;
- association avec d'autres partenaires publics ou privés ;
- mise en conformité ;
- adoption et effets de nouvelles techniques et des investissements en matière de réduction des nuisances, de pollutions, d'économies d'énergie, d'isolation...
- abandon de techniques périmées ;
- renouvellement du matériel, en distinguant celui fourni par le Délégataire qui doit être remplacé au fur et à mesure de son usure afin de garantir un potentiel productif opérationnel.

al
ba 

Enfin, le Délégataire fera, pour l'exercice écoulé, un bilan de l'exécution du programme contractuel d'investissements visé à l'article 5.4.2, en indiquant, pour les opérations qui n'auraient pas pu être réalisées, leur nouvelle programmation ainsi que l'estimation prévisionnelle des coûts.

ARTICLE 8.4 – OBLIGATION GÉNÉRALE D'INFORMATION

Sans préjudice des obligations d'information figurant à l'article 2.3, le Délégataire est tenu d'informer le Délégant :

- de la modification de sa forme juridique ;
- de la modification de ses statuts ;
- de la modification de l'organigramme nominatif et fonctionnel du personnel.

En outre, il est tenu d'informer sans délai le Délégant :

- des modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- des modifications de sa raison sociale ou de sa dénomination ;
- du changement de son adresse ou de son siège social ;
- et, plus généralement, de toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Tout défaut d'information ou refus de transmission opposé par le Délégataire sans motif légitime entraînera l'application de l'article 12.1.

ARTICLE 8.5 – ÉLECTION DE DOMICILE

Toute notification sera faite au Délégataire à l'adresse mentionnée en tête du présent contrat, dès sa signature.

TITRE IX – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES

ARTICLE 9.1 – RESPONSABILITÉ

Le Délégataire est responsable du bon fonctionnement du Musée du Luxembourg et de ses dépendances.

Il fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité du Délégant ne peut être recherchée à ce titre.

Le Délégataire est seul responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers ou à des usagers du fait de son exploitation.

ARTICLE 9.2 – ASSURANCES

Il appartient au Déléataire de rechercher auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurance, la couverture des différents risques liés à l'exploitation des activités de service public et des activités complémentaires visées au présent contrat.

En particulier, il s'engage à souscrire toutes les assurances obligatoires, selon le droit commun, pour un locataire et pour un gestionnaire d'établissement recevant du public, notamment une assurance de responsabilité civile et une assurance dommages aux biens.

Ces assurances devront comporter au minimum les clauses prévues aux annexes 7 (contrat d'assurance responsabilité civile) et 8 (contrat d'assurance dommages aux biens).

En outre, le Déléataire s'engage à contracter pour son compte une assurance « clou à clou » pour chaque exposition et une assurance le couvrant pour la perte d'exploitation et le préjudice résultant de l'annulation d'une exposition ou d'un autre événement, pour indisponibilité des équipements faisant suite à un cas de force majeure, qui ne serait lié ni à une décision ou faute du Délégant, ni à une décision ou faute d'un tiers.

La malveillance exceptée, les parties conviennent de renoncer à tout recours l'une envers l'autre du fait des dommages couverts par leurs polices d'assurance et s'engagent à obtenir de leurs assureurs une renonciation à recours dans les mêmes termes.

Le Déléataire communique au Délégant tous les contrats d'assurances souscrits ainsi que leurs avenants dans le délai d'un mois suivant leur conclusion. Les polices d'assurances souscrites pour les œuvres exposées sont communiquées au moins un mois avant le début des expositions.

Le Déléataire justifie également auprès du Délégant du paiement régulier des primes d'assurances correspondantes.

Les compagnies d'assurances ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article L. 113-3 du code des assurances, pour retard de paiement des primes de la part du Déléataire, que trente jours après la notification au Délégant de ce défaut de paiement. Le Délégant a la faculté de se substituer au Déléataire défaillant pour effectuer ce paiement sans préjudice de son recours contre celui-ci.

En cas de sinistre affectant les équipements, les compagnies d'assurances ne peuvent verser d'indemnités au Déléataire qu'avec l'accord exprès du Délégant.

Ces contrats ne peuvent être résiliés sans que le Délégant ait été avisé de la dénonciation réceptionnée par la ou les compagnies d'assurances, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au moins un mois avant la date effective de résiliation.

fl
ML

TITRE X – CESSATION DE LA DÉLÉGATION

ARTICLE 10.1 – CESSATION À L'ÉCHÉANCE

Le présent contrat prend normalement fin le 31 juillet 2026.

ARTICLE 10.2 – CESSATION ANTICIPÉE

10.2.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Délégant se réserve le droit de mettre fin de manière anticipée à la Délégation pour un motif d'intérêt général, sous la réserve expresse de faire connaître sa décision au Délégataire avec un préavis de six mois.

Le Délégataire pourra alors prétendre à une indemnité, fixée après accord des parties ou calculée après une expertise contradictoire, qui correspondra :

- à la valeur nette comptable des biens de retour (biens de retour indemnisable et biens de retour gratuit non encore amortis) et des biens de reprise que le Délégant souhaite acquérir dans les conditions prévues à l'article 10.4 ;
- au montant des indemnités de résiliation des contrats en cours (clients, fournisseurs, contrats de travail) souscrits pour les besoins de l'activité et portés à la connaissance du Délégant.

Le Délégataire pourra, en outre, prétendre à une indemnité fixée d'un commun accord entre les parties ou évaluée dans le cadre d'une expertise contradictoire.

Cette indemnité aura pour objet de compenser le manque à gagner résultant, pour le Délégataire, de la rupture anticipée du contrat, et sera évaluée proportionnellement au bénéfice net moyen réalisé au cours des deux années précédant la résiliation et à la durée restant à courir du présent contrat.

Si le résultat avant impôts constaté à la date de la résiliation était supérieur ou égal aux comptes prévisionnels annexés au présent contrat, l'indemnité serait alors calculée proportionnellement aux résultats prévisionnels moyens et à la durée restant à courir pour le présent contrat.

10.2.2 – Déchéance

En cas de faute d'une particulière gravité, le Délégant pourra prononcer la déchéance du Délégataire, avec pour conséquence la résiliation du contrat aux frais et risques de celui-ci.

Cette mesure interviendra après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet pendant un délai de trente jours à compter de l'envoi de la mise en demeure.

Le Délégataire ne pourra alors prétendre qu'à une indemnité, fixée après accord des parties ou calculée après une expertise contradictoire, correspondant à la valeur nette comptable des biens de retour dans les conditions prévues à l'article 10.4 du présent contrat.

6L
M

En cas de redressement judiciaire du Déléataire, la résiliation pourra être prononcée par le Déléant avec les conséquences de la déchéance, si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la convention dans le mois suivant la mise en demeure par le Déléant de se prononcer sur la poursuite de la convention.

ARTICLE 10.3 – CONSÉQUENCES DE LA FIN DE LA DÉLÉGATION

À la clôture de la Délégation, soit à échéance du contrat, soit de façon anticipée et définitive, quelle qu'en soit la raison, les équipements doivent être remis par le Déléataire en parfait état de fonctionnement et d'entretien.

ARTICLE 10.4 – SORT DES BIENS D'EXPLOITATION AU TERME DU CONTRAT

Les biens attachés à la Délégation suivent un sort différent au terme du contrat selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

10.4.1 – Biens de retour gratuit

Les biens de retour gratuit sont de plein droit et sans indemnité, la propriété du Déléant auquel ils sont remis en état normal d'entretien.

D'une manière générale, tout bien dont l'acquisition aura été financée sur le compte de la Délégation au cours du présent contrat, ainsi que toute provision constituée dans ce cadre et non utilisée pour le but pour lequel elle a été constituée est, à l'expiration de la convention, à échéance ou par résiliation, propriété du Déléant.

10.4.2 – Biens de retour indemnisable

Les biens de retour indemnisable sont remis au Déléant moyennant le versement d'une indemnité dont le montant sera égal à leur valeur nette comptable.

10.4.3 – Biens de reprise

À l'expiration du présent contrat, le Déléant se réserve le droit de reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugerait convenable, mais sans pouvoir y être contraint, les biens définis comme biens de reprise.

Ces biens seront repris sur la base de leur valeur nette comptable.

10.4.4 – Biens propres

Les biens propres qui seraient repris par le Déléant avec l'accord du Déléataire, le seront aux conditions négociées entre les parties.

10.4.5 – Indemnisation

Les indemnités prévues au titre des biens de retour indemnisable, des biens de reprise et, le cas échéant, des biens propres seront mises en paiement au bénéfice du Déléataire, après apurement définitif des comptes et au plus tard dans les six mois qui suivent le terme du présent contrat.

GL
M ①

ARTICLE 10.5 – APUREMENT DES COMPTES

Les comptes de la Délégation sont apurés contradictoirement par les parties dans le délai maximal de six mois après l'échéance du contrat de Délégation.

Dans l'hypothèse où le Déléataire n'aurait pas exécuté dans sa totalité le programme contractuel d'investissements prévu à l'article 5.4.2, le solde éventuel resterait dû au Délégrant.

Dans l'hypothèse où ce solde serait débiteur à la suite d'investissements engagés avec l'accord exprès du Délégrant, au-delà des montants fixés à l'article 5.4.2, celui-ci en verserait le montant au Déléataire. Dans l'hypothèse où ce solde serait débiteur à la suite d'investissements engagés sans l'accord du Délégrant, aucune indemnité ne serait due au Déléataire.

La mise en paiement de ce solde (lorsqu'il s'agit du Déléataire) ou son versement (lorsqu'il s'agit du Délégrant) sera effectuée après apurement définitif des comptes de la Délégation, et au plus tard six mois après la date de fin du présent contrat.

Par ailleurs, conformément à l'article 7.2, les excédents éventuels des provisions de gros entretien et renouvellement resteront dus au Délégrant et lui seront versés après apurement définitif des comptes de la Délégation, et au plus tard six mois après la date de fin du présent contrat.

Les éventuels travaux de remise en état constatés au terme de l'inventaire de fin de contrat et non effectués au titre des obligations du Déléataire resteront à sa charge et seront imputés à due concurrence sur le montant des indemnités éventuellement dues par le Délégrant.

ARTICLE 10.6 – CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC EN FIN DE CONTRAT**10.6.1 – Organisation de la première exposition suivant le terme du contrat**

10.6.1.1 – Le Délégrant fera ses meilleurs efforts pour désigner un nouveau Déléataire avant le terme normal du présent contrat afin que ce dernier puisse concevoir la programmation et organiser et produire la première exposition suivant le terme du contrat.

Ceci étant précisé, le Déléataire mettra en œuvre toutes dispositions permettant d'assurer la continuité du service public en fin de contrat. Il devra ainsi, notamment et *a minima*, collaborer avec le futur Déléataire ainsi désigné pour organiser la programmation de la plus prochaine exposition qui sera présentée au Musée du Luxembourg après le terme normal du présent contrat. Il est entendu cependant que tous frais éventuellement exposés dans ce cadre devront être pris en charge par le futur Déléataire.

10.6.1.2 – Pour le cas où le futur Déléataire ne serait pas désigné dans des délais lui permettant d'assurer seul la programmation, l'organisation et la production de la première exposition suivant la fin du contrat, le Déléataire, avec l'accord du Délégrant, assurera la programmation et l'organisation de cette exposition qu'il coproduira avec le futur Déléataire. Le Déléataire prendra en charge les frais correspondants (contrat de commissaire, missions pour voir les œuvres, éventuelles négociations avec des coorganisateur) sur la base d'un budget prévisionnel approuvé par le Délégrant. Ces frais seront ensuite valorisés dans les comptes de coproduction entre le Déléataire et le futur Déléataire.

GL
ML

Toute convention conclue pour ce faire avec des musées partenaires ou des prestataires devra préciser que le Déléataire contracte en qualité de coproducteur avec le futur gestionnaire du Musée du Luxembourg quel qu'il soit. Les termes desdites conventions seront soumis à l'approbation préalable du Délégant, dans les conditions fixées par l'article 4.6.1. Par dérogation à l'article 4.6.2, lesdits contrats seront transmis au Délégant dès leur signature.

10.6.2 – Autres stipulations

Pendant les trente jours calendaires précédant l'expiration du présent contrat, le Délégant a la faculté de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour assurer la continuité du service en fin de contrat, en réduisant au maximum la gêne ainsi occasionnée pour le Déléataire.

Durant les six mois précédant l'échéance du présent contrat, le Déléataire est tenu d'informer le Délégant de ses intentions de résilier tout contrat, notamment ceux relatifs à la sécurité, à l'entretien ou à la maintenance, et à l'assurance des biens de la Délégation.

À l'expiration du contrat, le Délégant retrouve la jouissance de l'ensemble des biens délégués. Le Délégant ou le nouveau Déléataire qu'il a désigné est subrogé dans les droits du Déléataire.

TITRE XI – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les parties peuvent, d'un commun accord, apporter, en cours d'exécution, des modifications à la présente convention, sans toutefois en changer la nature globale.

Ces modifications prennent la forme d'avenants signés par les représentants des deux parties au présent contrat.

Il en est notamment ainsi des modifications apportées aux tarifs des activités de service public.

ARTICLE 11.1 – PÉRIMÈTRE DE LA DÉLÉGATION

Le Délégant est habilité, lorsque des considérations économiques, juridiques ou techniques, ou lorsque la préservation de l'intérêt général le justifie, à modifier le périmètre de la présente Délégation.

Toute modification de ce type ouvre droit à une renégociation des conditions financières du présent contrat, et à l'établissement d'un avenant.

66
M

ARTICLE 11.2 – RÉVISION DES CONDITIONS FINANCIÈRES

11.2.1 – Cas de révision

Sans remettre en cause la nature globale du contrat, mais pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, les conditions financières du contrat pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, notamment dans les cas suivants :

- si le Délégant décide, pour un motif d'intérêt général, de faire évoluer les tarifs des services d'une façon différente de celle prévue à l'origine du contrat ;
- en cas de baisse notable et durable de la capacité d'exploitation des biens délégués, notamment du fait de l'éventuelle réalisation de travaux à l'initiative du Délégant ;
- si la mise aux normes de sécurité des biens de retour, à la suite d'une modification desdites normes postérieures à la prise d'effet du présent contrat, nécessite des dépenses (investissements et charges) remettant en cause l'équilibre financier du contrat.

En dehors de ces cas et de manière générale, les conditions financières du contrat pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre des parties en cas de bouleversement de l'économie générale du contrat provoqué par des événements ne dépendant pas du Déléataire, conformément à la jurisprudence applicable.

11.2.2 – Modalités de mise en œuvre

À défaut d'accord, cette révision aura lieu dans les conditions prévues à l'article 12.2 du présent contrat relatif au règlement amiable des litiges.

Préalablement à la révision des tarifs, le Déléataire produira les comptes du service délégué selon les modalités définies à l'article 8.2 du présent contrat.

Le Déléataire devra indiquer le cas de révision dans lequel il estime se trouver, et apporter toutes les justifications chiffrées et détaillées susceptibles de fonder sa demande de révision.

Le Délégant pourra procéder à un contrôle sur pièces et sur place des informations données par son Déléataire conformément à l'article 8.1 du présent contrat.

TITRE XII – SANCTIONS – CONTESTATIONS

ARTICLE 12.1 – SANCTIONS

Article 12.1.1 – Sanctions pécuniaires : pénalités

Dans les cas prévus ci-après, faute pour le Déléataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention, des pénalités pourront lui être infligées par le Délégant.

66
m
a

Ces sanctions pourront être prononcées par le Délégant dans les cas suivants :

- en cas d'atteinte à la continuité du service public (c'est-à-dire notamment d'une interruption totale ou partielle d'une exposition en cours, non justifiée par l'une des situations visées à l'article 2.1, ou de manquement aux obligations prévues par l'article 10.6), d'atteinte à la sécurité du service, de manquement aux règles d'hygiène, de bruit, de sécurité, auxquelles sont soumis le Musée du Luxembourg et ses dépendances, et après mise en demeure adressée par le Délégant dans un délai adapté à l'atteinte constatée et restée infructueuse, il pourra lui être appliqué une pénalité égale à quatre mille euros (4 000 €) par jour de retard constaté ;
- en cas d'utilisation des espaces incompatible avec l'image du Musée du Luxembourg et de ses dépendances ou celle du Délégant (article 3.4), une pénalité de mille euros (1 000 €) par manquement sera appliquée au Délégataire, après mise en demeure par le Délégant restée sans effet ;
- en l'absence de production ou en cas de production tardive ou incomplète par le Délégataire des documents prévus aux articles 3.1.2 (Contrôle de la programmation), 4.1.1 (État descriptif et chiffré des contrats de mise à disposition de l'espace de réception), 5.3.2 (Contrôle), 5.4.2 (Programme contractuel d'investissements), 7.1.1 (État descriptif détaillé des échanges de marchandises, de leur valorisation et des personnes avec lesquelles ils ont été réalisés), 8.2 (Rapport annuel), 8.3 (Rapport annuel technique), 8.4 (Obligation générale d'information), 9.2 (Assurances), 10.6 (Continuité du service public en fin de contrat), après mise en demeure par le Délégant restée sans réponse pendant quinze jours calendaires, il sera appliqué au Délégataire une pénalité égale à mille euros (1 000 €) par jour de retard ;
- en l'absence de versement par le Délégataire des sommes dues au Délégant conformément aux échéances prévues à l'article 7.5 (Redevance), il sera appliqué au Délégataire une pénalité égale à deux mille euros (2 000 €) par jour de retard ;
- en cas de manquement du Délégataire à son devoir d'information, après mise en demeure par le Délégant restée sans réponse pendant quinze jours calendaires, une pénalité de cinq cents euros (500 €) par manquement constaté.

Article 12.1.2 – Sanction coercitive

Outre les mesures énoncées précédemment, le Délégant peut, en cas de carence grave du Délégataire, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie au code pénal, prendre toute mesure d'urgence adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire d'un ou de plusieurs équipements, les conséquences financières de ces décisions étant à la charge du Délégataire, sauf cas de force majeure dont il appartient au Délégataire de rapporter la preuve matérielle.

En cas de faute grave du Délégataire ou en cas d'interruption ou de suspension totale ou partielle d'une activité de service public par le Délégataire en dehors des hypothèses visées à l'article 2.1, le Délégant peut prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du Délégataire, et notamment celles permettant d'assurer lui-même provisoirement la continuité du service ou de la confier à un tiers.

GL
B
G

Article 12.1.3 – Sanction résolutoire : déchéance

En cas de faute d'une particulière gravité, le Délégant pourra prononcer la déchéance du Déléataire dans les conditions fixées par l'article 10.2.2. du présent contrat.

ARTICLE 12.2 – CONTESTATIONS

En cas de différend s'élevant entre le Déléataire et le Délégant au sujet de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat et de ses annexes, les parties s'engagent à essayer de trouver un accord amiable, selon la procédure ci-après décrite.

Dans ce cas, le Déléataire ou le Délégant expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et financière qui lui semblent en résulter.

Ce mémoire est transmis à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La réponse pour le règlement du différend est notifiée dans un délai de quarante-cinq jours ouvrables à compter de la date de réception du mémoire.

L'absence de réponse dans ce délai équivaut à un rejet de la proposition.

Si cette proposition de règlement ne rencontrait pas, en l'état, l'acceptation expresse des parties dans le mois suivant la proposition de règlement du Délégant, le différend serait alors soumis au tribunal administratif de Paris à l'initiative de la partie la plus diligente.

TITRE XIII – ANNEXES

Font partie intégrante du présent contrat les dix annexes ci-après décrites. En cas de contradiction entre le présent contrat et ces annexes, le premier prévaudra.

- Annexe 1 : Inventaire et état contradictoires des biens remis au délégataire.
- Annexe 2 : Plan des grilles du Jardin du Luxembourg.
- Annexe 3 : Compte d'exploitation prévisionnel.
- Annexe 4 : Grille tarifaire des activités de service public.
- Annexe 5 : Grille tarifaire des activités complémentaires.
- Annexe 6 : Modèle type de rapport annuel du Délégataire.
- Annexe 7 : Clauses minimales devant figurer dans le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit par le Délégataire.
- Annexe 8 : Clauses minimales devant figurer dans le contrat d'assurance dommage aux biens souscrit par le Délégataire.
- Annexe 9 : Charte des événements organisés au Musée du Luxembourg en dehors des périodes d'exposition.
- Annexe 10 : Protocole relatif à la gestion des clés du Musée du Luxembourg.

En outre, le Délégataire est lié par le contenu du mémoire technique qu'il a remis à l'appui de son offre et des réponses écrites qu'il a fournies aux questions qui lui étaient posées. Seuls les documents conservés par le Délégant font foi.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le 24 JUIL. 2019

Pour le Délégataire :

M. Chris DERCON
Président

Pour le Délégant :

M. Gérard LARCHER
Président du Sénat

M. Bernard LALANDE
Questeur délégué

62
RM
es

**ETAT DES CYLINDRES POSES SUR LES PORTES DU MUSEE
ETAT DES CLES REMISES A LA RMN AU MOIS DE FEVRIER 2011**

Variure	locaux	cylindres posés	Cylindres stock	Clés remises
FS011	F0000	ascenseur	1	17
	F511-512-513-514-515	sanitaires, vestiaires, accès 2ème s/sol et codes pour digicodes couplés aux serrures des locaux F511 et F512	1	
	F0000	porte rdc à côté ascenseur	1	
	F0001	porte en bronze	1	
FS0027	F503-504-517-604-106-103-	locaux technique	1	1
FS1395R	F503A	local technique	1	1
FS0058	F506, F506A	cpcu	1	1
FS1497R	F008, F010	caillebotte	1	3
FS0840	F603	local poubelles	1	2
FS1104	F503, F504, F507	réserves	1	1
	F502	réserve	1	
	F516, F507A	réserves	1	
FS1378R	F602	réserve	1	3
FS1457R	F101, F104, F201	bureaux	1	7
FS1583R	Cadenas F009 (x2) et grilles + portillon	accès extérieurs et cadenas issues de Secours	1	9
	Cour	Portillon grille	1	
FS0637	F0508	Galerie technique	1	1
FS1607R	F0203	Grenier	1	1
	F0203	Verrière	1	
HEOL	Placard F001	placard	idem HOEL	4
HOEL	F001a	réserve	1	4
	F001	placards	1	

ML

as

EAO311		Tourniquet	CLES PARTICULIERES	1
FCV		Tourniquet		1
2C1200		Vitrines extérieures		1
SH3		Ascenseurs		1
Crémone		Porte d'entrée en bronze - Carré		1
Skydom				1
Butoirs		Porte en bronze		2
clé spéciale (2)		Coffre fort		
Coup de poing		Trousseau de réarmement		1

Concernant les cylindres fournis pour le stock, il s'agit d'une configuration utile minimale.

6/11

90

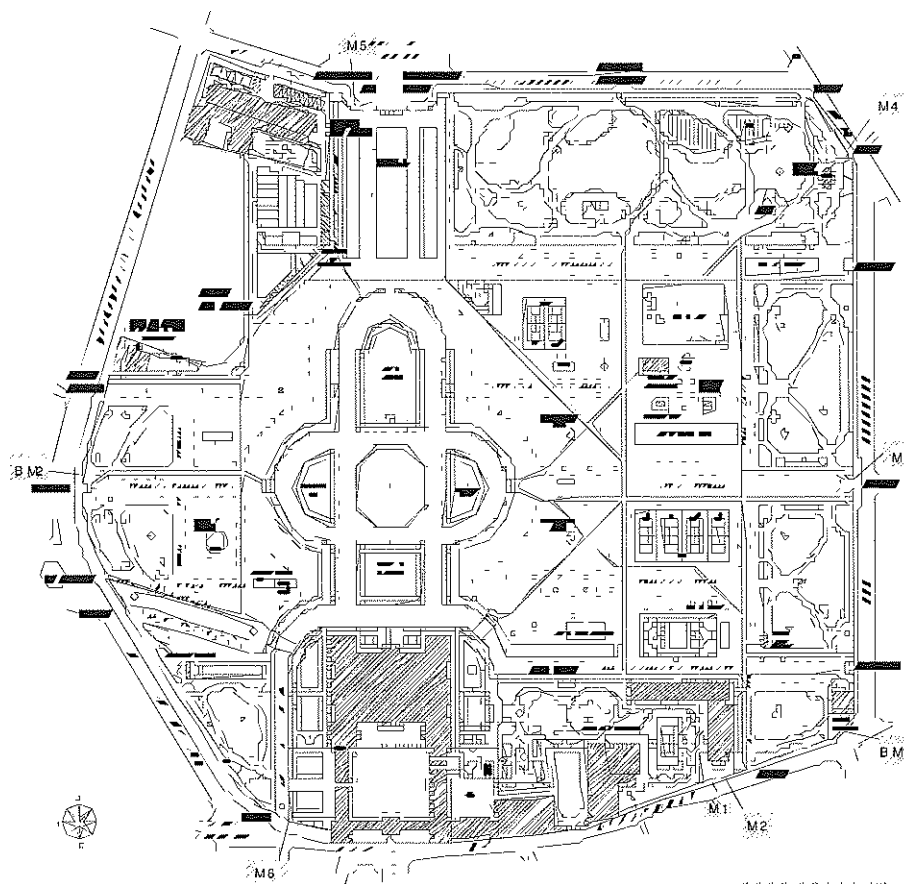
Convention de délégation de service public
pour la gestion du Musée du Luxembourg

ANNEXE 2

PLAN D'EMPLACEMENT DES BÂCHES
SUR LES GRILLES DU JARDIN DU LUXEMBOURG

PALAIS ET JARDINS DU LUXEMBOURG

RESEAUX D'AFFICHAGE MUSEE



17 Re vis 8005

RESEAUX D'AFFICHAGE

LEGENDE:



6 p as re au x 18 ch 12 (B1) 6
2 b b c re x 25 ch 63 0 B 15 e B 0

11/11/2011 11:11:11

Bl
OL
an

Onglet n°1: Compte d'exploitation prévisionnel pluriannuel

	année 1	année 2	année 3	année 4	année 5	année 6	année 7 (7 mois)	Total DSP
<i>en euros</i>								
I/ RECETTES	5 423 884	7 452 028	5 721 987	6 032 070	7 337 876	6 806 455	3 749 416	42 523 717
Billetique	3 214 172	4 472 733	3 469 664	3 464 871	4 229 456	3 835 359	2 222 429	24 908 683
Autres recettes	2 209 713	2 979 295	2 252 322	2 567 200	3 108 420	2 971 097	1 526 986	17 615 034
Boutique et produits dérivés	1 415 700	2 121 340	1 445 145	1 760 265	2 262 780	2 145 780	1 092 000	12 243 010
Restauration	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	58 333	658 333
Privatisation de l'espace	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	119 167	1 499 167
Echanges de marchandises	168 413	168 413	168 413	168 413	168 413	168 413	84 206	1 094 683
Mécénat /partenariats financiers	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	75 000	975 000
Audioguide	78 000	112 255	85 053	84 923	105 658	94 770	52 650	613 308
Editions (cession interne)	67 600	97 288	73 712	73 600	91 570	82 134	45 630	531 533

II/ DEPENSES	5 679 633	7 075 067	5 969 164	6 329 442	6 854 551	6 757 604	3 748 423	42 413 884
Achats stockés	741 013	1 107 558	759 720	914 050	1 172 861	1 108 926	567 021	6 371 148
Achats d'étude et de prestation de service	390 800	399 248	404 040	328 000	380 000	380 000	193 340	2 475 428
Fluides (eau, électricité...)	146 000	146 000	146 000	146 000	146 000	146 000	84 680	960 680
Sous-traitance	996 160	1 121 835	1 047 844	950 471	1 103 889	1 074 275	609 868	6 904 342
Locations	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	10 440	118 440
Entretien et réparations	604 000	589 000	599 000	594 000	594 000	594 000	319 320	3 893 320
Primes d'assurance	100 898	386 842	129 398	163 759	246 241	246 241	95 038	1 368 417
Publicité	522 413	522 413	522 413	522 413	522 413	522 413	261 206	3 395 683
Transport et véhicules	397 600	1 010 000	580 000	930 000	905 000	905 000	535 000	5 262 600
Postes, télécoms, fournitures	72 000	72 000	72 000	72 000	72 000	72 000	41 760	473 760
Impôts et taxes	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	14 500	164 500
dont Redevance versée au Sénat - part forfaitaire	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	87 500	987 500
dont Redevance versée au Sénat - part variable	-	11 422	-	-	3 398	-	-	14 820
Amortissements	65 000	65 000	65 000	65 000	65 000	65 000	37 917	427 917
Personnel	1 250 749	1 250 749	1 250 749	1 250 749	1 250 749	1 250 749	774 167	8 278 663
sous-total charges d'exploitation	5 479 633	6 875 067	5 769 164	6 129 442	6 654 551	6 557 604	3 631 756	41 097 218
charges de structure 3%	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	116 667	1 316 667

Résultat	- 255 749	376 962	- 247 177	- 297 372	483 325	48 851	993	109 833
-----------------	------------------	----------------	------------------	------------------	----------------	---------------	------------	----------------

Fréquentation totale	312 000	449 020	340 210	339 690	422 630	379 080	210 600	2 453 230
-----------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	------------------

Taux de marge	-5%	5%	-4%	-5%	7%	1%	0%	0%
----------------------	------------	-----------	------------	------------	-----------	-----------	-----------	-----------

Onglet n°2: Compte d'exploitation prévisionnel détaillé pour l'année 1

Om

	Musée	Autres recettes	TOTAL
<i>en euros</i>			
I/ RECETTES	3 214 172	2 209 713	5 423 884
II/ DEPENSES	4 805 620	874 013	5 679 633
Achats stockés		741 013	741 013
Achats d'étude et de prestation de service	345 800	45 000	390 800
Fluides (eau, électricité...)	146 000		146 000
Sous-traitance	996 160		996 160
Locations		18 000	18 000
Entretien et réparations	604 000		604 000
Primes d'assurance	100 898		100 898
Publicité	522 413		522 413
Transport et véhicules	397 600		397 600
Postes, télécoms, fournitures	42 000	30 000	72 000
Impôts et taxes	25 000		25 000
Redevance versée au Sénat - part forfaitaire	150 000		150 000
Redevance versée au Sénat - part variable	-		-
Amortissement	65 000		65 000
Personnel	1 250 749		1 250 749
sous-total charges d'exploitation	4 645 620	834 013	5 479 633
charges de structure 0%	160 000	40 000	200 000
Résultat	- 1 591 448	1 335 700	- 255 749
Taux de marge	-50%	60%	-5%

Onglet n°3 - Recettes billettique

	année 1	année 2	année 3	année 4	année 5	année 6	année 7 (7 ans)
Fréquentation Totale	312 000	449 020	340 210	339 690	422 630	379 080	210 600
Recettes (en € HT)	3 214 172	4 472 733	3 469 664	3 464 871	4 229 456	3 835 359	2 222 429
Plein tarif							
Tarif TTC	13	13	13	13	13	13	13
Tarif HT	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8
Quantité par année	220 848	322 369	241 749	241 364	302 816	261 261	145 718
Produits en € HT*	2 474 203	3 523 073	2 693 186	2 689 220	3 321 798	2 995 983	1 665 348
Tarif réduit	jeune de 16 à 25 ans révolus						
Tarif TTC	9	9	9	9	9	9	9
Tarif HT	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2
Quantité par année	17 976	26 239	19 677	19 646	24 648	21 265	11 861
Produits en € HT*	201 389	286 762	219 213	218 890	270 379	243 859	135 552
	147076,3636			0,06			
Tarif réduit	professeur d'Arts, adhérent de la Maison des artistes, guide, conférencier et demandeur d'emploi						
Tarif TTC	9	9	9	9	9	9	9
Tarif HT	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2
Quantité par année	15 408	22 491	16 866	16 839	21 127	18 228	10 166
Produits en € HT*	172 619	245 796	187 897	187 620	231 753	209 022	116 187
	126065,4545						
Tarif famille	titulaires de la carte famille nombreuse						
Tarif TTC	9	9	9	9	9	9	9
Tarif HT	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2
Quantité par année	2 568	3 748	2 811	2 807	3 521	3 038	1 694
Produits en € HT*	28 770	40 966	31 316	31 270	38 626	34 837	19 365
	21010,90909						
Tarif atelier pédagogique							
Tarif TTC	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5
Tarif HT	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
Quantité par année	283	407	308	308	383	365	191
Produits en € HT*	2 184	3 143	2 381	2 378	2 958	2 820	1 474
Tarif groupe	par groupe (hors droit d'entrée) comprenant droit de parole, créneau de réservation et équipement en audiophones						
Tarif TTC	42	42	42	42	42	42	42
Tarif HT	35	35	35	35	35	35	35
Quantité par année	1 061	1 527	1 157	1 155	1 437	1 267	716
Produits en € HT	37 128	53 433	40 485	40 423	50 293	44 345	25 061
Tarif visite guidée							
Tarif TTC	9	9	9	9	9	9	9
Tarif HT	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2
Quantité par année	8 542	12 293	9 314	9 300	11 571	9 851	5 766
Produits en € HT	69 888	100 580	76 207	76 091	94 669	80 599	47 174
Gratuité							
Quantité par année	43 200	62 172	47 106	47 034	58 518	50 544	29 160
Cartes d'abonnement							
Quantité par année	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Produits en € HT	227 991	218 980	218 980	218 980	218 980	218 980	212 268

* y compris produits générés par la vente de billets électroniques à l'avance

BC

CD

Onglet n°4: Détail des recettes annexes

	année 1	année 2	année 3	année 4	année 5	année 6	année 7
Total (en € HT)	2 209 713	2 979 295	2 252 322	2 567 200	3 108 420	2 971 097	1 526 986
Boutique et produits dérivés	1 415 700	2 121 340	1 445 145	1 760 265	2 262 780	2 145 780	1 092 000
Restauration	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	58 333
Itinérances d'exposition	-	-	-	-	-	-	-
Privatisation de l'espace	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	119 167
Echanges de marchandises	168 413	168 413	168 413	168 413	168 413	168 413	84 206
Mécénat /partenariats financiers	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	75 000
Audioguide	78 000	112 255	85 053	84 923	105 658	94 770	52 650
Editions (cession interne)	67 600	97 288	73 712	73 600	91 570	82 134	45 630

Handwritten signature

Onglet n°5: Détail des charges de personnel (année 1)

Poste	Coût horaire €	Nb d'heures annuel	Coût annuel total €
Production des expositions			
<i>Programmation</i>	60	160	9 589
<i>chef de projet</i>	34	1600	54 828
<i>BMO</i>	32	1600	50 991
<i>Assistante</i>	28	1600	44 540
<i>Management Expo</i>	60	480	28 768
<i>Contrôle de gestion</i>	43	800	34 073
<i>Juriste</i>	43	160	6 815
<i>Acheteur</i>	32	640	20 396
Communication			
<i>Chargé de communication</i>	32	1600	50 991
<i>Chargé de mécénat</i>	32	1600	50 991
<i>Chargé relations presse</i>	32	1600	50 991
<i>Management Communication</i>	59	800	47 027
<i>Webmestre / Multimédia</i>	39	1280	50 000
Editions			
<i>Editeur</i>	45	1600	71 517
<i>Management éditions</i>	59	480	28 483
Filiale			
<i>Directeur</i>	51	2028	104 400
<i>Assistante de Direction</i>	23	2028	46 000
<i>Responsable des Opérations et des services au public</i>	31	2028	62 000
<i>Assistante des Opérations et des services au public</i>	23	2028	46 000
<i>Assistante des Opérations et des services au public</i>	23	2028	46 000
<i>Comptable</i>	26	2028	52 600
<i>Responsable Bâtiment et sécurité</i>	31	2028	63 000
<i>Reponsable librairie-boutique</i>	30	2028	60 000
<i>Ajoint librairie-boutique</i>	20	2028	41 415
<i>Responsable de la programme culturelle et du développement des publics</i>	32	2028	65 000
<i>Vendeurs librairie boutique</i>	20	3299	64 335
Total charges de personnel			1 250 749

AL
B

9

Onglet n°6: Détail des autres charges (année 1)

Nature de la charge	Coût unitaire €	Quantité	Coût €
achats stockés			
Editions			47 320
Librairie boutique			693 693
achats d'étude et de prestation de service			
Expositions Honoraires (scénographe, lumières, commissaires....)			46 800
Expositions: documentations , traductions, études prévention, fee partenaires....			81 000
Site internet			45 000
Conférenciers et intervenants			160 000
Honoraires juridiques, conseils et assistance			58 000
fluides (eau, électricité, chauffage)			
Eau			6 000
CPCU			80 000
Electricité			60 000
sous-traitance			
Surveillance/ sécurité/sureté			729 000
Ménage et entretien des locaux			55 000
Accueil/billetterie/vestiaire			212 160
locations			
Matériel de réception (mobilier, matériel de sonorisation...)			18 000
entretien et réparations			
Expositions: Scenographie			450 000
Bâtiment et maintenance des installations			154 000
primes d'assurance			
Expositions : assurance œuvres d'art			100 898
publicité			
Expositions : Communication (y compris échanges de marchandises)			522 413
transport et véhicules			
Expositions : Transport oeuvres			397 600
postes, télécoms, fournitures			
fournitures non stockables			36 000
Informatique/Réseau			30 000
Télécoms			6 000
impôts et taxes			
CVAE/CFE/ etc			25 000
Total Autres charges d'exploitation			4 013 884
Amortissements			65 000

GH

6

Onglet n°7: Formule de révision

Nature de l'indice	Pondération
<p><i>Indice : INSEE 1764197- Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 09.4.2 - Services culturels</i></p> <p>Formule de révision :</p> <p>Tn = valeur actualisée au 1er janvier de l'année n</p> <p>Tm = tarif de référence au 1er janvier de l'entrée en vigueur de la convention</p> <p>k = évolution de l'indice</p> <p>avec</p> <p>$k = (\text{Indice } n / \text{Indice } m)$</p> <p>$Tn = Tm \times k$</p>	
Total = 1,00	0

602 11

Onglet n°8: Proposition de grille tarifaire des activités de service public et conditions d'obtention de ces tarifs

	Prix	Conditions
Plein Tarif	13	
Tarif réduit	9	jeunes de 16 à 25 ans inclus , demandeurs d'emploi, élèves et professeurs des écoles d'Art, guides-conférenciers et guides interprètes nationaux et internationaux, artistes professionnels
Gratuité		moins de 16 ans invalides civils mutilés de guerre journalistes personnes justifiant d'une réservation de groupe bénéficiaires des minimas sociaux titulaires de l'allocation solidarité aux personnes âgées groupes scolaires jusqu'à la fin des études secondaires membres de l'ICOM carte de l'année en cours conservateurs et inspecteurs généraux des musées français et étrangers titulaires de la Carte Culture membres de l'Association des Critiques d'Art membres du Syndicat de la presse artistique Sénateurs et personnels du Sénat
Plein tarif Sénat	6,5	visiteurs en groupe, parrainés par les Sénateurs
Tarif réduit Sénat	4,5	visiteurs en groupe, parrainés par les Sénateurs et bénéficiant d'un tarif réduit tel que définit ci-dessus
Tarif Famille	9	titulaires de la carte famille nombreuse
Visite Guidée Plein tarif	9	
Visite Guidée Tarif réduit	8	abonnées Sésame +
Visite Guidée Tarif réduit	6,5	enfants de moins de 16 ans
Ateliers pédagogiques	8,5	
Ateliers pédagogiques	6,5	enfants dont un parent est bénéficiaire du RSA ou de l'ASS ou demandeur d'emploi enfant handicapé et son accompagnateur
Tarif Groupe	42	droit de réservation d'un créneau de groupe, audiphones inclus pour chaque participants
Catalogue catégorie 1	39	Relié
Catalogue catégorie 2	35	Broché
Autres	10 €	Album
Autres	6,50 €	Journal

12

Q

as



GRILLE TARIFAIRE POUR PRIVATISATION DES ESPACES EN PERIODES D'EXPOSITIONS				
FORMULES	HORAIRES recommandés	NOMBRE de personnes	TARIF PUBLIC HT hors frais techniques*	TARIF FORFAITAIRE SENAT HT hors frais techniques*
Matinée privée <i>Mise à disposition du salon de thé et/ou de la salle de réception avant 10h30 de l'exposition</i>	avant 10h30 (ouverture au public)	jusqu'à 150	3 000 € à 5 000 €	1 500 €
Soirée privée <i>accueil dans le hall du Musée puis visite</i>	après 19h15 (fermeture au public)	jusqu'à 80	4 000 € à 6 000 €	2 500 €
<i>visite et mise à disposition du salon de thé et/ou de l'espace</i>	après 19h15 (fermeture au public)	jusqu'à 400	10 000 € à 18 000 €	4 000 €
GRILLE TARIFAIRE POUR PRIVATISATION DES ESPACES EN DEHORS DES PERIODES D'EXPOSITIONS				
Mise à disposition des espaces d'expositions	de 7h à minuit	max 400	8 000 €	4 000 €
Mise à disposition des espaces d'expositions et salle de réception	de 7h à minuit	max 400	10 000 €	5 000 €

* Les frais techniques obligatoires (gardiennage, vestiaire, frais de bouche, conférenciers...) sont facturés en supplément en fonction de la taille et des besoins liés à chaque événement.



231

ANNEXE 6 MODÈLE DE RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE DE SERVICE PUBLIC

Le présent document est une trame générale décrivant les objectifs et le contenu minimal du rapport annuel du Délégataire, et peut donc être amené à évoluer en fonction des besoins d'informations du Sénat.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

1. Les caractéristiques essentielles de la Délégation de service public

- Dénomination de la Délégation
- Nature du service : exposition culturelle,...
- Autorité Délégante : Sénat
- Délégataire
 - nom
 - nature juridique
 - organigramme nominatif
 - indication de tout changement intervenu dans la personne ou le statut du Délégataire depuis le début de la Délégation
 - information sur la répartition du capital social et sur tout changement de celle-ci depuis le début de la Délégation
- Contrat
 - intitulé du contrat
 - date de prise d'effet
 - date d'échéance
 - avenants
- Objet et étendue de la Délégation
 - indication synthétique de l'économie générale du contrat
 - partage des responsabilités entre le Délégataire et le Délégant
 - partage des charges en matière de travaux
 - principes relatifs aux participations du Sénat et aux redevances à verser par le Délégataire
- Type de service : industriel et commercial / administratif

2. Les caractéristiques intrinsèques du service

Objectifs :

Cerner, de manière neutre, les caractéristiques intrinsèques du service délégué ;

Décrire sommairement les moyens matériels utilisés pour fournir la prestation déléguée dans les domaines suivants :

- les installations
 - inventaire descriptif de la totalité des ouvrages et de leurs annexes mentionnant le cas échéant les principales données quantitatives telles que surfaces, longueurs, les dates de mise en service de ces différents équipements,...

bl
DC

- les services fournis
décomposer les caractéristiques des différents services fournis.
- la capacité
communiquer les volumes, nombres d'entrées,..., pouvant être traités.

LE COMPTE-RENDU FINANCIER

Objectifs : le compte-rendu financier de la Délégation a pour objectif de mettre en évidence le respect de la convention, de permettre d'en connaître l'équilibre, d'en suivre le coût, afin de pouvoir en fin de contrat ou en cas de non respect des obligations du contrat reprendre le service en régie ou le confier à un autre Délégataire.

Le plan comptable général de 1982 prévoit expressément que les entreprises Délégataires de service public doivent, dans le compte de résultat, distinguer l'activité de chacune de leurs délégations.

Dans un souci de transparence vis-à-vis de l'autorité Délégante et des usagers, les éléments comptables et financiers de la Délégation doivent pouvoir être retrouvés dans la comptabilité générale et/ou analytique de l'entreprise et les clefs de passage de l'analytique à la comptabilité générale doivent être clairement explicitées en annexe par le Délégataire.

Le Délégataire fournit également ses comptes sociaux.

1. Les comptes sociaux certifiés du *Délégataire*

Le *Délégataire* transmet les comptes de résultat, bilan et annexes de la société, certifiés par un commissaire aux comptes, ainsi que le détail de tous les comptes de produits et de tous les comptes d'activités annexes ou concurrentielles de la même entité juridique *Délégataire*.

2. Le tableau de passage

Le tableau de passage des comptes sociaux au compte de la Délégation doit être fourni, notamment pour les frais de structure et les frais communs à plusieurs Délégations, le cas échéant.

3. Le compte-rendu financier de la Délégation

Le principe de continuité, essentiel tant en matière de service public que dans le domaine comptable, doit être impérativement respecté lors de l'élaboration du compte-rendu financier. Le *Délégataire* doit veiller à préserver la comparabilité des informations financières fournies d'une année sur l'autre. Si lors d'un exercice, il décide de les faire évoluer, il doit en apporter toutes les justifications.

Afin de permettre le contrôle des éléments financiers de la Délégation, le *Délégataire* doit mettre en place une comptabilité propre à la Délégation retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de cette dernière, et uniquement ces opérations.

Les comptes peuvent être présentés en norme comptable ou en analytique et il est recommandé que le commissaire aux comptes valide la méthode choisie par le *Délégataire*.

Par souci d'information, les comptes détaillés des éléments de bilan relatifs à la Délégation sont fournis, notamment les actifs immobilisés et leur financement.

1. En matière d'immobilisations

Les documents communiqués par le *Délégataire* doivent permettre au *Délégant* de savoir si le *Délégataire* va être en mesure de lui remettre des biens en bon état de fonctionnement, s'il se donne les moyens de procéder au renouvellement, lorsqu'il s'agit de biens renouvelables contractuellement à sa charge et si le plan de renouvellement éventuel de la Délégation est respecté.

Sont transmis :

- le tableau détaillé des immobilisations et leur durée d'amortissement en précisant le caractère renouvelable ou non des immobilisations et leur origine (apporté par le *Délégant* ou le *Délégataire*, avec ou sans flux financier), les modalités d'amortissement technique, de caducité ;
- la liste et le montant financier des travaux et des équipements réalisés pendant le dernier exercice et envisagés pour les exercices ultérieurs ;
- le coût du renouvellement des installations et le plan prévisionnel de renouvellement des installations et des équipements (préciser l'assiette et le mode de calcul des charges de provision liées au renouvellement), le cas échéant.

2. En matière d'exploitation

Les documents communiqués par le *Délégataire* doivent permettre au *Délégant* de vérifier si tous les engagements nés du fonctionnement de la Délégation sont correctement tenus dans la mesure où le *Délégant* serait amené à reprendre ses engagements (stocks, emprunts,...).

Le *Délégataire* fournit, le cas échéant :

- le niveau moyen des stocks détenus, la nature des produits stockés ;
- les charges financières, dette en capital (niveau et évolution), dette en annuités, charge annuelle.

3. En matière de frais de structure imputés sur la Délégation

Les documents communiqués par le *Délégataire* doivent permettre au *Délégant* de connaître en détail la nature des charges qui sont réparties sur la Délégation, leur mode de détermination et toutes les explications nécessaires. En effet, l'ensemble des charges indirectes fait partie intégrante du coût du service. La ventilation des coûts entre les deux types de charges, directes ou indirectes, dépend de l'organisation choisie par le *Délégataire* (centralisée ou décentralisée par exemple). Il est évident que l'organisation de l'entreprise *Délégataire* est du seul ressort de ses dirigeants. Les clefs de répartition des charges constatées au niveau du siège ou d'une direction régionale sont la conséquence de cette organisation, mais leur application ne peut aboutir à faire supporter par les usagers des charges non justifiées.

ANALYSE DE LA QUALITÉ DU SERVICE

Objectif : apprécier le service rendu aux usagers.

L'appréciation repose tant sur la perception que l'utilisateur peut avoir de la prestation qui lui est rendue, eu égard à la satisfaction de ce qu'il estime être ses besoins que sur la description des moyens techniques et humains mis en œuvre.

Au titre de la période examinée, les résultats des différentes mesures sont mis en évidence sous l'angle qualitatif en faisant

Gl
Bc

**ressortir les actions qui ont abouti à une amélioration du service.
(par exemple : démarche qualité,...).**

L'analyse de la qualité de service doit se matérialiser par une série d'indicateurs d'évaluation qualitative, comme ceux indiqués ci-après.

1. Informations relatives aux prestations fournies aux usagers et à leur satisfaction

- description factuelle de la qualité des prestations fournies : quantité, variété des services complémentaires,...
- indice d'augmentation de la capacité, de la fréquentation et du confort : effectifs, horaires, durée de la saison,...
- informations concernant les mesures mises en œuvre pour accueillir des populations particulières : jeunes, personnes âgées, handicapés, exclus,...
- synthèse des enquêtes de satisfaction (avec indication des données d'organisation : date, durée, échantillon, liste des questions posées, en interne ou externalisées) ;
- synthèse des enquêtes de commissions spécialisées (idem que ci-dessus).

2. Sécurité, hygiène et accidents

- réponses apportées aux normes légales et contractuelles ;
- le cas échéant, indiquer les actions allant au-delà des mises aux normes techniques dues au titre du contrat ;
- maintien de l'ordre (moyens mis en œuvre, nombre et nature des incivilités et agressions) ;
- commission de sécurité : remarques formulées ;
- nombre et nature des accidents ;
- moyens de secours à disposition permanente.

3. Prise en compte des contraintes d'environnement

- faire le point des actions ayant conduit à infléchir les nuisances et la pollution : nature et résultats ;
- rappeler les principales adaptations des installations techniques allant au-delà des mises en conformité dues au titre du contrat ;
- rappeler les dispositions techniques adoptées concernant la réduction des bruits, les rejets dans l'eau et dans l'atmosphère, le nettoyage et l'évacuation des déchets,...

4. Rendements et productivité

- évoquer les actions en faveur de la modernisation et de l'amélioration des performances des équipements (gain de puissance, de temps,...), ainsi que les économies réalisées ;
- les facilités diverses : modalités d'accès, de paiement,...

5. Effectifs et qualifications des personnels employés

- évoquer la formation et la qualification des personnels, les actions de formation menées et leurs effets ;

CL
BL
an

3. Le principe d'adaptabilité et de mutabilité : cf. rapport technique annuel

Le *Délégataire* doit moderniser et adapter le service aux mutations techniques, aux changements d'exigence de l'intérêt général.

Exemple d'indicateurs illustrant ce principe :

- études de réalisation, opérations préliminaires ;
- travaux d'adaptation ou de renouvellement avec indice d'usure, de vétusté, âges des installations et du parc, taux de renouvellement, taux d'entretien ou de maintenance ;
- extension géographique envisagée, extension du service, du réseau, déplacements d'ouvrages ;
- association avec d'autres partenaires publics ou privés ;
- mise en conformité ;
- adoption et effets de nouvelles techniques et des investissements en matière de réduction des nuisances, de pollutions, d'économies d'énergie, d'isolation,...
- abandon de techniques périmées ;
- renouvellement du matériel en distinguant celui fourni par le *Délégataire* qui doit être remplacé au fur et à mesure de son usure afin de garantir un potentiel productif opérationnel.

4. Le principe de l'équilibre contractuel

L'équilibre entre les intérêts des cocontractants doit être sauvegardé, sauf à réviser la convention

L'indicateur principal est le résultat d'exploitation.

5. La liberté du *Délegant* en fin de contrat

Il convient de considérer comme essentielle la préservation de la faculté pour le Sénat de pouvoir, en fin de contrat, choisir le futur *Délégataire* en toute liberté ou reprendre la gestion en régie. Le *Délegant* doit donc être informé de toutes les contraintes susceptibles de perdurer à l'issue de la convention.

- effectifs salariés à reprendre en fin de contrat ;
- mesures prises pour limiter la durée des contrats liant le *Délégataire* à des tiers relatifs à des prestations de maintenance de matériels, de baux, d'emprunts,...
- engagements du *Délégataire* devant être repris par le *Délegant* à l'issue de la convention ;
- remise des installations en fin de contrat.

6. Le respect des directives européennes, des lois et règlements

- mesures adoptées pour préserver la salubrité des denrées – arrêté du 9 mai 1995 ;
- évolutions prévisibles ;
- agrément européen.

2. Examen du respect des obligations contractuelles

Il s'agit pour le *Délégataire* d'indiquer la manière dont il a respecté ses engagements contractuels.

Le Sénat portera une attention particulière sur les points suivants :

- nombre et impact des avenants passés ;
- respect des engagements à l'égard des usagers en matière d'information, d'accueil physique et téléphonique, de délai d'intervention, d'accompagnement social, de qualité, de propreté, d'affichage, de sécurité, de disponibilité,...
- respect des échéances ;
- respect des clauses financières portant notamment sur :
 - la tarification

- fournir les données statistiques permettant de connaître la composition, l'organisation du personnel employé en vue d'assurer le service délégué.

6. Réclamations et contentieux

- détailler les modalités de réclamation offertes aux usagers ;
- résultats, évolution, analyse des réclamations et des contentieux tant en fonction de leur nature que de la personnalité de leur émetteur.

CONDITIONS D'EXÉCUTION DU SERVICE PUBLIC

Objectif :

L'administration doit organiser et faire fonctionner correctement les services publics qu'elle a créés. L'utilisateur a, en effet, droit à une organisation convenable du service. Le Sénat doit donc obtenir un compte-rendu d'exécution du service détaillé afin de permettre un contrôle à double niveau :

- ***les principes généraux de la théorie du service public permettant d'apprécier l'organisation et la gestion des services publics sont-ils respectés dans la mise en œuvre de la Délégation ?***
- ***les engagements contractuels sont-ils tenus par le Délégataire ?***

1. Examen du respect des principes généraux du service public

Le respect des principes juridiques fondamentaux caractérisant l'existence et l'exécution du service public, tels que l'égalité, la continuité, l'adaptabilité ou la mutabilité doit être examiné.

En complément, peuvent être éventuellement rajoutés à ces principes, les principes de neutralité, de laïcité, de transparence, de responsabilité, de simplicité et d'accessibilité (cf. *Charte des services publics*, du 18 mars 1992).

1. Le principe d'égalité des usagers devant le service public

Les usagers sont égaux sous réserve de situations identiques. A défaut, des différences de traitement selon les catégories d'usagers sont donc possibles. Il en est de même si les conditions d'intérêt général ou une loi les justifient et si leurs effets sont « proportionnés » aux différences objectives des situations.

Exemple d'indicateurs illustrant ce principe :

- conditions et nombre d'usagers ayant accès au service public ;
- respect des tarifs selon la catégorie d'usagers : grille par site ;
- dérogations justifiées : abonnement, tarif préférentiel, gratuité,...
- mesures prises.

2. Le principe de continuité

Les services publics doivent, pour satisfaire aux exigences de l'intérêt général, pouvoir fonctionner de manière ininterrompue.

Exemple d'indicateurs illustrant ce principe :

- utilisation : taux de disponibilité, de remplissage, de fermeture d'équipement,...
- incidents ayant interrompu la continuité du service : interruption de l'accueil, panne, travaux, grève, obstruction, inondation, vandalisme ;
- mesures prises en faveur d'une meilleure continuité.

- l'évolution des charges
 - l'analyse du coût du service pour l'utilisateur
 - paiement des redevances dues par le Délégué
 - conformité des données servant de fondement aux versements des contributions du Sénat
- renouvellement, travaux, entretien, maintenance, réparation, mise aux normes,...
- Ces informations seront données à l'occasion du rapport technique annuel.

3. Présentation synthétique des faits marquants de l'exercice

Il est indispensable de mettre en exergue, de manière précise et synthétique, les faits marquants intervenus au cours de l'exercice en les exposant si possible par catégories.

1. Les comptes
 - modification de règles comptables ;
 - évolution de la fiscalité (TVA,...)
2. Les aspects techniques : cf. rapport technique annuel
 - pathologies connues (anciennes, nouvelles) ;
 - sinistres ;
 - perturbations liés à des phénomènes extérieurs ;
 - remplacement de plusieurs ouvrages ;
 - nouvelles technologies apparues en cours d'année.
3. Les évolutions notables du cadre législatif et réglementaire

Incidences sur le contrat
4. Les relations avec les usagers
 - accidents ;
 - incidents majeurs ;
 - fraude de l'utilisateur ;
 - animations particulières ;
 - contentieux.
5. Autres difficultés identifiées

4. Perspectives

CONCLUSION

Elle a pour but de mettre en évidence les orientations, voire les décisions qui doivent être prises afin d'améliorer le fonctionnement du service public.

62
136

90

ANNEXE 7
CLAUSES MINIMALES DE LA POLICE D'ASSURANCE
EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

CONDITIONS PARTICULIÈRES AU

CONTRAT "RESPONSABILITE CIVILE" N°

A EFFET DU

SOUSCRIT PAR :

ADRESSE :

ASSUREUR :

=====

Ce contrat est régi par :

- le Code des Assurances
- les Conditions Générales ci-jointes de la Compagnie
- les présentes Conditions Particulières qui prévalent sur les Conditions Générales (les exclusions figurant aux Conditions Générales sont nulles). En cas de contradiction, sont applicables les dispositions les plus favorables à l'Assuré.

SOMMAIRE

Chapitre	I	- Définitions (Assuré, activités garanties ...)
Chapitre	II	- Objet de la garantie - Durée de la garantie - Territorialité
Chapitre	III	- Exclusions
Chapitre	IV	- Défense et Recours
Chapitre	V	- Montants des garanties et franchises
Chapitre	VI	- Cotisation – Résiliation - Durée

CHAPITRE I - DEFINITIONS

A. ASSURE

B. ACTIVITES GARANTIES PAR LE PRESENT CONTRAT

C. TIERS

Toute personne physique ou morale sauf :

- l'Assuré civilement responsable.
- les représentants légaux, dirigeants et préposés de l'Assuré civilement responsable, pour leurs dommages relevant de la législation sur les accidents du travail. L'Assuré reste cependant garanti dans les cas où un recours peut légalement être exercé contre lui, tels que la faute intentionnelle d'un préposé (Art. L 452.5 du Code de la Sécurité Sociale), la faute inexcusable de l'employeur ou d'un substitué dans la direction (Art. L 452.2 et 3) ou l'accident de trajet entre co-préposés.

D. ANNEE D'ASSURANCE

Par année d'assurance, il faut entendre la période comprise, soit entre la date d'effet du contrat et la première échéance annuelle de celui-ci, soit entre deux échéances annuelles, soit entre la dernière échéance annuelle et la date d'effet de la suspension ou de la résiliation.

Dans le cas où une garantie est accordée à concurrence d'un montant fixé par année d'assurance, celui-ci s'entend pour l'ensemble des réclamations faites à l'Assuré au cours d'une même année d'assurance.

Toutefois, les réclamations au cours des années suivantes et qui forment un seul sinistre, conformément à la définition E ci-après seront réputées être faites au cours de l'année d'assurance durant laquelle s'est produite la première réclamation.

Le montant fixé par année d'assurance est réduit automatiquement quels que soient le nombre, la nature et l'origine des sinistres, du montant des indemnités réglées ou dues jusqu'à épuisement de ce montant qui se reconstitue d'office et entièrement au début de chaque année d'assurance. Cette reconstitution est sans effet à l'égard des sinistres déjà survenus et des sinistres à venir résultant du même fait dommageable .

E. SINISTRE (article L124-1-1 du code des assurances)

« Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage . Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique » .

Constitue une réclamation toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droit, et adressée à l'assuré ou à son assureur .

F. DOMMAGES CORPORELS

Tout préjudice résultant d'une atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

G. DOMMAGES MATERIELS

Toute détérioration, destruction, modification, altération, vol, disparition ou perte d'un bien meuble ou immeuble, d'une chose, d'une substance, d'un animal.

H. DOMMAGES IMMATERIELS CONSECUTIFS

Tout préjudice pécuniaire ne constituant pas un dommage corporel ou matériel, mais qui est la conséquence d'un dommage corporel ou matériel garanti.

I. DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS

Tout préjudice pécuniaire ne constituant pas un dommage corporel ou matériel et qui, (1) soit est la conséquence d'un dommage corporel ou matériel non garanti ou (2) soit est causé en l'absence de tout dommage corporel ou matériel.

J. FOURNITURES DE L'ASSURE

Les produits, biens, matériels, prestations, services, études, conseils, qui sont ou ont été effectués, réalisés ou fournis par l'Assuré.

K. BIENS CONFIES

Biens mobiliers des tiers pendant le temps où l'Assuré ou ses préposés les ont à leur disposition ou pendant lequel ils en sont dépositaires, emprunteurs ou gardiens *à l'exclusion des biens des patients et pensionnaires dont la responsabilité civile de l'assuré découle des articles 1 et 4 de la Loi 92-614 du 6 juillet 1992.*

L. POLLUTION ET ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse, diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux ; la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

M. RECLAMATION LIEE A L'EMPLOI

Une réclamation introduite ou exercée par ou pour le compte de tout préposé passé, présent ou potentiel de l'assuré ou par toute autorité gouvernementale ou régulatrice ou par tout partenaire social , contre tout assuré, pour toute faute relative au licenciement rupture ou non reconduction de tout contrat de travail oral ou écrit, promesse fallacieuse relative à l'emploi, discrimination , harcèlement moral ou sexuel , sanction disciplinaire abusive, privation abusive d'une opportunité d'embauche ou de carrière, refus de titularisation, évaluation non motivée ou négligente, atteinte à la vie privée, diffamation , gestion des plans de prévoyance ou d'épargne des salariés .

CHAPITRE II - OBJET DE LA GARANTIE

DUREE DE LA GARANTIE TERRITORIALITE

ARTICLE I - OBJET DE LA GARANTIE

La Compagnie, et les Compagnies Co-Assureurs le cas échéant, garantissent l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile ou Administrative qu'il peut encourir, sur le fondement de la législation et de la jurisprudence françaises en vigueur, du droit communautaire, des législations étrangères ou du droit international, en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers du fait de ses activités et fournitures.

Les garanties du présent contrat s'appliquent sous réserve des exclusions du chapitre III.

ARTICLE II - DUREE DE LA GARANTIE

La garantie est déclenchée par la réclamation, conformément à l'article L. 124-5 du code des assurances :

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Durée du délai subséquent

En cas d'expiration ou de résiliation du contrat (ou de suppression d'une garantie ou d'une personne assurée en cours de contrat), la garantie subséquente s'exerce pendant un délai maximum de **cinq ans** après expiration, résiliation ou suppression.

Les présentes dispositions ne dérogent pas à la faculté de **suspension de garantie et de résiliation du contrat pour non paiement de cotisation** que l'Assureur tient de la loi.

La garantie subséquente accordée en cours de contrat en cas de suppression d'une garantie ou d'une personne assurée, n'est pas affectée par l'expiration ou la résiliation du contrat.

Montant de la garantie subséquente

Le montant de garantie par sinistre (ou par année d'assurance) accordé durant l'année d'assurance précédant l'expiration ou la résiliation du contrat (ou la suppression d'une garantie ou d'un assuré) est reconstitué une fois pour toute la durée de la garantie subséquente.

En cas de suppression, en cours de contrat, d'une garantie ou d'une personne assurée, le montant par année d'assurance de la garantie subséquente est imputé sur le montant par année d'assurance du contrat en cours.

Dispositions communes

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application du quatrième et du cinquième alinéa de l'article L. 121-4 du code des assurances sur les assurances de même nature.

ARTICLE III - TERRITORIALITE

La garantie du présent contrat s'exerce dans le Monde Entier.

Dans tous les cas, l'indemnité pouvant être mise à la charge de l'Assuré à l'étranger lui sera remboursée en Euros au cours officiel du jour du paiement de l'indemnité.

Sont toutefois exclus :

- . Les réclamations aux U.S.A.-CANADA sauf lorsqu'elles résultent de la participation des assurés à des réunions, séminaires, colloques, congrès, expositions ou toute autre manifestation en relation avec les activités de l'assuré.*
- . Les dommages punitifs ou exemplaires pouvant être prononcés contre l'Assuré aux U.S.A.-CANADA.*
- . La Responsabilité Civile des éventuels établissements, filiales ou bureaux permanents de l'Assuré situés hors de FRANCE et des Territoires Français d'Outre Mer.*

CHAPITRE III - EXCLUSIONS

1/ * Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré sous réserve de l'article L 121.2 du Code des Assurances "l'assureur est garant des pertes et dommages causés par des personnes dont l'Assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes".

* Les amendes et peines pénales infligées aux assurés.

2/ Les dommages causés par des phénomènes naturels à caractère catastrophique.

3/ Les dommages résultant de la guerre étrangère déclarée ou non, de la guerre civile, des attentats, des actes de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out.

4/ * Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (sauf les sources classées S1, S2, L1, L2 par la CIREA) dont l'Assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement.

* Les dommages et frais causés directement ou indirectement par l'amiante, le plomb, l'ureaformaldehyde, les champs et rayonnements électromagnétiques, les gaz CFC, les OGM, le tabac, les virus informatiques.

5/ * La pollution et les atteintes à l'environnement non accidentelles. Une pollution ou une atteinte à l'environnement est accidentelle lorsque sa manifestation est concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoquée et ne se réalise pas de façon lente et progressive.

* La pollution et les atteintes à l'environnement, y compris par suite d'incendie et d'explosion, causées par les installations exploitées par l'Assuré et visées en France par la loi 76.663 du 19/7/1976 modifiée, quand ces installations sont soumises à autorisation d'exploitation par les autorités compétentes.

Ces deux exclusions ne concernent que la garantie Responsabilité Civile Exploitation et ne s'appliquent pas aux recours contre l'assuré permis par le code de la Sécurité Sociale au titre des accidents du travail et maladies professionnelles de son personnel.

6/ Les dommages causés par tous engins ou véhicules flottants (sauf embarcations de plaisance dont la longueur n'excède pas 10 mètres et la capacité de transport n'excède pas 10 personnes, équipage compris) ou aériens et les téléphériques, dont l'Assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage.

7/ Les dommages relevant de la législation tant en France (cf notamment loi du 27/2/1958) qu'à l'Etranger sur l'obligation d'assurance des véhicules terrestres à moteur, de leurs remorques et semi-remorques, dont l'Assuré, ou toute autre personne dont il est civilement responsable, est propriétaire, locataire ou gardien.

Toutefois, l'Assuré reste garanti dans le cas où sa Responsabilité Civile serait engagée en qualité de commettant du fait de dommages causés aux tiers par un véhicule dont il n'a ni la propriété, ni la conduite, ni la garde, et qui est utilisé par son préposé sur le trajet de sa résidence au lieu du travail et vice-versa ou pour une mission. En cas d'utilisation régulière, l'Assuré ne sera garanti que s'il est démontré qu'il a bien exigé que le contrat d'assurance automobile comporte une clause d'usage adéquate.

L'Assuré restera également garanti en cas de dommages causés aux tiers par le fait de déplacement d'un véhicule sur la distance nécessaire pour qu'il ne fasse plus obstacle à ses activités.

8/ Les dommages matériels relevant des articles 1792 et 1792-1 à 6 du Code Civil ou d'une réglementation équivalente à l'étranger.

9/ * Les préjudices relatifs aux frais et honoraires de l'Assuré, aux droits de la propriété intellectuelle, à la concurrence déloyale, à la publicité trompeuse ou comparative, au contrat de travail de son personnel.

* Les dommages relevant de la responsabilité des dirigeants et mandataires sociaux dans le cadre de la direction, gestion ou administration politique, stratégique, administrative, comptable ou financière de la société ainsi que toute réclamation liée à l'emploi.

10/ * Les dommages résultant de la participation de l'Assuré en tant que concurrent ou organisateur à des manifestations sportives soumises à assurance obligatoire selon les décrets du 18 Octobre 1955 et 23 Décembre 1958 (manifestations sportives sur la voie publique ou avec véhicules à moteur)

* Toutes les conséquences d'activités de loisirs pouvant être soumises à une obligation d'assurance, y compris les conséquences de l'organisation ou de la vente de voyages ou de séjours individuels ou collectifs soumise à l'obligation d'assurance de la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992.

11/ Les conséquences d'engagements contractuels avec des personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit étranger dans la mesure où elles excèdent celles auxquelles l'Assuré est tenu en vertu des textes légaux ou réglementaires sur la responsabilité.

12/ Les dommages imputables au non-respect délibéré par les dirigeants de l'Assuré des documents contractuels, lois et réglementations applicables à ses activités et fournitures.

On entend par dirigeants tous ceux qui assument, en droit ou en fait, une responsabilité directe dans la marche et la gestion de l'Assuré, sans être les préposés de celui-ci.

13/ Les dommages subis par tous biens (y compris les animaux) dont l'Assuré civilement responsable est propriétaire ou dont il est locataire plus de 15 jours consécutifs.

14/ Les dommages matériels et immatériels consécutifs résultant d'un incendie, d'un incident d'origine électrique, d'une explosion ou d'un dégât d'eau prenant naissance dans les locaux dont l'Assuré est propriétaire ou dont il est locataire ou emprunteur plus de 15 jours consécutifs.

15/ Les dommages imputables aux fournitures de l'Assuré ayant fait l'objet de réserves précises et fondées, si ces dommages ont leur origine dans la cause même de ces réserves et si l'Assuré n'a pas pris les mesures qui s'avèraient évidentes pour éviter la possibilité de ces dommages.

16/ Le remboursement, le remplacement et/ou la réfection de la fourniture de l'Assuré qui est à l'origine du sinistre.

17/ Les dommages immatériels causés par une non-exécution, réalisation ou livraison à la date prévue des fournitures de l'Assuré sauf si cette non-exécution, réalisation ou livraison a une cause soudaine et accidentelle ou est due à une faute, erreur, omission ou négligence dans les différentes opérations techniques nécessaires à l'exécution, réalisation ou livraison à la date prévue des fournitures de l'Assuré.

18/ Toutes les conséquences de la mise en œuvre des Lois du 4 mars 2002 et du 30 décembre 2002 relatives au droit des malades et à la qualité des soins à l'exception de celles consécutives aux actes réalisés par le service médical interne du souscripteur.

19/ Les dommages engageant la responsabilité de l'Assuré en vertu de l'article L 209.7 du Code de la Santé Publique (Loi Huriet).

20/ Les préjudices consécutifs à des vols, détournements, abus de confiance, escroqueries et fraude de toute nature y compris informatique sauf si la responsabilité de l'assuré en tant que commettant est engagée.

21/ Les dommages immatériels non consécutifs causés par un assuré à un autre assuré.

22/ les sommes dues au titre de la cotisation supplémentaire imposée par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie pour tenir compte de l'aggravation des risques présentée par l'entreprise (article L. 242-7 du Code de la Sécurité Sociale).



CHAPITRE IV - DEFENSE ET RECOURS

Cette garantie d'assistance de l'Assuré couvre les frais et honoraires d'avocat, d'expertise, d'enquête et de procédure rendus nécessaire dans les cas suivants :

1/ DEFENSE

La Compagnie assure la défense de l'Assuré notamment devant les juridictions pénales, civiles, commerciales ou administratives, s'il est mis en cause à raison de dommages garantis par le présent contrat.

La Compagnie assure également la défense de l'Assuré devant toutes juridictions en cas de poursuites fondées sur les articles L 452.1 à 4 du Code de la Sécurité Sociale ou pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé.

2/ RECOURS

La Compagnie s'engage à exercer un recours amiable ou judiciairement contre des tiers responsables pour obtenir réparation du préjudice subi par l'Assuré à la suite d'un dommage qui aurait été garanti par le présent contrat s'il l'avait causé au lieu de le subir.

La Compagnie se réserve le droit de ne pas engager, suivre ou continuer une procédure :

- a) lorsque qu'elle estime insoutenable, en fait ou en droit, la prétention de l'Assuré ou celle de la personne dans l'intérêt de laquelle il lui est demandé d'agir.
- b) lorsqu'elle estime le procès inutile, et spécialement lorsque le tiers responsable est notoirement insolvable, ou lorsqu'elle juge raisonnable les offres transactionnelles faites par ce tiers.

En cas de désaccord entre la Compagnie et l'Assuré sur l'opportunité d'engager, de suivre ou de continuer une procédure, ou sur le montant du litige, l'Assuré peut exercer immédiatement cette action à son compte. S'il obtient une solution plus favorable que celle proposée par la Compagnie, celle-ci l'indemniserà dans la limite de sa garantie des frais exposés pour l'exercice de cette action, et dont le montant n'a pas été supporté par l'adversaire.

3/ DISPOSITIONS COMMUNES POUR LA DEFENSE PENALE ET LES RECOURS SUITE A LA LOI 89.1014 DU 31/12/89 : ARTICLES L 127.1 A L 127.7 DU CODE DES ASSURANCES

Dans le cas où la défense ou la représentation de l'Assuré dans toute procédure judiciaire ou administrative ne concerne pas en même temps les intérêts de l'assureur, l'Assuré a le libre choix de l'avocat qui sera rémunéré par l'assureur selon le barème habituel des mandataires de l'assureur pour le type d'affaire en question.

CHAPITRE V - MONTANTS DES GARANTIES ET FRANCHISES

- ✓ **9.000.000 €** tous dommages confondus pour l'ensemble des sinistres d'une même année d'assurance dont :
- Accidents du travail et maladies professionnelles causés par une faute inexcusable : **2.500.000 €** par année d'assurance .
 - intoxications alimentaires, empoisonnements, corps étrangers dans aliments du fait des cantines, restaurants d'entreprises, repas d'affaires, distributeurs de boissons, collations : **3.000.000 €** par année d'assurance
 - pollution, atteintes à l'environnement : **1.750.000 €** par sinistre avec un maximum de **2.500.000 €** par année d'assurance, ce montant comprenant également les dommages matériels et immatériels
 - dommages immatériels non consécutifs : **1.750.000 €** par sinistre avec un maximum de **2.500.000 €** par année d'assurance
 - dommages matériels et immatériels consécutifs aux biens confiés : **350.000 €** par sinistre avec un maximum de **500.000 €** par année d'assurance

FRANCHISE A DEDUIRE DU REGLEMENT DE TOUT SINISTRE SAUF SUR LES DOMMAGES CORPORELS

. **400 €**, portée à **2.300 €** pour les dommages immatériels non consécutifs et **3.000 €** pour la pollution et les atteintes à l'environnement

. **DEFENSE ET RECOURS** : **500.000 €**

CHAPITRE VI - COTISATION ANNUELLE (HORS FRAIS ET TAXES- RESILIATION et DUREE)

La prime annuelle du présent contrat est calculée au taux de Toutes Taxes Comprises sur les salaires.

En conséquence, et sur la base de la masse salariale déclarée de €, la prime annuelle, **pour la durée du présent contrat**, est fixée à **€ toutes taxes comprises** payable au de chaque année.

Le présent contrat est conclu pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction.

Il est résiliable par chacune des parties à chaque échéance annuelle moyennant un préavis de 4 Mois.

ANNEXE 8
CLAUSES MINIMALES DE LA POLICE D'ASSURANCE EN MATIÈRE
DE DOMMAGES AUX BIENS

CONDITIONS PARTICULIERES AU CONTRAT

EFFET DU CONTRAT :

ECHEANCE ANNUELLE :

DUREE : Le présent contrat est conclu pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction.

RESILIATION : Le présent contrat est résiliable par chacune des parties à chaque échéance annuelle moyennant un préavis de 4 Mois.

INDICE F.F.B. : Indice en vigueur au moment de la souscription

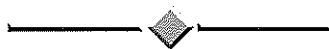
SOUSCRIPTEUR :

SIEGE SOCIAL :

ACTIVITES PRINCIPALES :

ASSUREUR :

PART :






Le présent contrat est régi par :

- le Code des Assurances,
- les Conditions Générales de l'A.P.S.A.D. - Edition du 3 mai 1982
- les présentes Conditions Particulières qui prévalent sur les Conditions Générales (les exclusions figurant aux Conditions Générales sont nulles). En cas de contradiction, sont applicables les dispositions les plus favorables à l'Assuré.
- La fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile » dans le temps.

A handwritten signature in black ink, located at the bottom right of the page.

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
CHAPITRE I - DEFINITIONS	3 à 6
CHAPITRE II - OBJET DU CONTRAT	7
CHAPITRE III - SITUATION DES RISQUES - SUPERFICIE	8
CHAPITRE IV - ETENDUE DES GARANTIES	9 à 14
CHAPITRE V - EXCLUSIONS	15 à 18
CHAPITRE VI - TOUS RISQUES INFORMATIQUE	19 à 24
CHAPITRE VII - MONTANT DES GARANTIES	25 à 26
CHAPITRE VIII - FRANCHISES PAR SINISTRE	27
CHAPITRE IX - COTISATION	27
CHAPITRE X - DECLARATIONS - CONVENTIONS	28 à 29
CHAPITRE XI - DISPOSITIONS PARTICULIERES	30 à 35
CHAPITRE XII - INDEXATION	36
CHAPITRE XIII - CATASTROPHES NATURELLES	37 à 38
Annexe relative à la garantie « Attentats et Actes de Terrorisme » Dommages Matériels – Réf 41176 (08-2006)	39
Annexe relative à la garantie « Attentats et Actes de Terrorisme » Pertes d’exploitation – Réf 41177 (08-2006)	40

CHAPITRE I - DEFINITIONS

Pour l'application du présent contrat, sauf autre mention aux présentes Conditions Particulières, il faut entendre par :

ANNEE D'ASSURANCE

La période comprise entre la date d'effet du contrat et l'échéance annuelle suivante, puis la période comprise entre deux échéances annuelles consécutives, et enfin la période restant à courir entre la dernière échéance et la date de résiliation du contrat.

ASSURE

ASSUREUR

La Société d'assurances désignée au présent contrat.

BATIMENTS

L'ensemble et la généralité des constructions (dépendances et clôtures comprises), les immeubles en cours de construction, rénovation, réhabilitation, ainsi que tous leurs agencements, aménagements, installations, équipements et embellissements :

- qu'ils soient ou non immeubles par nature ou destination,
- qu'ils aient ou non été effectués par l'Assuré,
- qu'ils restent ou non en fin de bail propriété du bailleur,



COTISATION

La somme versée par le Souscripteur en contrepartie de la garantie de l'Assureur.

DONNEES

Les informations lisibles mécaniquement et qui sont mémorisées en dehors de l'unité centrale, c'est-à-dire :

- les données de base et de mouvements provenant de fichiers et de banque de données,
- les programmes constituant les systèmes d'exploitation,
- les logiciels standards achetés,
- les logiciels développés pour des applications spécifiques.

Ne sont pas considérées comme telles :

- ***les données qui sont stockées dans la mémoire de travail de l'unité centrale,***
- ***les données qui sont perdues au cours de traitements non terminés et internes au système,***
- ***les données provenant de programmes n'ayant pas été testés avec succès ou copiés illicitement.***

FRAIS DE RECHERCHE DE FUITES

Les frais exposés pour la recherche des fuites ou infiltrations ayant causé un dommage.

FRANCHISE

La somme restant à la charge de l'Assuré sur le montant de l'indemnité due par l'Assureur.

MEDIAS

Les informations chargées sur les supports informatiques.

MOBILIER - MATERIEL - MARCHANDISES

L'ensemble et la généralité :

- du mobilier et du matériel professionnel, fixe ou mobile, les approvisionnements et fournitures divers, les véhicules non immatriculés ou engins de manutention,
- des archives et documents industriels et commerciaux, plans, dessins, médias, programmes,
- des effets et objets appartenant ou détenus par les préposés de l'Assuré,
- des stocks de toute nature et à tous états,
- des valeurs,
- et d'une façon générale, tous objets quels qu'ils soient, détenus par l'Assuré, qu'ils lui appartiennent ou non.

GL
4
B

Φ

OBJETS DE VALEUR

Collection de jetons et médailles, sculptures, statues, tableaux, tapis, tapisserie, mobilier, objets divers d'ornement et de décoration, selon liste jointe au présent contrat.

PERIODE D'INDEMNISATION

La période commençant le jour du sinistre et ayant comme limite la durée fixée aux Conditions Particulières.

La période d'indemnisation n'est pas modifiée par l'expiration, la résiliation ou la suspension du contrat survenant postérieurement au sinistre.

SINISTRE

L'ensemble des pertes indemnisables par l'Assureur aux termes du contrat et consécutives à un même dommage matériel et survenant simultanément.

SOUSCRIPTEUR

- * La personne physique ou morale, désignée sous ce nom, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage à payer les primes,
- * Toute personne qui lui serait substituée, par accord des parties.

SUPERFICIE DEVELOPPEE

Les superficies additionnées du rez-de-chaussée et de chaque étage (murs compris), celles des caves, combles, greniers, parkings et/ou garages n'étant comptées que pour moitié.

L'Assureur reconnaît avoir eu connaissance des modalités retenues par l'Assuré pour le calcul des surfaces et renonce à l'application de toute règle proportionnelle.

De plus, en cas d'erreur ou d'oubli, une marge d'erreur de 10 % est accordée par l'Assureur.



TIERS

Toute personne physique ou morale disposant d'un droit lui permettant de mettre en cause la responsabilité de l'Assuré.

Il est précisé que les différentes personnes dénommées "l'Assuré" conservent la qualité de tiers les unes à l'égard des autres.

VALEURS

Les espèces monnayées, billets de banque, devises, pièces et lingots de métaux précieux, valeurs mobilières, chèques, timbres fiscaux et timbres postes, tickets restaurants.


5




VALEUR D'USAGE

La valeur de reconstruction ou de remplacement, au jour du sinistre, vétusté déduite.

VETUSTE

La dépréciation due à l'usage et/ou à l'âge des biens assurés. Elle est fixée soit contractuellement selon les dispositions des présentes Conditions Particulières ou déterminée à dire d'expert.

--ooOoo--

AL
6
ML

6

CHAPITRE II - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de garantir contre les événements définis ci-après, l'ensemble des locaux et biens dont l'Assuré est propriétaire, co-propriétaire, locataire, sous-locataire ou occupant à quelque titre que ce soit, y compris à titre temporaire ou occasionnel et utilisés ou détenus pour les besoins de ses activités, qu'ils soient ou non en exploitation, y compris notamment les logements de fonction et locaux sociaux.

Sont notamment couverts :

- les différentes responsabilités vis-à-vis des propriétaires, locataires, sous-locataires, tiers et voisins,
- les biens immobiliers y compris lorsque l'Assuré est tenu contractuellement de les assurer pour le compte de leur propriétaire,
- les installations, aménagements, équipements, embellissements des locaux réalisés ou non par l'Assuré y compris ceux restant en fin de bail propriété du bailleur,
- l'ensemble et la généralité des biens meubles (mobilier, matériels, marchandises...),
- les frais supplémentaires d'exploitation,
- les frais de reconstitution d'archives informatiques ou non.

--ooOoo--

BL
BL

9

CHAPITRE III - SITUATION DES RISQUES - SUPERFICIE

Les garanties du présent contrat s'exercent EN TOUS LIEUX :

- en FRANCE METROPOLITAINE et notamment les locaux repris dans l'état du patrimoine ci-annexé, lequel représente une superficie globale de **m²**.

ainsi que dans les bâtiments dans lesquels l'assuré tient temporairement des permanences qui sont mis à sa disposition, et ce, sans qu'il soit besoin de les désigner.

- en EUROPE, dans les locaux évoqués au Chapitre II,
- en cours de transport y compris chargement, déchargement, montage, démontage, transfert, etc...
- et, en général, partout où besoin est, notamment pour les matériels et marchandises :
 - en dépôt chez les tiers et les préposés,
 - se trouvant sur les sites de différentes manifestations telles que foires, expositions, etc...
 - en cours de démonstration, présentation, essai en dehors des établissements de l'Assuré.

GARANTIE AUTOMATIQUE :

Les garanties du contrat s'exercent automatiquement sans déclaration préalable à l'Assureur sur tout nouvel immeuble acquis, loué ou occupé par l'Assuré à titre définitif ou temporaire.

Pour ce qui est des immeubles en cours de construction, de rénovation ou de réhabilitation, les garanties VOL, BRIS DE GLACES et BRIS DE MACHINES ne sont pas accordées.

A chaque échéance annuelle du contrat, la prime sera réajustée en fonction de l'évolution de la superficie déclarée ci-dessus ou en annexe ci-jointe.

Aucune régularisation n'interviendra au titre de l'exercice écoulé.

De même, les garanties seront également acquises aux risques omis lors de la souscription du contrat ou lors des déclarations annuelles du parc immobilier que l'Assuré est dans l'obligation d'effectuer.

Cette situation sera simplement sanctionnée par le rappel des primes à effet rétroactif.

--ooOoo--

OL
PL⁸

GD

CHAPITRE IV - ETENDUE DES GARANTIES

4.1. EVENEMENTS DENOMMES

A) GARANTIES DE BASE

INCENDIE :

Action du feu en dehors d'un foyer normal.

IMPLOSION :

Rupture accidentelle d'une enceinte vide ou à très faible pression.

EXPLOSION :

Les explosions de toute nature, notamment :

- * l'explosion des gaz utilisés pour tous usages, notamment l'éclairage, le chauffage, la force motrice, les opérations de soudure,
- * l'explosion des appareils de toute nature y compris les coups d'eau dans les appareils utilisant la vapeur ou l'eau chaude,
- * l'explosion de la dynamite et autres explosifs analogues,
- * l'explosion de toutes matières ou substances pouvant survenir chez l'Assuré ou dans le voisinage.

FOUDRE :

Chute de la foudre frappant directement ou indirectement les biens assurés.

DOMMAGES ELECTRIQUES :

Dommages matériels autres que ceux résultant de l'incendie d'un objet voisin causés par l'action directe ou indirecte de l'électricité y compris l'électricité atmosphérique et la foudre, aux appareils, machines, moteurs électriques ou électroniques par leurs accessoires et composants ainsi que par les canalisations électriques.

62
M⁹

90

TEMPETES - OURAGANS - CYCLONES - GRELE - NEIGE SUR LES TOITURES :

- * Action directe du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent lorsque celui-ci a une intensité telle qu'il détruit, brise ou endommage un certain nombre de bâtiments dans la commune du risque sinistré ou les communes avoisinantes.

En cas de besoin, l'Assureur pourra se procurer, à titre de complément de preuve, une attestation de la station la plus proche de la météorologie nationale indiquant qu'au moment du sinistre le phénomène dommageable avait, pour la région du bâtiment sinistré, une intensité exceptionnelle (vitesse supérieure à 80 km/h dans le cas de vent).

- * Action directe d'avalanche.
- * Action directe de la grêle sur les toitures.
- * Action directe de la neige (ou de la glace) accumulée sur les toitures.
- * Dommages de mouille causés à l'intérieur des bâtiments assurés par la pluie, la grêle ou la neige (ou la glace) et survenus dans les 48 h qui ont suivi la détérioration de l'extérieur des bâtiments assurés par ces événements naturels.

FUMÉES - EMANATIONS :

Dommages causés par les fumées et les émanations quelle que soit leur provenance.

CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AÉRIENNE ET MÉTÉORITES :

Dommages causés par des engins de navigation aérienne ou spatiale ou par des parties d'appareils ou d'objets tombant de ceux-ci ou de météorites.

Sont également garantis les dommages causés par l'ébranlement résultant d'un franchissement du mur du son par un engin volant.

CHOC DE VÉHICULES TERRESTRES :

Dommages causés par des véhicules terrestres, identifiés ou non.

DÉGÂTS CAUSÉS PAR LES LIQUIDES - GEL :

Dommages provoqués par :

- * Déversement, fuite, refoulement, débordement, rupture, provenant :
 - de réservoirs ou récipients de toute nature,
 - des conduites d'adduction, de distribution ou d'évacuation des eaux pluviales, ménagères et de vidange,
 - de l'installation d'extincteurs automatiques à eau, à gaz y compris les déclenchements intempestifs,



- de l'installation hydraulique,
 - des chéneaux et gouttières,
 - des appareils à effet d'eau faisant ou non partie des installations fixes ou qui y sont reliés,
 - des installations de chauffage central, à eau ou à vapeur.
- * Les inondations en l'absence d'arrêté interministériel instituant l'état de catastrophe naturelle **sauf lorsqu'elles ont pour origine le débordement de fleuve.**
 - * Les infiltrations accidentelles au travers des toitures, terrasses, balcons, balcons formant terrasses, ciels vitrés, skydômes, pyrodômes, ouvertures telles que portes et fenêtres fermées.
 - * Les dommages causés par le gel aux conduites, aux canalisations et aux appareils à effet d'eau.
 - * Les infiltrations par les joints d'étanchéité ou pourtour des installations sanitaires ainsi qu'au travers des carrelages.

Sont également garantis :

- * les frais de recherche de fuites et d'infiltrations
- * les refoulements d'égouts et canalisations.

ACTES DE VANDALISME – ATTENTATS selon la Loi N° 2006-64 du 23 janvier 2006 :

Dommmages résultant d'actes de vandalisme et attentats qu'il s'agisse d'émeute, de mouvements populaires, grève, conflit du travail, lock-out, d'acte de terrorisme ou de sabotage.

Dommmages causés par toute autorité légalement constituée du fait des mesures prises à l'occasion des événements ci-dessus énumérés pour la sauvegarde ou la protection des biens assurés.

CATASTROPHES NATURELLES :

Dommmages de toute nature garantis dans les conditions et limites des dispositions légales en vigueur et après publication au Journal Officiel de la République Française d'un Arrêté Interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle (Chapitre XIII).

Al
11
DL

Q

GARANTIES SUPPLEMENTAIRES

B) VOL

Disparition, destruction ou détérioration résultant de vol ou d'une tentative de vol commis dans l'une des circonstances suivantes :

Biens en général à l'exception des valeurs :

- Vol avec effraction, escalade ou usage de fausses clés,
- Vol sans effraction, escalade ou usage de fausses clés lorsque l'auteur du vol ou de la tentative de vol s'est introduit clandestinement ou par abus de confiance dans les locaux renfermant les objets assurés,
- Vol par agression, violence ou menace sur la ou les personnes présentes ou sur le détenteur des clés où qu'il se trouve.

Valeurs :

- Vol du contenu de coffres-forts, armoires fortes, caisses et/ou meubles fermés à clé commis :
 - . avec effraction ou enlèvement de ces derniers,
 - . par agression, violence ou menace sur la ou les personnes présentes alors que :
 - * les coffres-forts, armoires fortes, caisses ou meubles sont ouverts ou fermés,
 - * les valeurs sont sorties des coffres-forts, armoires fortes, caisses ou meubles notamment pour des besoins de service,
 - . par agression, violence ou menace sur le détenteur des clés où qu'il se trouve.
- Vol et disparition des valeurs transportées à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de l'Assuré commis par agression, menace ou violence sur le ou les porteurs des fonds ou encore survenant à la suite d'un événement de force majeure ainsi que le vol et/ou détournement commis par la ou les personnes chargées du transport ou avec leur complicité.

La garantie s'applique également :

- aux vols commis et tentés pendant un incendie,
- au remplacement des serrures et des clés en cas de perte ou vol des clés,
- aux détériorations immobilières y compris les dommages subis par les coffres-forts, armoires fortes et d'une façon générale par tout système de sécurité quel qu'il soit à la suite de vol ou tentative de vol,
- aux détériorations causées par les services publics,
- aux vols qui seraient commis avec la complicité des préposés y compris la complicité frauduleuse de ceux-ci qui consisterait à réduire ou annuler les conditions de sécurité, ou encore par suite de négligences des préposés ayant contribué à faciliter l'accès des voleurs.


BL 12

C) BRIS DE GLACES

Bris pour quelque cause que ce soit :

- * de l'ensemble des installations de miroiterie verticales ou horizontales, fixes ou mobiles, intérieures ou extérieures, quels qu'en soient le type et la surface, y compris les marbres,
- * de skydômes, pyrodômes et installations similaires,
- * des surfaces éclairantes en matière plastique transparente ou translucide, des vernis anti-solaires et films anti-effraction appliqués sur les vitrages y compris les accessoires tels que notamment inscriptions, gravures, peintures, etc...
- * des enseignes lumineuses.

La garantie est étendue aux frais de dépose, pose et transport y compris les frais supplémentaires nécessités par la pose d'échafaudages ou d'installations particulières.

D) BRIS DE MACHINES

Sont garantis les équipements techniques de toutes natures et notamment les matériels d'impression (presse, offset, assembleuse, ...) et de façonnage, les matériels de cuisine, les machineries d'ascenseur, les matériels de mise sous pli, les groupes électrogènes, les machines outils des ateliers de maintenance, les pneumatiques dans la mesure où ils sont en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Les garanties s'appliquent aux biens assurés dans les circonstances suivantes :

- * En activité (après les montages ou les essais de mise en exploitation et après la réception),
- * Au repos ou en réserve,
- * Au cours des opérations de démontage et de remontage nécessitées par des travaux d'entretien ou de réparation,
- * Au cours des déplacements effectués dans l'enceinte de l'entreprise, sur le site où ils ont été réceptionnés.

La garantie porte sur toute destruction ou bris soudain et fortuit, atteignant les biens assurés, lorsqu'ils résultent notamment des causes et phénomènes suivants :

a) Causes internes

- * Erreur de conception, vice de construction, défaut de matière.

b) Causes extérieures

- * Pénétration, chute ou choc de corps étrangers.

GL
13
M

c) Causes techniques liées à l'exploitation

- * Vibrations, dérèglement, desserrage de pièces, tension anormale, force centrifuge, survitesse, défaut de graissage accidentel, échauffement mécanique.
- * Manque d'eau, coup de feu, coup de bélier, surchauffe localisée.
- * Défaillance des dispositifs de sécurité et des instruments de contrôle.

d) Causes humaines

- * Maladresse, négligence ou malveillance des préposés de l'assuré ou des tiers.

4.2. EVENEMENTS NON DENOMMES

Sont couverts, au titre du présent Chapitre, TOUS RISQUES DE DESTRUCTION, DETERIORATION, DISPARITION des biens assurés à la SEULE EXCEPTION :

- des événements déjà garantis au titre du Chapitre 4.1. ci-avant,
- des exclusions visées au Chapitre V ci-après.

--ooOoo--

GL
ML¹⁴

GD

CHAPITRE V - EXCLUSIONS

Les exclusions ci-après sont les seules applicables au présent contrat sous réserve des dispositions relatives aux attentats et actes de terrorisme telles que prévues en annexes ci-jointes :

5.1. SUR UN PLAN GENERAL

- *La guerre étrangère. Il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que celui de guerre étrangère.*
- *La guerre civile. Il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile.*
- *Les dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'Assuré ou avec leur complicité.*
- *Les dommages, les pertes, les dépenses, les frais ou les coûts de quelque nature que ce soit, causé directement ou indirectement par une réaction nucléaire, un rayonnement nucléaire ou une contamination nucléaire. Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause pouvant contribuer, ou occasionner, le dommage et ce quel que soit l'ordre de survenance des causes.*
- *Les dommages provoqués par des inondations ayant pour origine le débordement de fleuve, un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz-de-marée sauf si ces événements sont pris en charge au titre des catastrophes naturelles.*
- *Les dommages subis par les arbres, plantations et tous autres végétaux en plein air.*
- *La mise sous séquestre, saisie ou destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires.*
- *Les amendes, pénalités contractuelles de toute nature, paiement de toute rançon.*
- *Les dommages subis par le matériel informatique dans la mesure où ils se trouvent garantis au Chapitre VI ci-après.*
- *Les dommages, pertes, dépenses et surcoûts résultant du non-respect par l'assuré de toutes dispositions réglementaires qui lui incombent avant le sinistre.*

5.2. AU TITRE DE LA GARANTIE "DOMMAGES ELECTRIQUES"

Les dommages subis par les fusibles, les résistances chauffantes, les lampes, les tubes électroniques ainsi que ceux dûs à l'usure.

5.3. AU TITRE DE LA GARANTIE "TEMPETES - GRELE ET NEIGE SUR LES TOITURES"

- *Les biens meubles se trouvant en plein air à l'exception des installations extérieures de radio, téléphone y compris les antennes de toute nature.*

5.4. AU TITRE DE LA GARANTIE "DOMMAGES CAUSES PAR LES LIQUIDES - GEL"

- *Les dommages dûs à l'humidité ou à la condensation.*
- *Les entrées d'eau par les ouvertures non closes.*
- *Les dommages causés aux chéneaux et/ou aux conduites d'évacuation d'eaux pluviales.*
- *La réparation des toitures, terrasses, balcons et ciels vitrés.*
- *Les dommages subis par les installations et/ou les appareils à l'origine du sinistre.*

Toutefois, les appareils fixes à effet d'eau ou de vapeur ou de chauffage ainsi que les conduites restent couverts en cas de gel.

5.5. AU TITRE DE LA GARANTIE "VOL"

- *Les vols commis sans effraction dans des bâtiments non entièrement clos et/ou couvert,*
- *Le vol des biens de valeur en métaux précieux, les perles, pierreries, bijoux, fourrures et objets d'art,*
- *Les valeurs qui seraient apportées de l'extérieur pour satisfaire aux exigences des malfaiteurs.*
- *Les vols, pertes et disparitions inexplicables.*
- *Les vols survenus du fait que les moyens de conservation des valeurs (coffre, armoire, tiroir, ...) n'ont pas été fermés par tous les dispositifs prévus par le constructeur.*

5.6. AU TITRE DE LA GARANTIE "BRIS DE GLACES"

- *Les dommages causés aux serres et à leurs contenus,*
- *Les rayures, ébréchures ou écaillures ainsi que la détérioration des argenteries ou des peintures non consécutives à un bris.*
- *les dommages survenus à l'occasion de tous travaux sur les produits assurés sauf ceux de simple nettoyage ou d'entretien ou occasionnés par la vétusté ou le défaut d'entretien des encadrements ou agencements.*

5.7. AU TITRE DE LA GARANTIE "BRIS DE MACHINES"

- Les dommages survenant avant et pendant les montages ou les essais de mise en exploitation, ou lors du premier branchement avant la réception des biens assurés.
- Les dommages atteignant les compresseurs, moteurs, turbines, transformateurs, réservoirs et récipients suite à une explosion interne.
- Les déformations sans rupture causées à des récipients ou réservoirs par une explosion ayant pris naissance à l'intérieur de ces biens. L'explosion est définie comme une action subite et violente de la pression ou de la dépression du gaz ou de vapeur.
- Les dommages atteignant :
 - Les batteries d'accumulateurs électriques,
 - Les éléments ou parties en verre, matière plastique, carbone et céramique,
 - Les lampes à incandescence, tubes à vide ou à gaz, tubes cathodiques ou radiogènes, tubes émetteurs laser à moins qu'ils ne résultent d'un événement ayant provoqué l'endommagement d'autres parties des biens assurés.

5.8. AU TITRE DES EVENEMENTS NON DENOMMES (Chapitre 4.2.)

- Les dommages subis par les animaux.
- Les dommages provenant de manquants constatés lors d'inventaires.
- Les dommages provenant de fraude, détournement, abus de confiance, faux, escroquerie.
- Les dommages causés par la sécheresse, l'humidité, la corrosion, l'érosion, la fermentation, la contamination, l'immersion, la destruction ordonnée par les pouvoirs publics à moins qu'il ne s'agisse de dommages aux biens assurés qui soient la conséquence d'un sinistre garanti.
- Les dommages résultant d'un défaut de réparation indispensable connu de l'Assuré et auquel ce dernier n'aurait pas volontairement remédié.
- Les bâtiments en cours de construction dont le risque de la perte incombe à l'entrepreneur, à moins que ce dernier, par le fait d'une impossibilité financière, ne soit en mesure de faire face à son obligation contractuelle ou légale.
- Les immeubles ou partie d'immeubles pour les dommages entrant dans le cadre de l'assurance obligatoire visée par la loi du 4 Janvier 1978.
- Les biens meubles en plein air en cas de vol ou de dommages causés par les intempéries.

CL
BL¹⁷

CD

- *Le bris des outils interchangeables et, en général, des pièces nécessitant par leur fonctionnement et/ou leur nature, un remplacement périodique lorsque le sinistre reste limité à ces biens.*
- *L'usure de quelque origine qu'elle soit.*
- *Les dommages résultant de la détérioration progressive ou du vice propre des stocks entreposés dans les installations frigorifiques et/ou de conservation.*
- *Les dommages résultant du tassement, de l'affaissement, de la fissuration, du gonflement ou de l'expansion des dallages, planchers, murs plafonds et toiture.*
- *Les dommages résultant d'un vice propre, d'une détérioration progressive, d'un défaut de fabrication, de corrosion, de moisissure ou de décomposition, de contraction, de fermentation ou d'oxydation lente, de détérioration graduelle, de vermine, d'évaporation ou de perte de poids de fonte, d'altération de saveur, de couleur, de texture ou d'apprêt et de vapeurs, des rongeurs et autres animaux.*

--ooOoo--

Al¹⁸

BL

GD

CHAPITRE VI - TOUS RISQUES INFORMATIQUE

6.1. ETENDUE DE LA GARANTIE

Sont garantis :

- Toutes pertes matérielles directes ou tous dommages matériels directs, qu'elle qu'en soit la cause, subis par les matériels informatiques sans qu'il soit besoin de les désigner, propriété ou non de l'Assuré.
- Les frais divers tels que prévus ci-après :
 - . les frais de reconstitution des informations,
 - . les frais supplémentaires d'exploitation,
 - . les pertes de données,
 - . l'interruption de service

et ce, sous la seule réserve des exclusions prévues par ailleurs.

Sont **notamment** et principalement garantis, les pertes ou dommages résultant des événements suivants :

- INCENDIE, FOUDRE, EXPLOSIONS, IMPLOSIONS,
- DOMMAGES ELECTRIQUES, DEFAILLANCE DES APPAREILS DE REGULATION, DE CONTROLE, DE SECURITE,
- PERTES DE DONNEES SUITE A :
 - o Décharge électrostatique,
 - o Perturbation électro magnétique,
 - o Effet de la foudre,
 - o Panne de courant,
 - o Panne ou dysfonctionnement des matériels destinés au traitement de l'information, des installations de climatisation et d'alimentation en énergie, des installations et des lignes de télétransmission,
 - o Erreur de manipulation
- BRIS DE MACHINES,
- VOLS ET TENTATIVES DE VOLS,
- TEMPETES, OURAGANS, CYCLONES, POIDS DE LA NEIGE SUR LES TOITURES, GRELE,
- DEGATS CAUSES PAR TOUS LIQUIDES, GEL,
- REFOULEMENT D'EGOUT, RUPTURE DE CANALISATIONS,
- CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AERIENNE ET MUR DU SON,
- CHOC DE VEHICULE TERRESTRE,
- FUMEES, EMANATIONS,
- ATTENTATS, MALVEILLANCE, NEGLIGENCE, ACTES DE VANDALISME, GREVES, LOCK-OUT, EMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES, ACTES DE TERRORISME ET DE SABOTAGE,
- FUITES ET DECLENCHEMENTS INTEMPESTIFS D'APPAREILS DE PROTECTION AUTOMATIQUE CONTRE L'INCENDIE

GL
BL

CD

6.2. BIENS GARANTIS

Les garanties telles que définies ci-avant, portent sur les matériels informatiques dont l'Assuré peut être propriétaire, locataire ou détenteur à quelque titre que ce soit.

Par matériel informatique, il faut entendre :

- le matériel de traitement de l'information, qu'il soit fixe ou portable, comprenant l'équipement et les pièces le composant c'est-à-dire :
 - . les unités centrales (ordinateurs et micro-ordinateurs) y compris les mémoires principales, canaux, unités de contrôles,
 - . les logiciels d'exploitation c'est-à-dire les programmes de base fournis par le constructeur y compris les progiciels et autres compléments de programmes utilitaires,
 - . les périphériques reliés ou destinés à être reliés à ces unités c'est-à-dire les appareils de saisie et de restitution des données informatiques,
 - . les supports informatiques,
- les micro-ordinateurs portables,
- les matériels de communication interne ou externe et toutes installations de connexion (autocommutateurs, lignes spécialisées, câblages etc ...),
- les matériels de servitude, notamment :
 - . les installations de climatisation et d'alimentation électriques, affectées au fonctionnement des matériels informatiques y compris onduleurs, groupes électrogènes, batteries, accumulateurs et ce, même dans le cas où ces appareils seraient également utilisés pour alimenter ou desservir des installations autres qu'informatiques,
 - . les installations de détection et d'extinction automatique,
 - . les installations de détection d'intrusion et de contrôle d'accès des sites informatiques renfermant les matériels assurés y compris les matériels auxquels elles sont reliées,
 - . les matériels de traitement du papier à savoir les massicots, déliasseuses,

En ce qui concerne les matériels n'appartenant pas à l'Assuré, la garantie du présent contrat n'interviendra qu'en cas de :

- carence, insuffisance et/ou absence d'assurance par ailleurs,
- recours éventuels des Assureurs du matériel.

Il est entendu que les garanties qui existeraient par ailleurs interviendront en franchise des garanties du présent contrat.

BL₂₀
BL

BP

6.3. PERTES ET FRAIS DIVERS

6.3.1. Garantie des frais de reconstitution d'informations

La garantie s'applique au paiement des frais de reconstitution des informations ci-après que l'Assuré serait dans l'obligation d'exposer à la suite de tous dommages matériels garantis au paragraphe 6.1 ci-avant :

- ✱ Frais de report sur de nouveaux supports, à partir des sauvegardes, des informations qui étaient portées sur les supports détruits ou endommagés.
En cas d'impossibilité d'utilisation des sauvegardes elles-mêmes détruites ou endommagées, la garantie est étendue aux frais de report des informations à partir des supports papiers existants.
- ✱ Frais de nouvelle saisie manuelle des informations perdues depuis la dernière sauvegarde.
- ✱ Frais de reconstitution, à partir des sources existantes, des logiciels développés par l'assuré ou une société spécialisée pour une application précise.

Elle est étendue aux frais d'étude, d'analyse et d'adaptation de logiciels et/ou progiciels et de formation du personnel qu'entraînerait un changement de matériel consécutif à un sinistre garanti.

6.3.2. Garantie des frais supplémentaires d'exploitation

La garantie s'applique aux frais supplémentaires que l'Assuré doit inévitablement exposer pendant la période de rétablissement, pour pouvoir continuer à effectuer son travail de traitement des informations dans des conditions aussi proches que possible du fonctionnement normal, à la suite de toutes pertes matérielles directes ou tous dommages matériels directs subis par les biens garantis.

Les frais supplémentaires qui pourraient s'avérer indispensables pour assurer le traitement des informations sous une autre forme qu'informatique en attente de rétablissement normal sont également pris en charge par l'Assureur.

Sont également garantis les frais de reconversion ou d'adaptation pour rendre compatible, les logiciels d'exploitation lorsque le matériel sinistré n'est plus disponible et que le logiciel d'exploitation existant est incompatible avec le nouveau matériel ; il est entendu que si cette solution est moins onéreuse, ces frais peuvent être remplacés par le coût d'un nouveau logiciel compatible, de rendement et de performance identiques.

21

Cp

6.3.3. Garantie des pertes de données

La garantie s'applique au remboursement des frais définis ci-dessous dès lors qu'ils sont directement consécutifs à un événement ci-après :

- Sabotage immatériel.
La garantie s'applique notamment à la destruction ou à la modification malveillante des données ou applicatifs hébergés par le site Internet de l'assuré.
- Décharge électrostatique ; perturbation électromagnétique ; effet de la foudre ; panne de courant .
- Panne ou dysfonctionnement des matériels destinés au traitement de l'information, des installations de climatisation et d'alimentation en énergie, des installations et des lignes de télétransmission.
- Erreur de manipulation.

Par frais garantis on entend :

- Frais de reconstitution des informations :
 - Frais de report sur de nouveaux supports, à partir des sauvegardes, des informations qui étaient portées sur les supports détruits, endommagés ou contaminés.
En cas d'impossibilité d'utilisation des sauvegardes elles-mêmes détruites, endommagées ou contaminées, la garantie est étendue aux frais de report des informations à partir des supports papiers existants.
 - Frais de nouvelle saisie manuelle des informations perdues depuis la dernière sauvegarde.
 - Frais de reconstitution, à partir des sources existantes, des logiciels développés par l'assuré ou une société spécialisée pour une application précise.
- De plus, en cas de sabotage immatériel :
 - Coûts, honoraires et autres frais engagés dûment justifiés qui ont permis d'établir le mécanisme de l'acte délictueux et d'en définir les causes.
 - Frais de décontamination des données et programmes.

6.3.4. Interruption de service

La garantie s'applique aux pertes subies par l'assuré pendant la période d'indemnisation, à la suite d'une interruption de service des matériels destinés au traitement de l'information assurés, en raison de coupures ou de dysfonctionnements accidentels dans l'alimentation en eau, électricité ou télécommunications, dus à un événement accidentel atteignant les installations d'un fournisseur ou les réseaux reliant le fournisseur à l'assuré.

La garantie est étendue à l'interruption de service ou à l'indisponibilité du site Internet de l'assuré causée par la saturation des moyens d'accès au site.

OL
RL

CP

6.4. EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues au Chapitre 5.1. ci-avant, sont également exclus de la présente garantie :

- 1. l'usure, la détérioration, dépréciation normale et progressive des matériels et/ou des supports informatiques et ce, pour les seuls dommages matériels,**
- 2. les dommages provenant de l'effet prolongé de l'exploitation tels que : érosion, corrosion, rouille, oxydation, tartre, encrassement,**
- 3. l'exploitation non conforme aux normes du fabricant, le défaut d'entretien du matériel assuré et/ou des supports informatiques** sauf si ces situations se produisent à l'insu de la Direction Générale de l'Assuré,
- 4. les pertes ou dommages consécutifs à la suspension, la déchéance ou l'annulation de toutes locations, de tous brevets, contrats ou commandes, de l'annulation et/ou suspension de tout crédit et/ou prêt et/ou facilité bancaire,**
- 5. les pertes ou dommages qui sont, en vertu d'un contrat ou de la législation en vigueur, à la charge des fabricants, constructeurs, fournisseurs, vendeurs, monteurs,**

Toutefois, si ceux-ci déclinent leur responsabilité et si la cause des dommages n'est pas exclue par le présent contrat, l'Assureur prend en charge le sinistre et exerce lui-même le recours s'il y a lieu,

- 6. les conséquences financières de l'impossibilité de reconstitution des informations par suite d'absence et/ou disparition des données de base nécessaires,**
- 7. les pertes et/ou frais consécutifs à une erreur dans la programmation et/ou dans les instructions données aux machines,** sauf si cette erreur provoque un dommage matériel ou résulte d'une mauvaise manipulation,
- 8. les pertes et/ou frais consécutifs à des microcoupures électriques,**
- 9. la fraude informatique c'est-à-dire :**

Tout acte malhonnête ou frauduleux commis par un employé ou un tiers par l'intermédiaire du système informatique dans l'intention manifeste :

- de faire subir une perte pécuniaire ou matérielle à l'Assuré, ou
- d'obtenir pour lui-même ou pour une autre personne ou organisation, un bénéfice financier frauduleux, c'est-à-dire un enrichissement illicite.

Cet acte frauduleux ou malhonnête consiste en :

- a) effacement, modification ou entrée de données, directement dans le système informatique ou par les réseaux de télétransmission de données,
- b) modification ou destruction des programmes et données stockés dans la mémoire centrale des systèmes informatiques,
- c) endommagement, destruction ou vol de supports de données.

10. *les conséquences d'un sabotage immatériel (cheval de Troie, virus, ...) ou d'une destruction ou modification malveillante des données et programmes.*
11. *le non-respect des dispositions de la Loi du 3 Juillet 1985 sur la protection des logiciels, commis par :*
 - . *l'Assuré et/ou ses représentants légaux,*
 - . *un préposé de l'Assuré si ce dernier en avait connaissance,*
12. *les pertes de fonds (comptes financiers de la Classe 5 du Plan Comptable), les pertes de biens (comptes de stocks et en cours de la Classe 3 du Plan Comptable), les pertes consécutives à toute copie ou détournement d'informations sans altération de ces informations,*
13. *les améliorations, modifications des modalités de traitement de l'information,*
14. *les vols, pertes et disparitions inexplicables,*
15. *les conséquences pécuniaires résultant de la modification, l'altération ou la perte de données consécutive à un dysfonctionnement imprévu des systèmes informatiques ou d'une ou plusieurs applications directement imputables à une gestion calendaire inadaptée,*
16. *les frais entraînés par une perte de données consécutive à une infection résultant de l'utilisation de logiciels piratés,*
17. *les frais entraînés par une perte de données consécutive à une infection résultant de l'utilisation de logiciels non testés préalablement à leur mise en exploitation définitive,*
18. *les frais entraînés par une perte de données consécutive à toute copie ou détournement d'informations par des tiers sans altération de ces informations,*
19. *les frais d'amélioration ou de modification des informations,*
20. *les frais employés pour l'élimination d'erreurs dans les logiciels.*

--ooOoo--

Al
24

Bu

GD

CHAPITRE VII - MONTANT DES GARANTIES

PAR SINISTRE A LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT

Il est convenu que l'indemnité maximum due au titre des garanties du présent contrat ne pourra en aucun cas excéder la somme de 35.000.000 € (Trente Cinq Millions d'€uros) par sinistre et ce, pour l'ensemble des dommages, pertes, responsabilités et frais garantis, sauf sous limitations ci-après.

7.1. EVENEMENTS DENOMMES :

♦ du Chapitre 4.1. A

- Bâtiments, risques locatifs ou d'occupant, installations, agencements, aménagements, équipements, embellissements	}	.....	Valeur de reconstruction, de remplacement ou de reconstitution avec un maximum de 300.000 € pour les dommages électriques et 150.000 € pour les Voiries Réseaux Divers
- Ensemble et généralité du contenu			
- Ensemble des Objets de Valeur	.....		148.287 €
- Recours des voisins et des tiers, des locataires, sous-locataires	.....		A concurrence du préjudice subi
- Frais et pertes divers tels que définis aux Articles : B.1 à B.10 (Frais de démolition et de déblais - Frais de mise en conformité - Remboursement de la prime "Dommage-Ouvrage" - Pertes Financières - Honoraires divers - Frais de reconstitution d'archives, documents professionnels - Frais de déplacement et de réinstallation - Frais annexes - Pertes d'usage - Perte des loyers)	.....		8.000.000 €
- B.13 (Frais supplémentaires d'exploitation) du Chapitre XI ci-après	.....		3.000.000 €

62
25

♦ **du Chapitre 4.1. B**

- Biens en général (y compris ceux repris en annexe ci-jointe) à l'exception des valeurs	.....	300.000 €
- Valeurs :		
▪ en coffre	.....	100.000 €
▪ en autre moyen de conservation	.....	10.000 €
▪ en cours de transport	.....	55.000 €
- Autres frais et détériorations	.....	Frais réels

♦ **du Chapitre 4.1. C**

- Dommages aux produits	.....	150.000 €
- Autres conséquences	.....	Frais réels

♦ **du Chapitre 4.1. D**

- Dommages aux équipements techniques	150.000 €
---------------------------------------	-------	------------------

7.2. EVENEMENTS NON DENOMMES (chapitre 4.2)

2.000.000 € par sinistre

tous dommages confondus y compris les Frais et Pertes tels que définis aux Articles B.1 à B.13 du Chapitre XI ci-après.

7.3.RISQUE INFORMATIQUE (chapitre VI)

- Dommages matériels à l'installation de traitement de l'informatique, aux installations d'infrastructure, aux logiciels, aux programmes et matériels divers	.....	500.000 €
- Pertes et frais divers (Paragraphe 6.3)	}	
▪ Frais de reconstitution des informations (paragraphe 6.3.1)		150.000 €
▪ Frais supplémentaires d'exploitation (paragraphe 6.3.2)		
▪ Pertes de données (paragraphe 6.3.3)		500.000 €
▪ Interruption de service (paragraphe 6.3.4)	.....	500.000 €

7.4.GARANTIES COMMUNES

- Pertes Indirectes (B.12 du Chapitre XI)	.....	A concurrence de 10 %
- Honoraires d'experts	.....	Selon les dispositions de la Clause B.11 du Chapitre XI ci-après
- Dommages survenant en cours de transport	.....	30.000 €

Ab
26
Bu

Gr

CHAPITRE VIII - FRANCHISES PAR SINISTRE

300 € sur tous sinistres sauf :

- . **VOL ESPECES ET VALEURS** (Chapitre IV – Paragraphe B – 2^{ème} Alinéa) : sans franchise
- . **EVENEMENTS NON DENOMMES** (Chapitre IV – Paragraphe 4.2) : **5.000 €**
- . **PERTES DE DONNEES** (Chapitre VI – Paragraphe 6.3.3) : **2.500 €**
- . **INTERRUPTION DE SERVICE** (Chapitre VI – Paragraphe 6.3.4) : **2.500 €**
- . **FRAIS SUPPLEMENTAIRES D'EXPLOITATION** (Chapitre XI – Paragraphe B – Alinéa B 13) :
3 jours ouvrés
- . **CATASTROPHES NATURELLES** : selon Législation en vigueur

CHAPITRE IX - COTISATION

La prime du présent contrat est calculée à raison d'un taux de **€ Toutes Taxes Comprises par m²** de superficie développée pour les risques assurés sur bâtiment et/ou risques locatifs et les biens mobiliers y compris l'informatique et à un taux de **€ Toutes Taxes Comprises par m²** de superficie développée pour les autres risques dont la garantie est limitée au bâtiment à l'exclusion du contenu y compris l'informatique, et ce, selon indication en annexe ci-jointe.

Elle sera réajustée à la fin de chaque année d'assurance afin de tenir compte des adjonctions et/ou retraits d'immeubles de la garantie.

De ce fait l'assuré s'engage à communiquer dans les 2 Mois qui suivent chaque échéance annuelle les modifications intervenues dans la composition de son patrimoine immobilier.

Il ne sera procédé à aucune régularisation sur l'exercice écoulé.

A la souscription du contrat, il est perçu la somme de **€ Toutes Taxes Comprises** représentant le montant de la prime due pour la période du **0 Heure** au **à 24 Heures** à

--ooOoo--

1
GL
BC²⁷

CHAPITRE X - DECLARATIONS - CONVENTIONS

Il est convenu et/ou déclaré que :

- L'ensemble des garanties du présent contrat s'exerce avec dérogation totale à la règle proportionnelle prévue à l'Article L 121.5 du Code des Assurances.
- Les garanties du présent contrat sont acquises quels que soient la nature des constructions, couvertures, élévations, aménagements intérieurs, mode de chauffage et de stockage de liquides ou produits inflammables, le voisinage, l'environnement immédiat.
- Les désignations, énonciations, et déclarations prévues au présent contrat sont suffisantes pour satisfaire aux prescriptions des Conditions Générales.

Les Assureurs reconnaissent avoir une parfaite connaissance des lieux garantis et renoncent dans tous les cas à appliquer toute déchéance ou règle proportionnelle pour non exactitude dans la déclaration du risque sauf le cas de fausse déclaration intentionnelle dont les Assureurs auraient à apporter la preuve.

L'Assuré n'est tenu de déclarer que les changements principaux de ses activités présentant un caractère permanent et constituant une aggravation des risques au sens de l'Article L 113.4 du Code des Assurances.

- Des travaux de toute nature (construction, réfection, entretien, installation...) pourront être effectués par tous les corps de métier ou par les préposés de l'Assuré dans les installations, les bâtiments, leurs annexes, dépendances et dans les cours ainsi que les essais, sans que ces travaux ou essais de quelque nature qu'ils soient, nécessitent une déclaration quelconque à l'Assureur, la garantie de ce dernier restant acquise dans tous les cas à l'Assuré.
- Des manifestations de toute nature peuvent exister dans les risques assurés telles que : expositions diverses, opérations de ventes promotionnelles, etc...
- A la suite d'un sinistre couvert, sont compris dans la garantie du présent contrat, les pertes et/ou dommages consécutifs qui seraient causés par les fumées, les gaz, les excès de chaleur, les eaux et tous produits extincteurs, toutes mesures prises pour lutter contre le sinistre.
- En ce qui concerne les locaux d'habitation loués ou mis à disposition par l'Assuré, la garantie du présent contrat jouera pour le compte des occupants pour les cas uniquement de non-assurance ou insuffisance d'assurance des contrats qu'ils ont personnellement souscrits.
- La garantie est acquise aux dommages matériels de toute nature, subis par les biens assurés et résultant des événements garantis, quand bien même lesdits biens n'auraient pas été atteints par l'événement générateur couvert par le contrat.
- L'Assuré est dispensé de déclarer tout sinistre dont il ne réclamerait pas l'indemnisation ainsi que toute assurance complémentaire ou supplémentaire qu'il aurait pu souscrire par ailleurs.

- L'Assuré dispose d'un délai de quinze jours pour toute déclaration de sinistre, ledit délai commençant à courir à partir du moment où l'Assuré et/ou son Service "ASSURANCE" en aura eu connaissance, étant convenu que les Assurances VERSPIEREN sont considérées comme mandataires de l'Assureur pour recevoir les déclarations de sinistre.
- Les Assureurs s'engagent à verser un acompte provisionnel de 30 % dès que le montant des dommages possibles aura été fixé par l'expert, et ce dans un délai maximum d'un mois à la suite de l'état des pertes.
- Le paiement est effectué dans un délai de 30 jours après la date d'accord des parties ou de la décision de justice exécutoire.

En cas de désaccord, les Assureurs verseront à l'Assuré une somme correspondant aux montants provisoires sur lesquels les parties se mettront d'accord.

Cet acompte sera versé dans les 30 jours de l'accord provisoire.

- Les Assureurs renoncent à tous recours contre toute personne physique ou morale au bénéfice desquelles l'Assuré aurait renoncé ou entendrait renoncer lui-même à l'exercice d'un recours notamment :
 - . les comités d'entreprises ou d'établissements,
 - . les salariés de l'Assuré occupant ou non un logement de fonction,
 - . les propriétaires de biens meubles ou immeubles loués ou utilisés par l'Assuré,
 - . les sous-locataires,
 - . les clients ou visiteurs,
 - . les dépositaires de marchandises,
 - . toutes administrations ou tous organismes publics ou semi-publics, en général tout organisme de la Sécurité Sociale,

les cas de malveillance exceptés.

Le bénéfice de cette renonciation est étendue aux Assureurs de ces différentes personnes dans la mesure où par convention l'Assuré s'y serait engagé.

--ooOoo--

GL
M 29

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS PARTICULIERES

A - BASES D'INDEMNISATION

A.1. Pour les événements du Chapitre IV

A la suite de la réalisation d'un événement couvert, les biens seront indemnisés de la façon suivante :

Valeur à neuf de reconstruction ou de remplacement égale à leur valeur de reconstruction au prix du neuf au jour de cette reconstruction, sans toutefois pouvoir dépasser la valeur d'usage majorée de 33 % de la valeur de reconstruction, et ce que la reconstruction ait lieu ou non sur le site sinistré étant entendu que pour le matériel informatique garanti par le présent contrat, le taux de vétusté ne peut excéder :

- 5 % par année d'âge entamée depuis la date de première mise en fonctionnement du matériel sinistré,
- 50 % au total.

L'indemnisation en Valeur à Neuf ne sera due que si la reconstruction en ce qui concerne les bâtiments, ou le remplacement en ce qui concerne le mobilier ou le matériel, est décidée, sauf impossibilité absolue, dans un délai de 2 ans à partir de la date du sinistre.

Pour les bâtiments construits sur terrain d'autrui, l'Assuré déclare agir tant pour son compte que pour le compte du bailleur du terrain, l'indemnité en cas de sinistre étant versée entre les mains de l'Assuré que la reconstruction ait lieu ou non sur le site sinistré.

Le montant de la différence entre l'indemnité "VALEUR A NEUF" et l'indemnité "VALEUR D'USAGE" ne sera versé à l'Assuré que sur présentation des factures de reconstruction ou de remplacement des biens sinistrés étant entendu que les appels de fonds intermédiaires auxquels l'Assuré aura fait face seront remboursés par l'Assureur dès la présentation des justificatifs.

L'assurance VALEUR A NEUF ne porte en aucun cas sur les effets d'habillement, les animaux, les marchandises de toute nature, et d'une façon générale sur les objets dont la valeur n'est pas réduite par l'ancienneté.

L'assurance VALEUR A NEUF ne garantit pas le remplacement d'un matériel démodé ou pratiquement irremplaçable ni le coût de reconstitution spéciale de ce matériel. La valeur de reconstitution prise pour base d'estimation de celui-ci sera celle d'un matériel moderne de rendement égal ou si ce matériel n'existe plus, celui d'un matériel de rendement immédiatement supérieur.

Les marchandises et stocks à tous états seront indemnisés sur la base de leur "PRIX D'ACHAT", frais de stockage inclus.

Pour ce qui est des OBJETS DE VALEUR, l'indemnisation s'effectuera sur la base de la valeur déclarée par l'Assuré.


30


A.2. Pour les événements du Chapitre VI

En cas de sinistre, le préjudice subi par l'Assuré sera indemnisé dans les conditions suivantes :

MATERIELS ET LOGICIELS

Sinistre partiel

Indemnisation du coût de la remise en état de fonctionnement normal comprenant notamment la valeur des pièces de rechange, les frais de main-d'oeuvre en heures supplémentaires, les frais de transport en grande vitesse.

Le matériel est considéré comme ayant subi un sinistre partiel lorsque le montant des frais de réparation nécessaires ou de remplacement par du matériel de même rendement ou de rendement immédiatement supérieur, s'avère inférieur à la valeur d'indemnisation d'un sinistre total tel que défini ci-après.

Sinistre total

Indemnisation de la valeur à neuf de remplacement au jour du sinistre, étant entendu que l'Assureur indemnise la vétusté jusqu'à hauteur de 33 %, celle-ci ne pouvant excéder :

- * 5 % par année d'âge entamée depuis la date de première mise en fonctionnement de l'appareil sinistré,
- * 50 % au total.

En ce qui concerne les matériels qui ne sont plus fabriqués, l'indemnisation s'exercera :

- * à concurrence de la valeur à neuf de matériels de remplacement de type et de rendement équivalent,
- * ou, si ces matériels n'existent pas, à concurrence de la valeur à neuf de matériels de rendement immédiatement supérieur.

Les matériels non sinistrés mais qu'il serait nécessaire de remplacer pour des raisons de compatibilité avec le nouveau matériel, seront également indemnisés dans les mêmes conditions.

L'indemnité sera majorée des frais engagés par l'Assuré notamment frais de transport y compris en grande vitesse, frais de main-d'œuvre en heures supplémentaires, frais de déblais et installation et, le cas échéant, les droits de douane et les taxes non récupérables.

PERTES ET FRAIS DIVERS

Pour les événements du 6.3.1 :

Le paiement de l'indemnité ne sera effectué que sur justification du remplacement et/ou de la reconstitution et production des factures et mémoires y relatifs, au plus tard dans un délai de deux ans à partir de la date du sinistre.

Après expiration de ce délai, les frais de remplacement ou de reconstitution ne seront plus indemnisés.

L'Assureur pourra, sur la demande de l'Assuré, se libérer par acomptes au fur et à mesure du remplacement ou de la reconstitution sous réserve des justifications prévues ci-dessus.

Pour les événements du 6.3.2 et 6.3.3 :

Le montant des frais réellement engagés par l'Assuré.


31

Pour les événements du 6.3.4 :

La période d'indemnisation est fixée à 10 jours dès lors que l'événement accidentel ou malveillant est identifiable sur les installations du fournisseur ou les réseaux reliant le fournisseur à l'assuré et au plus tard à l'application du dommage d'interruption, et pendant laquelle l'activité de l'assuré est affectée par l'interruption de service.

L'indemnité journalière est égale à 50 % du budget de fonctionnement divisé par deux cent cinquante jours ouvrés.

L'indemnité totale est égale au montant de l'indemnité journalière, multipliée par le nombre de jours ouvrés pendant lesquels les installations du fournisseur ou les réseaux reliant le fournisseur à l'assuré ont été interrompus ou entravés.

En cas d'interruption partielle de service, le pourcentage d'interruption défini à dire d'expert, est appliqué au montant de l'indemnité journalière.

Lorsque l'assuré ne peut établir avec précision le montant du préjudice qu'il a subi, l'assureur rembourse 25 % de l'indemnisation maximale se rapportant à la période d'interruption de service.

B - LES FRAIS ET PERTES (Garanties communes aux événements des Chapitres IV et VI)

B.1 FRAIS DE DEMOLITION ET DE DEBLAIS

Frais de déblais, démolition, fouille, déplacement, remplacement d'objets, nettoyage des locaux et alentours, transport des décombres et dépollution des biens assurés, y compris les sols, de magasinage, de garde-meubles (transport compris), frais de relogement et réinstallation ainsi que tous frais exposés à l'occasion de mesures rendues nécessaires à la remise en état des biens sinistrés.

La garantie s'étend aux dommages quelconques subis par les biens eux-mêmes au cours de ces opérations.

B.2 FRAIS DE MISE EN CONFORMITE

Les frais nécessités par une mise en conformité de la partie de bâtiment sinistré avec la législation et la réglementation en matière de construction en cas de reconstruction ou de réparation de l'immeuble.

Si l'Assuré a été mis en demeure de réaliser les travaux de mise en conformité avant le sinistre, la garantie n'est pas acquise.

B.3 REMBOURSEMENT DE LA PRIME "DOMMAGES-OUVRAGE"

Le remboursement de la prime relative à l'assurance de dommages rendue obligatoire par les Articles L 242.1 et L 242.2 du Code des Assurances pour les travaux de reconstitution ou de réparation des bâtiments.

32
GL
BL
an

B.4 PERTES FINANCIERES

Pertes financières résultant pour le locataire ou l'occupant des frais qu'il a engagés pour réaliser les aménagements immobiliers ou mobiliers tels que les installations privatives de chauffage ou de climatisation ainsi que tout revêtement de sol, de mur et de plafond et qui deviendraient la propriété du bailleur à l'expiration du bail ou du droit d'occupation, ou encore, en cas de continuation du bail ou de l'occupation dont le bailleur refuserait la reconstitution des aménagements tels qu'ils existaient au moment du sinistre.

B.5 HONORAIRES DIVERS

Les honoraires de décorateurs, de bureaux d'étude et de contrôle technique et d'ingénierie dont l'intervention serait nécessaire, à dire d'expert, à la reconstruction ou à la réparation des biens sinistrés.

B.6 FRAIS DE RECONSTITUTION D'ARCHIVES, DOCUMENTS PROFESSIONNELS

Sera indemnisé, le coût réel du remplacement ou de la reconstitution des dessins, archives, documents techniques, microfilms, archives, livres, dossiers et documents techniques, échantillons, fichiers, maquettes et prototypes détruits par un événement garanti.

Sont également couverts :

- les frais de duplication, de reconstitution photographique au format original à partir de microfilms,
- tous frais annexes quels qu'ils soient engagés pour rendre possible la reconstitution.

B.7 FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE REINSTALLATION

Les frais de garde-meubles, transport compris, de déplacement, de réinstallation des objets garantis et la différence éventuelle entre le nouveau loyer, que l'Assuré est tenu de payer pour se réinstaller temporairement dans un autre local et celui qu'il payait antérieurement au sinistre.

B.8 FRAIS ANNEXES

Les frais annexes tels que frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage, frais de transport en grande vitesse (avion notamment) douane, pose, dépose, essai et dépannage rendus nécessaires à la suite d'un sinistre garanti, frais de recharge des installations de sécurité au gaz.

OL
18/3

B.9 PERTE D'USAGE

La perte de la valeur locative des locaux occupés par l'Assuré propriétaire, en cas d'impossibilité pour lui d'utiliser temporairement tout ou partie de ses locaux.

Pour les loyers de crédit-bail, l'indemnité sera calculée sur le montant réel des loyers annuels, sans qu'elle puisse être inférieure à celle qui aurait été due d'après la valeur locative annuelle.

La garantie s'exercera également après sinistre en cas d'interdiction administrative d'occupation des lieux assurés ou d'impossibilité d'accès consécutifs à un événement garanti, se déclarant dans les lieux ou le voisinage des biens assurés.

B.10 PERTE DES LOYERS

Le montant des loyers des locataires dont l'Assuré, propriétaire, peut se trouver privé, du fait d'un sinistre.

B.11 HONORAIRES D'EXPERTS

L'assureur garantit, en cas de sinistre, le remboursement des frais et honoraires de l'expert qu'il aura lui-même choisi et nommé conformément aux dispositions des Conditions Générales.

Le montant de ce remboursement ne pourra jamais excéder :

- ♦ Ni la limite de remboursement calculée en application du barème suivant, où le montant de l'indemnité est celui de l'indemnité qui aurait été due en l'absence d'une garantie des pertes indirectes et d'une franchise ;

Montant de l'indemnité	Limite de remboursement
Jusqu'à 150.000 €	4,5 %
De 150.000 € à 1.500.000 €	4,5 % sur 150.000 € et 1 % sur le surplus
De 1.500.000 € à 6.000.000 €	1,25 % sur 1.500.000 € et 0,5 % sur le surplus
De 6.000.000 € à 60.000.000 €	0,71 % sur 6.000.000 € et 0,1 % sur le surplus
Plus de 60.000.000 €	0,16 % sur 60.000.000 € et 0,05 % sur le surplus

- ♦ Ni le montant des honoraires réellement payés s'ils sont inférieurs à la limite de remboursement calculée comme indiquée ci-dessus,
- ♦ Ni le montant de l'indemnité de sinistre.

La présente garantie ne s'applique pas aux pertes indirectes.

B.12 PERTES INDIRECTES

Indemnité forfaitaire versée à l'Assuré égale à 10 % du montant du sinistre sans qu'il soit nécessaire de produire de justificatif.

Cette assurance n'intervient qu'au titre des garanties portant sur les bâtiments et leur contenu.

B.13 FRAIS SUPPLEMENTAIRES D'EXPLOITATION

L'ensemble des frais exposés par l'Assuré ou pour son compte pendant la période d'indemnisation fixée à 24 mois à partir de la date du sinistre afin de maintenir ses activités dans des conditions aussi proches que possible de la normale (frais de dépannage extérieur, de transport, heures supplémentaires, personnel intérimaire, location de matériel, etc...).

La garantie s'applique, que le sinistre ait eu lieu chez l'Assuré ou chez les tiers, notamment chez les fournisseurs de l'Assuré.

L'Assureur indemniserà la différence entre le montant des charges d'exploitation après un sinistre garanti et celui qui aurait été normalement supporté par l'Assuré pour effectuer les mêmes tâches si aucun sinistre n'était intervenu.

C - LES RESPONSABILITES

RESPONSABILITE LOCATIVE - RECOURS DES VOISINS ET DES TIERS

Toute action en responsabilité qui pourrait être exercée contre l'Assuré par des tiers ou voisins, à la suite d'un événement dont la garantie est prévue par le présent contrat et d'une contamination et/ou pollution qui lui serait consécutive et dont les conséquences matérielles sont ou non à la charge de l'Assureur.

Cette garantie porte sur la réparation de dommages matériels et/ou immatériels (trouble de jouissance, perte d'usage, perte de loyers, perte d'exploitation, par exemple).

Elle est également étendue à la responsabilité locative de l'Assuré pour toutes locations temporaires ou occupations provisoires à quelque titre que ce soit.

Sont également considérés comme tiers :

- les locataires, sous-locataires, co-locataires, co-occupants,
- les propriétaires des biens dont l'Assuré est locataire ou occupant,
- les propriétaires de véhicules divers, y compris wagons, bateaux, péniches se trouvant dans l'enceinte de l'établissement assuré ou à ses abords.

--ooOoo--

CHAPITRE XII - INDEXATION

La prime nette du présent contrat et tous les montants exprimés en Euros (**à l'exclusion du montant de l'indemnité maximum qui restera fixée à 35.000.000 €**) seront modifiés, à chaque échéance annuelle de prime, proportionnellement à l'indice du coût de la construction dans la Région Parisienne, tel qu'il est publié par la Fédération Française du Bâtiment et des activités annexes, chacune de ces modifications étant déterminée d'après le rapport existant entre la valeur de l'indice, dite "indice d'échéance" et sa valeur dite "indice de référence" (base 1. en 1941).

Par "indice d'échéance", il faut entendre :

- la dernière valeur de l'indice publiée au moins un mois avant le premier jour du mois de l'échéance considérée.

Par "indice de référence", il faut entendre :

- soit la plus récente valeur de l'indice, connue au jour de la souscription du contrat,
- soit, dans le cas où une ou plusieurs modifications de la prime sont intervenues depuis la souscription, la valeur qui a servi de base pour la dernière de ces modifications.

De convention expresse entre les parties :

- 1) Si, au jour du sinistre, la plus récente valeur connue de l'indice est supérieure de plus de cinquante pour cent au dernier indice de référence, les indemnités ne seront dues par la Compagnie que dans le rapport du dernier indice de référence majoré de cinquante pour cent, à la plus récente valeur de l'indice connue au jour du sinistre.
- 2) Au cas où, pour une cause quelconque, un nouvel indice n'aurait pas été publié dans les sept mois qui suivent la date de publication de l'indice précédent, ce nouvel indice serait déterminé par un expert désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, à la requête et aux frais de la Compagnie.
- 3) En cas d'augmentation d'au moins cent pour cent de l'indice depuis l'origine du contrat, chacune des parties contractantes aura la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de toute année d'assurance, moyennant préavis d'un mois au moins.

--ooOoo--

36

47

**CHAPITRE XIII - CATASTROPHES
NATURELLES**
(article L. 125.1 et L 125.2 du code des assurances)

En cas de modification par arrêté interministériel des dispositions ci-après, celles-ci seront réputées modifiées d'office dès l'entrée en application d'un tel arrêté.

1 - OBJET DE LA GARANTIE

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré :

- d'une part, la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.
- d'autre part, le paiement d'une indemnité correspondant aux frais supplémentaires d'exploitation résultant, pendant la période d'indemnisation prévue par le contrat, de l'interruption ou de la réduction de l'activité de son entreprise ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel affectant les biens de cette entreprise, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou non pu être prises.

2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française, d'un Arrêté Interministériel ayant constaté l'état de Catastrophe Naturelle.

3 - ETENDUE DE LA GARANTIE

La garantie couvre :

- le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de la valeur fixée au contrat,
- les frais supplémentaires d'exploitation résultant de l'interruption ou de la réduction de l'activité de l'entreprise.

L'indemnisation est fixée dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

4 - FRANCHISE

L'Assuré conservera à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Pour les biens à usage d'habitation et les autres biens à usage non professionnel, le montant de la franchise est fixé à 380 €, sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ou à la réhydratation des sols, pour lesquels le montant de la franchise est fixé à 1.520 €.

62
B1

Pour les biens à usage professionnel, le montant de la franchise est égal à 10 % du montant des dommages matériels directs non assurables subis par l'assuré, par établissement et par événement, sans pouvoir être inférieur à un minimum de 1.140 € ; sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ou à la réhydratation brutale des sols, pour lesquels ce minimum est fixé à 3.050 €. Toutefois sera appliquée la franchise prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure à ces montants.

Pour la garantie « Frais Supplémentaires d'Exploitation » l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre correspondant à une interruption ou à une réduction de l'activité de l'entreprise pendant trois jours ouvrés, avec un minimum de 1.140 €. Toutefois, sera appliquée la franchise éventuellement prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure à ces montants.

Pour les biens autres que les véhicules terrestres à moteur et pour la garantie « Frais Supplémentaires d'Exploitation », dans une commune non dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet d'un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, la franchise est modulée en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque au cours des cinq années précédant la date de la nouvelle constatation, selon les modalités suivantes :

- Première et deuxième constatation : application de la franchise,
- Troisième constatation : doublement de la franchise applicable,
- Quatrième constatation : triplement de la franchise applicable,
- Cinquième constatation et constatations suivantes : quadruplement de la franchise applicable

Les dispositions de l'alinéa précédent cessent de s'appliquer à compter de la prescription d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet de la constatation de l'état de catastrophe naturelle dans la commune concernée. Elles reprennent leurs effets en l'absence d'approbation du plan précité dans le délai de quatre ans à compter de la date de l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques naturels.

5 - OBLIGATION DE L'ASSURE

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'Arrêté Interministériel constatant l'état de Catastrophe Naturelle (délai porté à trente jour pour la garantie « Frais Supplémentaires d'exploitation »).

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la mise en jeu de cette même garantie, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux Assureurs intéressés. Il déclare, dans le même délai, le sinistre à l'Assureur de son choix.

6 - OBLIGATION DE L'ASSUREUR

L'Assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés (ou des pertes subies) ou de la publication de l'Arrêté Interministériel constatant l'état de Catastrophe Naturelle lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'Assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

ANNEXE RELATIVE A LA GARANTIE
« ATTENTATS ET ACTES DE TERRORISME »
(DOMMAGES MATÉRIELS)

La présente annexe a pour objet de préciser les conditions d'application de la garantie « Attentats et Actes de terrorisme » prévues par la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006.

Objet de la garantie

En application de l'article L.126-2 du Code des assurances, le contrat couvre les dommages matériels directs, subis sur le territoire national, causés par un attentat ou un acte de terrorisme (tels que définis aux articles 421-1 et 421-2 du Code pénal) aux biens garantis par le contrat contre les dommages d'incendie.

Dans le cadre de cette extension de garantie, il ne sera pas fait application des exclusions du contrat relatives aux dommages ou à l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome, par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou toute autre source de rayonnements ionisants.

Étendue de la garantie

La garantie couvre la réparation des dommages matériels directs (y compris ceux de contamination) subis par les biens assurés, ainsi que les dommages immatériels consécutifs à ces dommages constitués par les frais et pertes assurés au contrat au titre de la garantie incendie. Ces dommages sont couverts à concurrence des valeurs ou capitaux assurés pour chaque catégorie de dommages et dans les limites de franchise et de plafond prévues par le contrat au titre de la garantie Incendie.

Lorsqu'il est nécessaire de décontaminer un bien immobilier, l'indemnisation des dommages, y compris les frais de décontamination, ne peut excéder le montant des capitaux assurés sur ce bien prévu par le contrat au titre de la garantie Incendie. Si le contrat ne précise pas de montant de capitaux, l'indemnisation ne pourra pas excéder la valeur vénale du bien contaminé.

Exclusions

Ne sont pas garantis les frais de décontamination des déblais ainsi que leur confinement.

Réf. 41176 (08-2006)

GV
BL

CD

ANNEXE RELATIVE A LA GARANTIE « ATTENTATS ET ACTES DE TERRORISME »

(PERTES D'EXPLOITATION)

La présente annexe a pour objet de préciser les conditions d'application de la garantie « Attentats et Actes de terrorisme » prévues par la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006.

Objet de la garantie

En application de l'article L.126-2 du Code des assurances, le contrat garantit les pertes d'exploitation, c'est-à-dire la perte de marge brute et les frais supplémentaires d'exploitation résultant, pendant la période d'indemnisation prévue au contrat, de l'interruption ou de la réduction de l'activité de l'entreprise de l'Assuré consécutive à un dommage matériel direct causé par un attentat ou un acte de terrorisme (tels que définis aux articles 421-1 et 421-2 du Code pénal) aux biens assurés contre les dommages d'incendie et subis sur le territoire national.

Dans le cadre de cette extension de garantie, il ne sera pas fait application des exclusions du contrat relatives aux dommages ou à l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome, par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou toute autre source de rayonnements ionisants.

Étendue de la garantie

La garantie couvre les conséquences pécuniaires de l'interruption ou de la réduction de l'activité de son entreprise consécutive à un attentat ou un acte de terrorisme, **dans les limites et conditions fixées au contrat garantissant les pertes d'exploitation en cas de dommages d'incendie aux biens de l'assuré.**

Réf. 41177 (08-2006)

40
B1
CL
CP

ANNEXE DE L'ARTICLE A. 112 DU CODE DES ASSURANCES

Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile » dans le temps

Avertissement

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 112-2 du code des assurances. Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps. Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

Comprendre les termes

Fait dommageable : Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation : Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie : Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente : Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I. Sinon, reportez-vous au I et au II.

I. - Le contrat garantit votre responsabilité civile vie privée

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II. - Le contrat garantit la responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le *fait dommageable* ou si elle l'est par la *réclamation*.

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

41
BC

CP

1. Comment fonctionne le mode de déclenchement par « le fait dommageable » ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2. Comment fonctionne le mode de déclenchement « par la réclamation » ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1 : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque.

L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2 : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3. En cas de changement d'assureur

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserait. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous :

3.1. L'ancienne et la nouvelle garanties sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'ayez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4. En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

CHARTRE DES EVENEMENTS

ORGANISES AU MUSEE DU LUXEMBOURG EN DEHORS DES PERIODES D'EXPOSITION

Préambule

L'histoire du Musée du Luxembourg, premier Musée de l'histoire de France ouvert au public en 1750, puis premier musée d'art moderne à partir de 1818, a toujours été liée à celle du Palais du Luxembourg et du Sénat qui décida, en 1884, la construction du bâtiment actuel.

Succédant au Ministère de la Culture, le Sénat a repris la gestion du Musée en 2000 avec la volonté de mettre en œuvre un ambitieux programme d'expositions. Le bâtiment, jusqu'alors affecté à ce ministère, lui a été affecté par la loi en 2003.

Depuis 2000, malgré l'absence de collections permanentes et une forte concurrence, le Musée du Luxembourg a su s'imposer comme l'un des principaux lieux d'expositions parisiens.

Pour garantir un rayonnement et un niveau d'excellence dans la production et l'organisation des expositions, le Sénat a choisi de faire appel à des professionnels du secteur, sélectionnés après publicité et mise en concurrence et placés sous son contrôle dans la cadre d'une délégation de service public.

Le Sénat a ainsi confié à la Rmn-Grand Palais l'exploitation du Musée du Luxembourg et de ses dépendances, un espace de restauration, situé sur le parvis, et une salle de réception, située à l'arrière du Musée, 19 rue de Vaugirard à Paris (75006). Cette exploitation recouvre des activités de service public (notamment l'organisation d'expositions temporaires, d'actions pédagogiques et de médiation, d'édition et l'exploitation technique du site), et des activités complémentaires (notamment l'exploitation d'un espace de vente de produits liés aux expositions, l'organisation de visites privées des expositions en dehors des heures d'ouverture au public et l'exploitation des espaces en dehors des périodes d'expositions).

Le Musée du Luxembourg a ainsi vocation à accueillir des « activités, manifestations ou événements » organisés par des tiers dans les espaces disponibles à la location en dehors des périodes d'expositions.

La présente Charte énonce les principes et la procédure gouvernant l'accueil de ces activités et manifestations dans le cadre de la Délégation de service public pour la gestion du Musée du Luxembourg.

1. Nature des activités, manifestations ou événements accueillis au Musée du Luxembourg en dehors des périodes d'exposition temporaires

1.1. Manifestations organisées par des tiers

Le Musée du Luxembourg peut accueillir des événements d'entreprises :

- congrès d'entreprise,
- promotion de produits,
- défilés de mode,
- tournages de film, anniversaire corporate
- ...

L'organisation de tous événements privés à caractère familial (baptêmes, mariages, anniversaires, cérémonies...), l'organisation d'expositions autres que celles organisées et produites par la Rmn-GP

Bu Gl
GP

ou l'organisation de concerts de musiques actuelles dont le niveau sonore pourrait nuire au voisinage n'est pas autorisée.

L'organisation de tous événements pouvant porter atteinte à l'image ou à la réputation du Sénat est interdite.

1.2. Tarifs

Les locations des espaces destinés à accueillir les événements visés ci-dessus s'effectuent dans le cadre de la grille tarifaire fixée par la Rmn-Grand Palais et approuvée par le Sénat dans le cadre des dispositions de la Convention de Délégation de service public pour la gestion du Musée du Luxembourg.

2. Principes qui s'imposent aux activités, manifestations et événements accueillis au Musée du Luxembourg

2.1. Neutralité et laïcité

Monument républicain, propriété de la Nation, le Musée du Luxembourg ne saurait accueillir d'événement à caractère politique (en dehors des événements organisés par le Sénat, les Sénateurs ou les groupes politiques de l'institution), religieux ou s'inscrivant dans une quelconque démarche prosélyte.

2.2. Réputation, sérieux et solvabilité des organisateurs

La Rmn-Grand Palais s'assure du professionnalisme des organisateurs, de leur capacité à mener à bonne fin les projets dont ils sont porteurs notamment au plan financier, du soin et du sérieux apporté à la réalisation de l'événement, de l'adaptation du projet aux espaces en termes de scénographie, et de la conformité du projet aux contraintes techniques.

3. Modalités d'attribution des espaces du Musée du Luxembourg

3.1. Règles de délivrance des autorisations d'occupation temporaire des espaces du Musée du Luxembourg

Les autorisations d'occupation sont délivrées conformément aux dispositions de la convention de service public pour la gestion du Musée du Luxembourg par le Président de la Rmn-Grand Palais ou son subdélégué, après avis d'un comité de programmation. Elles sont assorties d'une convention précisant les droits et obligations des parties.

3.2. Comité de programmation

Ce comité, présidé par le Président de la Rmn-Grand Palais, et composé de membres de la direction, a pour mission de veiller à l'excellence des projets proposés, ainsi qu'à leur conformité aux valeurs de l'établissement et aux règles fixées par la présente Charte. Il s'assure en particulier de la compatibilité du calendrier annuel d'occupation du Musée du Luxembourg avec les expositions qui y sont organisées. Il se prononce sur le choix des événements proposés par des tiers.

Le Comité de programmation peut consulter l'avis du Sénat en cas de doute ou de difficulté particulière concernant l'autorisation à donner à l'organisation d'un événement.



ANNEXE 10

PROTOCOLE RELATIF À LA GESTION DES CLÉS DU MUSÉE DU LUXEMBOURG

Pour la gestion des clés du Musée du Luxembourg, il est convenu ce qui suit entre le Sénat d'une part et la Rmn-Musée du Luxembourg en sa qualité de subdélégué d'autre part.

Article premier

Les portes du Musée du Luxembourg sont équipées de cylindres ou de cadenas fournis par la société Deny Fontaine selon des organigrammes cohérents avec ceux du Palais du Luxembourg et ses dépendances et pouvant être ouverts au moyen de « pass » conservés au Sénat.

La société Rmn-Musée du Luxembourg ne peut les modifier ou les remplacer sans l'accord du Sénat.

Article 2

Le Sénat met à la disposition de la Rmn-Musée du Luxembourg un jeu de clés, de cylindres et de cadenas dont la liste est fournie en annexe du présent protocole.

La Rmn-Musée du Luxembourg est tenue de signaler au Sénat leur disparition ou détérioration et de procéder, à ses frais, à leur remplacement.

La Rmn-Musée du Luxembourg peut, à ses frais, sous réserve de l'accord du Sénat et dans les conditions prévues ci-après, commander des clés, cylindres et cadenas supplémentaires.

Le Sénat peut conserver un jeu ou plusieurs de l'ensemble des clés, cylindres et cadenas des portes du Musée du Luxembourg.

Article 3

Pour toute commande de clé, cylindre ou cadenas, quel qu'en soit le motif, la Rmn-Musée du Luxembourg adresse un bon de commande à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat.

Le bon de commande indique le numéro du local auquel donne accès la porte concernée, le matériel demandé ainsi que le motif de la demande.

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat accuse réception de la commande, demande un devis à la société Deny Fontaine et communique ce dernier à la Rmn-Musée du Luxembourg.

Une fois le devis accepté par la Rmn-Musée du Luxembourg, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat passe la commande auprès de la société Deny Fontaine.

Handwritten signature and initials in blue ink. The signature is a stylized 'G' followed by a flourish. Below it are the initials 'M' with a small '1' above it.

La facture est établie à l'ordre de la Rmn-Musée du Luxembourg qui la règle directement au fournisseur.

Le matériel commandé est livré dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Il est retiré par la Rmn-Musée du Luxembourg contre récépissé.

Article 4

La pose des cylindres et des cadenas et toute autre intervention sur la serrurerie des portes du Musée du Luxembourg sont à la charge et de la responsabilité de la Rmn-Musée du Luxembourg, qui peut faire appel au prestataire de son choix.

ANNEXE

*Liste des clés, cylindres et cadenas du Musée du Luxembourg
mis à disposition du Déléataire et de la Rmn-Musée du Luxembourg par le Sénat*